



Centre d'Études Supérieures d'Aménagement

# **LA RECONVERSION TOURISTIQUE DES OUVRAGES MILITAIRES LITTORAUX**



**Claire PHILBÉE**

**MAGISTERE 3**

**Mémoire de Recherche**

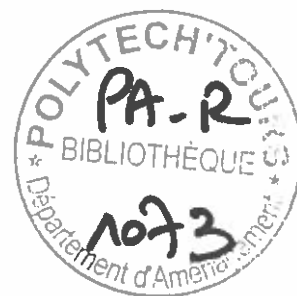
**Année Universitaire 2001 – 2002**

UNIV. TOURS EPU DA CESA



D 251 001572 1

PA 93 NR 2002 PHI



## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont bien voulu m'aider et me soutenir jusqu'au bout de cette recherche.

Je remercie vivement M. Leroi pour son soutien en tant que tuteur de la recherche. Merci de m'avoir guidée et de m'avoir aidée à cibler l'objet de ce travail qui m'a occupée pendant des mois. Merci également à M. Mathis pour ses idées d'exemples concernant la côte rochefortaise. Cela peut faire l'objet d'études de cas. Malheureusement, pour des raisons de proximité géographique, cela n'a pu être possible. Merci aussi à Pascaline Robin, Martine Le Rouge et Anne Foucher pour leurs oreilles attentives au CESA...et leur rôle d'assistante sociale parfois...

Je remercie aussi les personnes que j'ai pu rencontrer sur le terrain : Dominique Le Ster du Fort de Bertheaume, Patricia Hamon pour sa qualité de maître de stage au sein de la Communauté de Communes du Pays d'Iroise et ses dossiers sur le fort de Bertheaume, Gabrielle Parisot pour ses renseignements à la citadelle de Belle-Île. Merci aussi à M. Saint Paul des Travaux Maritimes et M. Didier Cadiou de la Municipalité de Crozon en charge du patrimoine de la presqu'île.

Je tiens enfin à remercier ma grande-petite sœur et mon frère pour leur intérêt vis-à-vis de cette recherche et mes parents pour leurs encouragements perpétuels. Merci aussi à Matthieu qui m'a aidée et beaucoup encouragée jusqu'au bout (et ce n'était pas si simple !).

# SOMMAIRE

<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>p. 2</b>
----------------------	-------------

<b>SOMMAIRE</b>	<b>p. 3</b>
-----------------	-------------

<b>INTRODUCTION</b>	<b>p. 7</b>
---------------------	-------------

<b>I<sup>ère</sup> PARTIE : LA RECONVERSION DES OUVRAGES MILITAIRES</b>	<b>p. 10</b>
---	--------------

<b>I. LES PARTICULARITÉS DES OUVRAGES</b>	<b>p. 11</b>
---	--------------

Introduction	p. 11
--------------	-------

<b>A. Le contexte historique</b>	<b>p. 11</b>
----------------------------------	--------------

1. La Renaissance	p. 12
-------------------	-------

2. La période classique	p. 14
-------------------------	-------

3. L'architecture militaire : un vocabulaire précis	p. 16
---	-------

<b>B. Vauban</b>	<b>p. 18</b>
------------------	--------------

1. La défense des frontières	p. 19
------------------------------	-------

2. Vauban et l'art de la défense	p. 19
----------------------------------	-------

3. Les trois systèmes de Vauban	p. 20
---------------------------------	-------

4. L'adaptation de la fortification au site	p. 22
---	-------

<b>C. Des ouvrages devenus inutiles</b>	<b>p. 23</b>
---	--------------

## **II. LA GESTION DE LA RECONVERSION TOURISTIQUE DES OUVRAGES MILITAIRES LITTORAUX**

### **A. Les Ministères**

- |  |       |
|--|-------|
| 1. Le Ministère de l'Environnement et le Conservatoire du Littoral | p. 26 |
| 2. Le Ministère de la Défense                                      | p. 29 |

### **B. Les collectivités**

- |                              |       |
|------------------------------|-------|
| 1. Les collectivités locales | p. 34 |
| 2. Le Département            | p. 36 |
| 3. La Région                 | p. 37 |

### **C. D'autres organismes**

- |  |       |
|--|-------|
| 1. Les offices de tourisme                 | p. 38 |
| 2. les associations : l'Association Vauban | p. 39 |

### **D. Les privés**

- |                             |       |
|-----------------------------|-------|
| 1. Les propriétaires privés | p. 44 |
| 2. Les habitants            | p. 46 |

## **III. DE L'ACQUISITION A L'ACCUEIL DU PUBLIC**

### **A. Les différents modes d'acquisition**

- |   |       |
|---|-------|
| 1. La vente des biens immobiliers des Armées    | p. 49 |
| 2. Le changement d'affectation entre ministères | p. 52 |

### **B. La restauration**

- |                          |       |
|--------------------------|-------|
| 1. Le mécénat            | p. 53 |
| 2. Les personnes privées | p. 54 |

3. Les aides possibles	p. 55
------------------------	-------

<b>C. De l'acquisition à l'usage touristique</b>	<b>p. 57</b>
--	--------------

1. L'interprétation du patrimoine : un concept utile pour une meilleure compréhension des lieux	p. 57
2. Les contraintes liées à cette gestion	p. 59

<b>2<sup>ème</sup> PARTIE - ÉTUDE DE CAS : LES OUVRAGES MILITAIRES DE VAUBAN RECONVERTIS À UN USAGE TOURISTIQUE</b>	<b>p. 61</b>
---	--------------

---

Vauban et la Bretagne	p. 62
-----------------------	-------

<b>I. LA TOUR VAUBAN DE CAMARET</b>	<b>p. 64</b>
-------------------------------------	--------------

<b>A. Un site géographique exceptionnel</b>	<b>p. 64</b>
---	--------------

<b>B. Une histoire riche</b>	<b>p. 65</b>
------------------------------	--------------

1. Les origines de la commune	p. 65
2. Les transformations de Vauban	p. 65

<b>C. L'ouverture</b>	<b>p. 70</b>
-----------------------	--------------

1. L'achat	p. 70
2. Le projet d'aménagement	p. 70

<b>La Tour Vauban : une réussite ?</b>	<b>p. 74</b>
--	--------------

<b>II. LE FORT DE BERTHEAUME</b>	<b>p. 76</b>
----------------------------------	--------------

<b>A. Un site géographique exceptionnel</b>	<b>p. 78</b>
---	--------------

<b>B. Une histoire très riche pour un petit îlot</b>	<b>p. 80</b>
<b>C. La restauration</b>	<b>p. 82</b>
1. L'achat : une volonté communale forte	p. 82
2. Restauration et stratégie de développement	p. 84
3. Un fort accessible	p. 92
<b>D. L'ouverture</b>	<b>p. 96</b>
1. Le fort en trois séquences	p. 96
2. Les animations du Fort de Bertheaume	p. 98
3. Persévérance et réussite	p. 105
<b>Le Fort de Bertheaume : une réussite</b>	<b>p. 106</b>
 <b>CONCLUSION</b>	 <b>p. 107</b>
<hr/>	
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>p. 110</b>
<hr/>	
<b>BIBLIOGRAPHIE INTERNET</b>	<b>p. 113</b>
<hr/>	
<b>TABLE DES ILLUSTRATIONS</b>	<b>p. 117</b>
<hr/>	
<b>TABLE DES MATIÈRES</b>	<b>p. 120</b>
<hr/>	
<b>ANNEXES</b>	<b>p. 125</b>
<hr/>	

## INTRODUCTION

Qu'est-ce que le patrimoine ?

C'est un « bien d'héritage qui descend, suivant la loi, des pères et des mères à leurs enfants » (Littre)<sup>1</sup>. Par extension, ce terme en est venu à désigner les biens de l'Église, les biens de la couronne, puis, au XVIII<sup>ème</sup> siècle, les biens de signification et valeur nationales d'une part, universelles de l'autre (patrimoine scientifique par exemple).

Aujourd'hui, avec la montée de la mise en valeur de l'Histoire et la prise de conscience des dangers et menaces engendrés par l'industrialisation, l'urbanisation et les nuisances qui en sont solidaires, ce terme en est venu à désigner la totalité des biens hérités du passé, du plus lointain au plus proche :

- Le patrimoine peut donc être d'ordre culturel : du tableau ou du livre au paysage organisé par l'homme ;
- Ou, le patrimoine peut être d'ordre naturel : ressources, sites ou « monuments » naturels.

Le patrimoine architectural fait partie des biens culturels. En France, ce patrimoine est connu grâce aux travaux de l'ethnologie rurale. Mais, à l'inverse du patrimoine urbain, cet héritage rural reste peu valorisé, excepté sous forme muséographique. En fait, ce patrimoine est insuffisamment protégé et se retrouve ainsi menacé de disparition. Aujourd'hui, pour ces édifices, se pose le problème des coûts de restauration et de réutilisation.

La question de la reconversion du patrimoine architectural est très intéressante car elle implique un grand nombre d'acteurs et de contraintes. Toutefois, il est difficile de s'intéresser

---

<sup>1</sup> Cf. *Dictionnaire de l'Urbanisme*, p.556



à tout le patrimoine architectural. En effet, ce patrimoine englobe de nombreux éléments dont notamment le patrimoine dit militaire. Pourquoi un tel intérêt vers ce type d'ouvrages ?

Et bien, qui ne connaît pas une place forte, une citadelle ou un simple fort ? Ces ouvrages, souvent bien conservés, sont situés sous la végétation qui les recouvre. Ils constituent ainsi des paysages très évocateurs mais menacent de tomber en ruines. En fait, ce sont des éléments importants de notre mémoire nationale qui restent seulement mal connus et peu expliqués.

Comme il a été écrit plus tôt, ces éléments patrimoniaux sont le plus souvent transformés en espace muséographique. Mais en fait, quels sont les enjeux touristiques de leur reconversion ? Plus particulièrement, quelles sont les contraintes réglementaires notamment, ainsi que les acteurs présents dans le cadre d'une reconversion touristique de tels ouvrages ? Mon hypothèse est que malgré les fortes contraintes que constituent la reconversion de ces ouvrages, les fortifications militaires sont un enjeu fort du développement touristique des communes rurales.

Ces bâtiments peuvent être situés en milieu urbain également mais c'est en milieu rural qu'aujourd'hui il existe des enjeux importants. En fait, cette recherche exclue les grandes villes. De plus, pour des raisons de proximité géographique d'une part, l'étude portera sur les communes bretonnes. Il y a donc exclusion de villes comme Lorient, Brest ou encore Vannes. Par contre, le système défensif de ces villes étant plus large que leurs limites administratives, ce sont souvent des communes proches qui seront données en exemple dans cette recherche. D'autre part, la recherche est ciblée sur la Région Bretagne car elle possède un patrimoine militaire riche et varié, témoin de son histoire et de son identité. De plus, en Bretagne, les exemples cités sont souvent dans le Finistère car c'est un des départements les plus fortifiés d'Europe.

Mais d'abord, et parce que le grand public attribue toutes les forteresses à Vauban, et il est vrai qu'il est à l'origine d'un grand nombre d'entre elles, cette recherche se penchera sur les qualités que cet ingénieur a développées pour construire, assiéger, prendre ou défendre des centaines de places. Puis, toujours dans une première partie, nous établirons une typologie liée aux différents niveaux d'intervention des différents acteurs concernés par la gestion de la reconversion touristique des ouvrages militaires littoraux. Enfin, la recherche s'attachera à

savoir comment se déroule le passage de l'acquisition du bien à l'accueil du public, en passant notamment par la restauration des ouvrages bâtis le travail d'interprétation de ce patrimoine qui peut en être fait.

De plus, et toujours dans l'optique de cibler cette étude, nous nous intéresserons plus particulièrement aux ouvrages militaires de Vauban sur le littoral breton. Ainsi, dans la deuxième partie de la recherche, des études de cas se pencheront sur la Tour Vauban de Camaret et le Fort de Bertheaume, tous les deux des ouvrages défendant l'entrée du goulet de Brest. Tous ces ouvrages ont été construits ou remaniés par l'ingénieur célèbre qui a fait changer la vision du système défensif en France.

## **I<sup>ère</sup> PARTIE**

### **LA RECONVERSION DES OUVRAGES MILITAIRES**

# **I. LES PARTICULARITÉS DES OUVRAGES**

## **INTRODUCTION**

---

En s'intéressant aux ouvrages militaires littoraux, les différents acteurs d'un territoire vont mettre en valeur des biens immobiliers aux caractéristiques bien spécifiques. Notons que **cette recherche est orientée vers les ouvrages que Vauban a remaniés ou créés. Pourquoi Vauban ?**

Qui ne connaît pas une place forte, une citadelle ou un simple fort lié à ce personnage ? Bien conservés ou en ruines, ces ouvrages composent souvent sous la végétation qui les recouvre des paysages évocateurs. Ces ouvrages sont aussi les éléments décisifs d'une mémoire nationale, et restent souvent mal connus et peu expliqués.

Le grand public attribue toutes ces forteresses à Vauban. Il est vrai que cet illustre ingénieur est à l'origine d'un grand nombre d'entre elles mais, sur le plan de la fortification, son œuvre connue des spécialistes est loin d'être unique.

## **A. LE CONTEXTE HISTORIQUE**

---

Elle est loin d'être unique car depuis les premiers hommes jusqu'à nos jours, d'autres ont bâti autour de la France de nombreux forts.

**Cette recherche va prendre en compte les ouvrages fortifiés depuis la Renaissance et ne s'intéressera donc pas aux châteaux forts du Moyen Age notamment.**

## 1. LA RENAISSANCE

### a. Origines de l'architecture bastionnée

Dans la deuxième moitié du XV<sup>ème</sup> siècle, l'apparition du boulet métallique dû aux progrès de la métallurgie rend l'artillerie beaucoup plus performante. La conséquence est que les solutions traditionnelles de la fortification qui depuis les Grecs et les Romains permettaient de résister à la menace de l'artillerie névrobalistique telle que les catapultes ne suffisent plus. Désormais, le boulet métallique, tiré à moins de 100 mètres, brise n'importe quel rempart de pierre quelle que soit son épaisseur. Aucun architecte en France ne trouvera la solution. **C'est à la fin du XV<sup>ème</sup> siècle et au début du XVI<sup>ème</sup> siècle que les rois de France découvrent, au cours de leurs campagnes en Italie, un nouveau système de fortification.**

### b. L'école italienne

Les ingénieurs italiens ont en effet trouvé la solution grâce à **deux innovations décisives** : le mur de terre, réparé de 25 mètres d'épaisseur, est revêtu de pierres ou de briques. L'ensemble présente alors une bonne résistance à l'impact des boulets métalliques, amortit leur choc et réduit leur capacité de destruction. Un problème demeure cependant. Ne sachant comment élever de tels remparts à de grandes hauteurs sans qu'ils s'écroulent, il est nécessaire de les défiler dans le fossé et donc, étant très bas, il devient impossible pour le défenseur de voir ce qui se passe au bas du rempart qu'il défend. Il ne peut alors empêcher un mineur de s'en approcher. La seule solution est de faire surveiller et défendre ce pied de rempart par ses voisins de droite et de gauche, d'où **le tracé en redans qui devient vite le « tracé bastionné »**, où chaque bastion est couvert latéralement par un bastion adjacent dont les feux ne laissent aucun angle mort. **En avant du rempart, un glacis également couvert par les feux provenant des remparts oblige l'assaillant à progresser à découvert.**

A partir de cet agencement architectural, il convient de retarder le plus longtemps possible le moment où l'assaillant va approcher de la dernière muraille du défenseur. C'est pourquoi il y a multiplication en avant de dispositifs visant à retarder sa progression tels que les demi-lunes, les contre-gardes, les tenailles et les ouvrages plus compliqués dits à couronne ou à cornes.

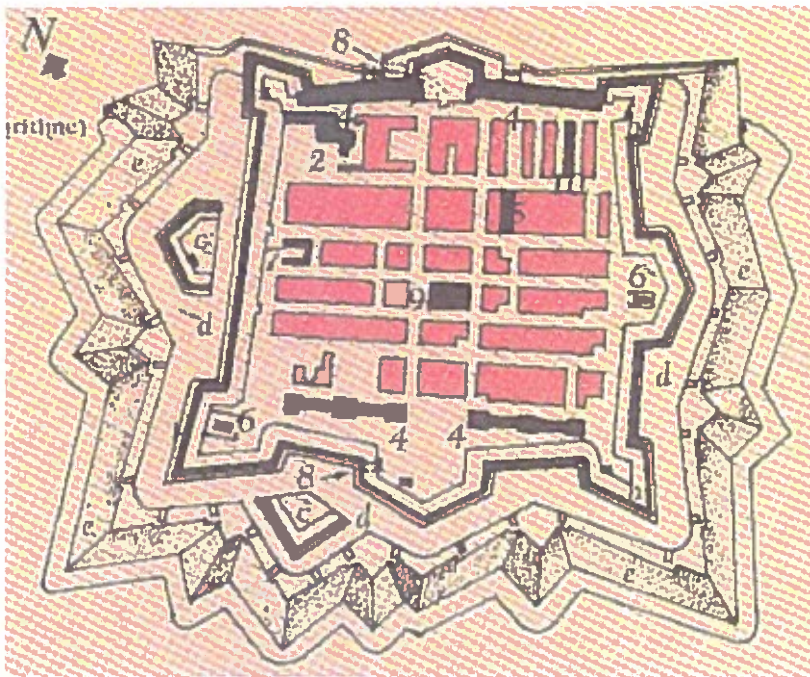
Formant une véritable « école », les ingénieurs italiens offrent leurs services aux souverains demandeurs de fortifications et diffusent à travers toute l'Europe la technique de la fortification « à l'Italienne ». En France, François I<sup>er</sup> fait appel à eux pour munir d'enceintes bastionnées son royaume menacé au Nord, à l'Est et au Sud. On va notamment retrouver Pietro Fredano à Brest (Finistère) et Bellarmato à Paris et au Havre (Seine-Maritime). En 1568, les ingénieurs Bellarmati et Bephani dotent Brouage (Charente-Maritime) d'une enceinte bastionnée. (Cf. photo 1 et schéma 1)

Cette école italienne s'impose largement en Europe pendant la plus grande partie du XVI<sup>ème</sup> siècle. C'est à la fin de ce siècle que cette école perd progressivement des débouchés, non seulement dans le royaume, mais aussi en Hollande et en Allemagne ; en outre, on reproche aux italiens de vendre leur savoir-faire au plus offrant, ce qui contribue à éteindre leurs interventions, relayées par des écoles nationales.



**Photo 1 : Enceinte bastionnée et rues orthogonales à Brouage  
(Charente-Maritime)**

*(Photo : Bruno Barbier)*



**Schéma 1 : Place forte du XVI<sup>ème</sup> siècle – Brouage (Charente-Maritime)**

*Source : in Architecture du bastion.*

1. Place d'arme ; 2. Logis du gouverneur ; 3. Logis du lieutenant roi ; 4. Caserne ; 5. Arsenal ;  
6. Magasin à poudre ; 7. Halle ; 8. Porte ; 9. Eglise ; 10. Magasin à vivres.  
a. bastion à orillons ; b. bastion ; c. demi-lune ; d. fossé ; e. glacis.

Lotissement civil

## 2. LA PERIODE CLASSIQUE

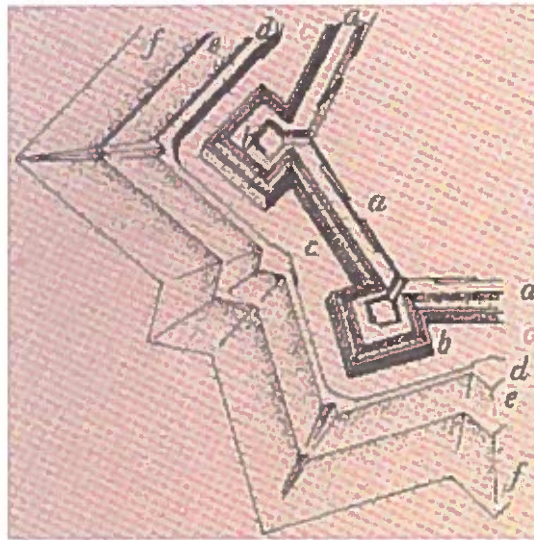
### L'école française

Succédant aux italiens, les techniciens français apparaissent avec Henri IV et Sully. Errard (1554 – 1610), ingénieur des fortifications de Picardie et d'Ile-de-France, est l'un de ces premiers théoriciens.

Dans son traité *La Fortification réduite en art et démontrée*, publié en 1600, Errard expose sa conception de la fortification bastionnée (Cf. schéma 2). Il recommande notamment les courtines remparées de terrassements, les chemins couverts pour la défense des glacis, ainsi que les demi-lunes entre les bastions pour la protection des courtines et des portes...



Son œuvre reste cependant surtout théorique ; en effet, on ne connaît d'Errard que les citadelles de Verdun (Meuse) et d'Amiens.



**Schéma 2 : La fortification selon Errard**

*Source : op. cit.*

a.courtine ; b. bastion ; c. fossé ; d. chemin couvert ; e. glacis ; f. avant-glacis

Les principes d'Errard seront pourtant adoptés et améliorés, entre autres par Antoine de Ville (1596 – 1656), auteur d'un *Traité des Fortifications* en 1628 et par Blaise François de Pagan (1607 – 1665), comte de Mervilles et ingénieur du roi, lui-même auteur d'un autre *Traité des Fortifications* en 1662.

L'échelonnement en profondeur des ouvrages, depuis les chemins couverts jusqu'aux bastions, devient l'idée maîtresse de la défense. Par ailleurs, **dès le début du règne personnel de Louis XIV (1661), une véritable politique de fortification se met en place**, sous l'impulsion de François Michel Le Tellier (1641 – 1691), marquis de **Louvois** et ministre de la Guerre et de Jean Baptiste **Colbert** (1619 – 1683), contrôleur général des Finances et surintendant des bâtiments royaux.

En 1665, Colbert va nommer un premier commissaire général des fortifications : le chevalier Nicolas de Clerville (1610 – 1677), qui a notamment dirigé de 1657 à 1658



l'appareil défensif du port de Rochefort (Charente-Maritime). Mais c'est l'un de ses assistants, Sébastien Le Prestre de Vauban (1663 – 1707), issu de la petite noblesse nivernaise, qui va s'imposer comme véritable maître de l'art de la fortification.

### 3. L'ARCHITECTURE MILITAIRE : UN VOCABULAIRE PRÉCIS

Pour une meilleure compréhension de la fortification bastionnée, il est nécessaire de connaître certains termes techniques.

Le **glacis** entoure la forteresse. C'est un terrain nu qui permet aux défenseurs de disposer d'un champ de tir dégagé pour tirer sur l'assaillant. Fréquemment, pour en garantir la non obstruction, le glacis était déclaré zone *non aedificandi* autour des villes.

Un **chemin couvert** est un ouvrage aménagé au sommet de la **contrescarpe** (face du fossé opposée à la forteresse), derrière le glacis, d'une hauteur suffisante pour permettre aux défenseurs de se déplacer à l'abri des tirs adverses. Il constitue une toute première ligne de défense.

Avec la fortification bastionnée, la largeur du **fossé** a tendance à diminuer. Il devient toutefois plus profond afin de ne pas se combler trop rapidement avec les débris de l'**escarpe** (face du fossé appartenant à la forteresse).

Le **bastion** est un ouvrage de terre revêtu de maçonnerie et saillant en dehors du corps de place. Il possède deux flancs et une gorge. Sa mission est de battre les **dehors** (défenses situées au-delà du rempart de la forteresse même, comme le chemin couvert et le fossé) et de flanquer la muraille ainsi que les bastions latéraux par ses tirs.

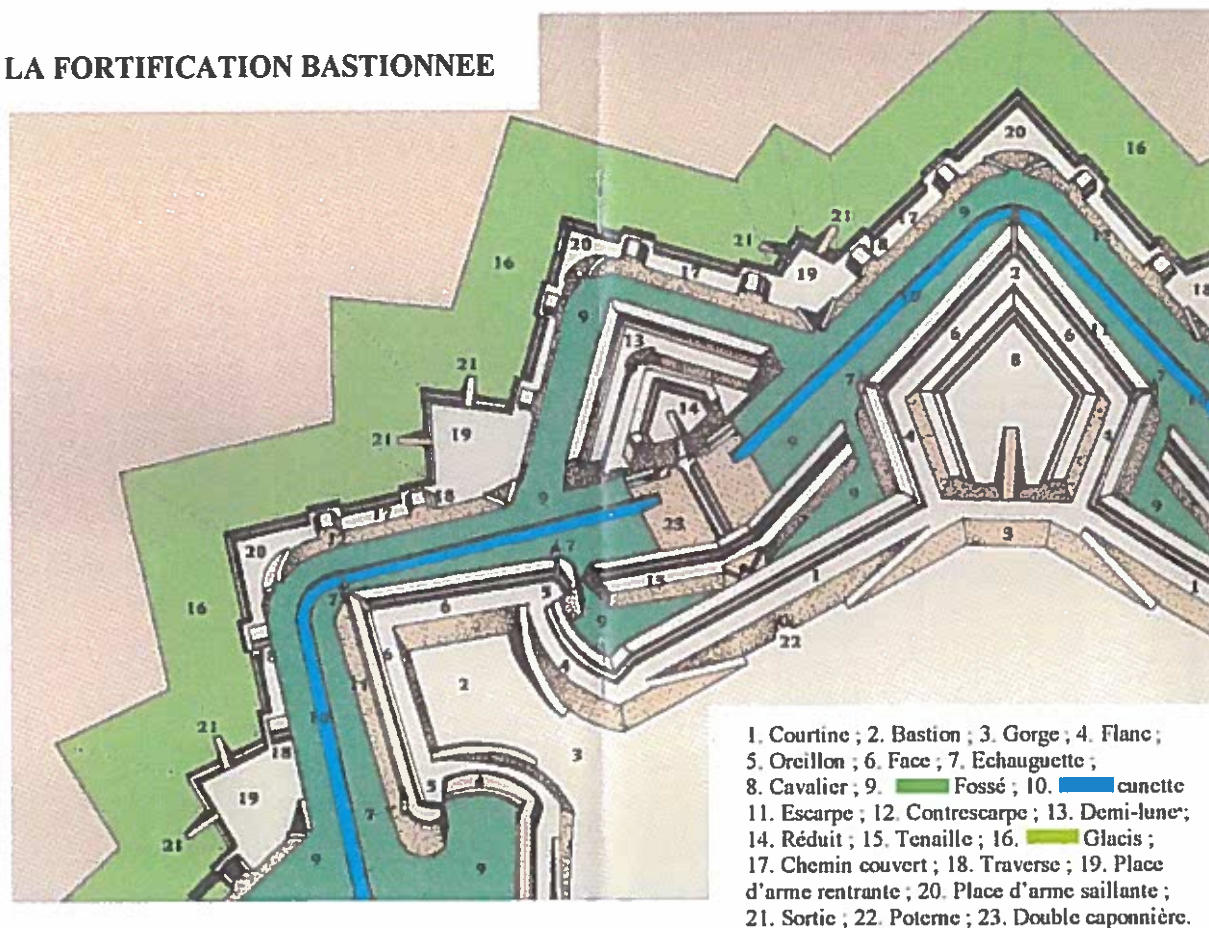
La **sortie de chemin couvert** est une rampe douce aménagée dans le parapet du chemin couvert afin d'accéder au glacis (lors d'une sortie par exemple).

La **traverse** est une élévation de terre (ou de maçonnerie) permettant de protéger les défenseurs de tirs d'enfilade ou par ricochet (technique permettant de faire rebondir les boulets dans la défense adverse).

Le **réduit** est une petite structure permettant aux défenseurs de se retrancher.

La **tenaille** est un ouvrage extérieur, souvent en masse de terre recouverte de maçonnerie placée devant l'escarpe aux endroits où le fossé est plus large. En effet, la largeur du fossé exposant davantage la muraille de la forteresse, la tenaille vient en fait la protéger en faisant écran.

## LA FORTIFICATION BASTIONNEE



**Schéma n°3 : La Fortification bastionnée**

*Source : op. cit.*

## B. VAUBAN

---

Vauban (*Cf. photo 2*) trouve avec la politique et les guerres fort nombreuses de Louis XIV l'opportunité d'exprimer ses talents d'ingénieur, de stratège et d'architecte / urbaniste. D'abord nommé par Mazarin au titre d'ingénieur ordinaire du roi en 1655, Vauban est envoyé au service de Clerville, alors commissaire général des fortifications. Il lui succède en 1667. Dès 1673, il préconise l'institution d'un corps distinct des autres armes, répondant à une formation théorique et pratique spéciale.



**Photo 2. Sébastien Le Prestre, seigneur de Vauban, maréchal de France.**

**Portrait, par Rigaud.**

Ministère de la Défense, Service Historique de l'armée de terre.

*Photo Giraudon.*

Nommé commissaire général des fortifications en 1678, il est promu lieutenant des armées du roi en 1688, puis maréchal de France en 1703. Son œuvre est considérable ; il conduit notamment une cinquantaine de sièges (Douai et Lille en 1667...), conçoit une trentaine de places et en consolide près de deux cent soixante-dix.

## **1. LA DEFENSE DES FRONTIERES**

**Louis XIV accorde une importance capitale au verrouillage des frontières, et par conséquent des places fortes. Vauban va ainsi examiner toutes les frontières du royaume, supprimer les places qu'il juge sans intérêt stratégique, renforcer celles qui sont situées sur des points sensibles ou en construire de nouvelles. Il conçoit alors une double ligne de places fortes au Nord. De même, les frontières de l'Est (Alsace, Lorraine, Franche-Comté), du Sud (Roussillon, Pyrénées), des Alpes, ainsi que le littoral de l'Atlantique et de la Manche sont fortifiés pour constituer un mur infranchissable autour du royaume. L'ensemble de ce système de fortification frontalière est appelé « Pré-Carré ».**

**En concevant la place forte comme le chaînon d'une ligne continue et non comme un élément isolé, Vauban fait succéder la notion de défense globale à celle de défense ponctuelle. Cette stratégie a permis de stabiliser durablement les frontières de la France qui sont quasiment les mêmes aujourd'hui.**

## **2. VAUBAN ET L'ART DE LA DEFENSE**

***« Place défendue par Vauban, place imprenable, place attaquée par Vauban, place prise ».***

La méthode d'attaque élaborée par Vauban est imparable : aucune fortification, estime-t-il ne peut résister à plus de 48 jours de siège dans des conditions normales. Ses principes étant repris rapidement par la plupart des autres armées, Vauban est obligé de mettre au point une riposte appropriée. Il va alors s'inspirer de ses prédécesseurs.

**Les places fortes de Vauban ne sont pas conçues pour résister indéfiniment à un ennemi mais pour ralentir sa progression. C'est une armée de secours qui va ensuite le battre en rase campagne. Elles sont en fait établies de manière à interdire les tirs plongeants de l'ennemi et dotées d'ouvrages défensifs renforcés par d'importants volumes de terre. Des bastions ponctuent les remparts. Ils suivent alors un espacement qui permet leur flanquement réciproque et les tirs flanquants. Ils sont protégés par des contregardes et des ouvrages extérieurs (dehors, demi-lune, forts détachés, etc.).**

Vauban augmente la profondeur de ses fortifications en multipliant les « dehors » : ouvrages à cornes ou à couronne à Belfort (Territoire de Belfort) et au château d'Oléron (Charente-Maritime), tours en montagne à Seyne les Alpes (Alpes-Maritimes), dédoublement des ouvrages extérieurs à Huningue (Haut-Rhin).

« Avec Vauban, la fortification devient un art porté jusqu'à sa perfection » écrit Claude Wenzler dans l'Architecture du bastion. D'ailleurs, même s'il n'en est pas l'inventeur, la carrière de Vauban correspond à l'apogée de la fortification bastionnée. Les transformations que cet homme a apportées aux fortifications se sont maintenues jusque vers 1870. Dans son œuvre, trois systèmes ont pu être déterminés, chacun perfectionnant le précédent.

### 3. LES TROIS SYSTEMES DE VAUBAN

#### a. Le premier système

Dans ce système (*Cf. schéma 4 A*), chaque face de bastion est défendue par le tir des pièces du flanc d'un bastion collatéral. Les feux des deux flancs se croisent alors devant la courtine. Entre deux bastions est installée une demi-lune triangulaire. Isolée de la courtine, elle est défendue par les bastions.

Malheureusement, ce système s'avère imparfait car les tirs d'action lointaine et ceux du flanquement rapproché se font à partir d'une crête unique.

De nombreux exemples représentatifs de ce premier système à la Vauban sont encore visibles :

- les fronts de terre de Saint Martin de Ré (Charente-Maritime) et de Blaye (Gironde),
- le front Nord de Mont Dauphin (Hautes-Alpes) et de Mont Louis (Pyrénées Orientales),
- les citadelles de Bayonne (Pyrénées Atlantiques), Lille, Le Quesnoy et Maubeuge (Nord).

## **b. Le deuxième système**

Afin d'éliminer le défaut de son premier système, Vauban dissocie l'action lointaine de la défense rapprochée. Ainsi, deux enceintes parallèles sont échelonnées en profondeur. A l'extérieur, l'enceinte de combat est composée de bastions détachés et est destinée à l'action lointaine. Entre deux bastions, la tenaille est renforcée et est protégée par une demi-lune.

A l'intérieur, l'enceinte de sûreté, dissimulée à l'ennemi par l'enceinte de combat, est chargée de la défense rapprochée. Elle comporte des bastions dont la crête de feu supérieure couvre l'enceinte de combat et des canons sous casemates commandant les fossés.

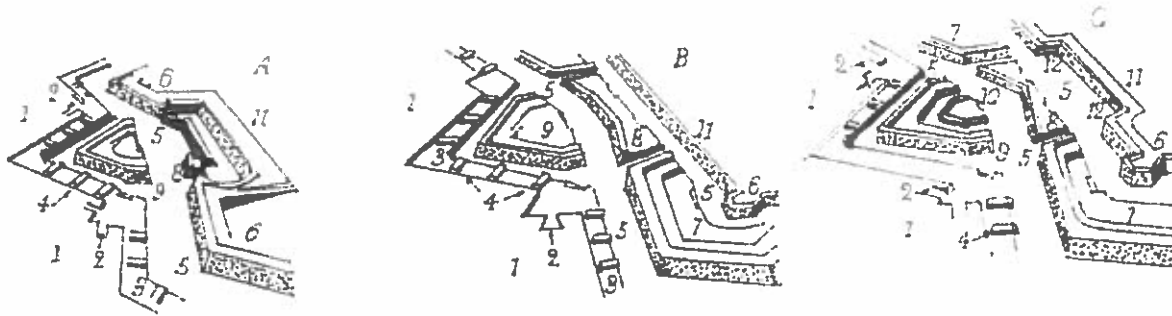
Ce deuxième système (*Cf. schéma 4 B*) décompose donc la fortification en trois éléments successifs : la courtine flanquée de tours bastionnées de l'enceinte de sûreté, les bastions et tenailles de l'enceinte de combat, les demi-lunes en avant des tenailles. Cette division de la défense en places échelonnées complique l'attaque de l'ennemi car il ne peut se concentrer que sur l'attaque de quelques ouvrages seulement.

Les enceintes de Belfort, de Besançon (Doubs) et d'Oléron par exemple illustrent ce deuxième système.

## **c. Le troisième système**

Pour accroître la résistance de la place, Vauban perfectionne son deuxième système. Il va alors ménager des angles rentrants dans la courtine de l'enceinte intérieure, de manière à présenter deux nouveaux fronts pourvus de deux batteries, l'une casematée, l'autre à barbette (c'est-à-dire destinée au tir par-dessus le parapet). Il va également doter la demi-lune d'un réduit isolé par son propre fossé.

Ce troisième système (*Cf. schéma 4 C*) trouve son application dans la construction de Neuf-Brisach (Haut-Rhin) en 1697.



**Schéma 4 : La fortification selon Vauban**

*Source : op. cit.*

A. Premier système ; B. Deuxième système ; C. Troisième système.

1. Glacis ; 2. Sortie ; 3. Chemin couvert ; 4. Traverse ; 5. Fossé ; 6. Bastion ; 7. Bastion détaché ;  
8. Tenaille ; 9. Demi-lune ; 10. Réduit défensif ; 11. Courtine ; 12. Angle rentrant.

#### **4. L'ADAPTATION DE LA FORTIFICATION AU SITE**

**L'œuvre de Vauban se caractérise par une parfaite adéquation des fortifications avec la configuration du terrain et la stratégie prévisible de l'ennemi. Les trois systèmes sont d'ailleurs rarement réalisés conformément à la théorie pure. En fait, Vauban les combine souvent pour tirer le meilleur parti des conditions locales.**

**Ainsi, la dimension verticale, condamnée en principe dans ses théories, apparaît là où il est primordial soit de découvrir les lointains, soit de compenser un relief accidenté.**

**A Besançon par exemple, pour couvrir une enceinte dominée par des hauteurs proches, Vauban remet à l'honneur le principe de la tour médiévale améliorée par des casemates voûtées à l'épreuve des bombes et d'embrasures pour canons.**

**Vauban adapte aussi ses théories à la défense des côtes. Il élabore alors un type de petit fort qui combine les tirs rasants sur l'eau à partir d'une batterie basse semi-circulaire, et les tirs plongeants de mousqueterie à partir d'un réduit hexagonal ou circulaire plus élevé.**

Ces ouvrages pouvant servir de phares sont encore visibles en de nombreux lieux : île d'Aix et Fort Lupin (Charente-Maritime), Camaret (Finistère), Saint Vast la Hougue et Tatihou (Manche), et Ambleteuse (Pas de Calais). Parfois même, c'est une tour ou un donjon médiéval qu'il convertit en ouvrage d'artillerie, comme à Fort la Latte (Côtes d'Armor) ou à Fouras (Charente-Maritime), ou dont il s'inspire franchement comme à Houat et Hoëdic (Morbihan).

A côté de ces constructions, Vauban projette des travaux ambitieux qui ne seront pas réalisés de son vivant. Ils sont destinés à la défense des côtes et à la mise en valeur du développement commercial avec les colonies. C'est notamment le cas de Cherbourg et de Saint Malo. Il réaménage aussi les rades de Brest et de Toulon, ce qui fait de lui un grand urbaniste de son époque.

### C. DES OUVRAGES DEVENUS INUTILES

---

Il est certain que la vie quotidienne du littoral breton serait différente si les militaires n'avaient pas été présents. Nul ne peut ignorer **l'apport économique indirect, ni la participation à la vie locale et associative des militaires.**

En Presqu'île de Crozon (Finistère), de jeunes couples avec des enfants en bas âge se sont installés plus ou moins durablement. Ils ont permis le maintien de certaines écoles en milieu rural. Ils ont également consommé et acheté dans les commerces, payé des impôts locaux, etc., comme tout un chacun. En 2000, trois mille militaires et leurs familles vivent en presqu'île grâce à la Base Aéronautique Navale, l'île Longue, la gendarmerie maritime, les marins pompiers, et les sémaphores notamment. Autrefois, l'occupation de la Presqu'île de Roscanvel, au Nord de la Presqu'île de Crozon pouvait mettre Brest, premier port militaire français, en danger. Les études de cas de la deuxième partie de cette recherche détailleront l'importance des fortifications pour la défense du port brestois.

Désormais, le territoire français n'est plus sous une menace directe et l'Armée n'a plus de raison de garder tous ces terrains en bord de mer.



Le Ministre de la Défense, Jean-Pierre Chevènement à l'époque, a décidé, dans le cadre du **Plan Armée 2000**, de ne garder que ce qui est indispensable à la sécurité militaire. **Une partie du patrimoine militaire va donc être cédée progressivement.**

Toujours en Presqu'île de Crozon, certains sites et leurs ouvrages vont être cédés ; c'est le cas de la Pointe des Espagnols, de la batterie de Cornouaille et du Fort Robert pour Roscanvel, mais aussi de deux sites avancés importants et très visités de la presqu'île : la Pointe du Toulinguet et le Cap de la Chèvre. Chacun d'eux possède un sémaphore, patrimoine militaire bâti très prisé lors des ventes de ceux-ci. Ils peuvent rapporter à leur propriétaire (Marine ou Armée de Terre) la somme de 2 à 3 millions de francs.

**Le Ministère de la Défense a pour objectif que le patrimoine soit cédé de façon cohérente pour en assurer l'accessibilité au plus grand nombre.** Pour cela, des rapprochements sont effectués avec différents organismes dans un **groupe de travail**. Ce groupe peut être composé de membres du Conservatoire du Littoral, du Conseil Général, du Conseil Régional, de l'éventuel Pays Touristique, ainsi que du Parc Naturel Régional, des Communautés de Communes et des communes concernées. Bien d'autres acteurs peuvent être inclus dans cet éventuel groupe de travail.

L'achat, la mise en sécurité, l'entretien et la mise en valeur touristique sont progressifs et partagés entre tous ces différents partenaires. Cela peut prendre de nombreuses années.

Mais avant la vente, la Marine, qui est souvent le propriétaire des terrains militaires en bordure du littoral, doit **assurer la mise en sécurité de certains sites** et par conséquent des ouvrages qui leur sont liés. En effet, certaines fortifications sont abandonnées et donc recouvertes par la végétation ; elles peuvent également être « squattées » par des personnes les laissant en mauvais état. On retrouve parfois des ouvrages avec des graffitis, des bouteilles d'alcool et des restes de feux. Récemment, il a même été question d'une rave-party dans le fort de la Pointe des Espagnols à Roscanvel. Ces ouvrages ne sont pourtant pas sécurisés car ils n'ont pas été déminés le plus souvent. Pourtant, ils sont « visités » malgré des panneaux interdisant leur accès. Ces panneaux ne sont, d'ailleurs, plus souvent là bien souvent !

Aussi, avant la vente de l'ouvrage et / ou du site concerné, la Marine doit assurer le déminage. C'est essentiel pour passer le relais aux autres partenaires dans les meilleures conditions possibles. Cette Armée, souvent très fermée, s'ouvre pourtant peu à peu vers l'extérieur en raison des changements géopolitiques de ces dernières années.

Aujourd'hui, le patrimoine militaire est de plus en plus mis en valeur. Il faut dire que le nom de Vauban est souvent écrit dans les historiques des différents ouvrages qu'il est possible de trouver sur le littoral. D'ailleurs, certains de ces ouvrages, bien qu'ils soient très touristiques comme le Fort La Latte ou la citadelle de Port Louis, ont finalement peu intéressé Vauban.

Mais quand il s'agit de reconvertir une fortification militaire, et peu importe l'ingénieur plus ou moins célèbre qui l'a faite construire, de nombreux acteurs entrent alors en jeu. Le système d'acteurs liés à un projet touristique d'un ancien fort est très complexe.

## **II. LA GESTION DE LA RECONVERSION TOURISTIQUE DES OUVRAGES MILITAIRES LITTORAUX**

On constate différents niveaux d'intervention dans la reconversion des fortifications littorales. Précisons que la recherche s'attache plus particulièrement aux ouvrages améliorés ou créés par Vauban. Parfois, certaines fortifications peuvent être pensées par cet homme illustre mais, faute de crédits, elles ne sont créées qu'après sa mort. Il faut également savoir que de nombreux ouvrages sont attribués à Vauban car cela attire beaucoup les visiteurs mais tout n'a pas été fait par Vauban !

La procédure de reconversion de tous ces ouvrages est très complexe. Il suffit de regarder le nombre d'acteurs impliqués. C'est pour cela que cela peut prendre des années. Ces acteurs sont de tous les horizons : des habitants aux ministères.

### **A. LES MINISTÈRES**

---

#### **1. LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET LE CONSERVATOIRE DU LITTORAL**

Depuis 1976, ce ministère a mis en place un établissement public administratif d'Etat appelé : le Conservatoire des Espaces Littoraux et des Rivages Lacustres. Cet établissement est donc placé sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire. A l'heure du gouvernement de M. Raffarin, il s'agit plus particulièrement du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

Ce Conservatoire du Littoral est chargé au départ d'assurer la protection des milieux naturels maritimes et lacustres, fragiles ou menacés<sup>2</sup>. Pour mener au mieux sa mission, il acquiert des espaces dits « naturels » dans sa zone de compétence. Cependant, il est rare que ces terrains ne portent aucune trace de construction. Mais compte tenue de la mission première du Conservatoire, ces acquisitions bâties ont longtemps été considérées comme marginales.

Elles prennent toutefois de plus en plus d'importance mais restent à l'écart des politiques de cet établissement. Or, l'intérêt de certains sites tient dans la qualité de certains ouvrages et il est impossible de les dissocier. Par exemple, le site de Beauport dans les Côtes d'Armor, appartient au Conservatoire mais il est impossible d'oublier l'abbaye qui lui est liée. Parfois, le conservatoire détruit certains ouvrages lorsqu'il les juge inutiles et dégradant l'espace littoral. Brigitte Falourd en montre quelques exemples dans son mémoire de dernière année de Magistère au CESA<sup>3</sup>.

La difficulté pour le Conservatoire du Littoral n'est pas forcément d'acquérir des sites et les ouvrages qui leur sont liés mais de trouver un gestionnaire. En effet, les ouvrages, ouverts aux visiteurs, sont sur des sites souvent ouverts de jour comme de nuit et donc accessibles. C'est souvent un problème car il peut y avoir des dégâts sur certains ouvrages. C'est pourquoi, le Conservatoire remblaie de plus en plus certains ouvrages. Cela peut paraître étrange mais il le fait pour certains blokaus par exemple. En effet, il faut savoir que le libre accès du public sur les sites du Conservatoire est un fondement politique de l'établissement.

En ce qui concerne la gestion des sites, puisqu'il n'y a **pas de politique du patrimoine bâti**, le Conservatoire du Littoral la confie le plus souvent aux collectivités locales, à des organismes ou des associations de protection de la nature.

**La vocation première du Conservatoire est de protéger le patrimoine naturel.** Aussi, il est difficilement envisageable que l'ouverture des ouvrages bâtis soit la meilleure chose pour la protection des milieux naturels. Toutefois, il est certain que l'ouverture du patrimoine bâti peut, au contraire, contribuer à l'accueil du public et donc à une meilleure gestion des espaces car il serait sensibilisé aux problèmes écologiques du site. Les ouvrages militaires ouverts aux visiteurs peuvent également servir de lieux d'exposition pour expliquer

---

<sup>2</sup> Brigitte Falourd, *Le patrimoine bâti du Conservatoire du Littoral*, 1995.

<sup>3</sup> Cf. page 25.

l'histoire souvent violente qui a pu s'y dérouler. Notons tout de même que toutes les fortifications ne doivent pas nécessairement être ouvertes aux éventuels touristes. En effet, certains bâtiments sont d'accès libre et constituent un patrimoine historique qui se suffit à lui-même.

Cette politique du Conservatoire du Littoral envers son patrimoine bâti semble difficile à croire. Les ouvrages ne sont donc pas une priorité. Il n'y a toujours pas de texte concernant ces fortifications et autres bâtiments situés en terrain protégé et acquis par le Conservatoire.

Toutefois, selon les principes de gestion du Conservatoire, et ce au même titre que la diversité biologique et l'accueil du public, il est précisé que **« les bâtiments indispensables à la gestion du site sont maintenus en l'état. Ceux conservés pour leur valeur architecturale ou historique, doivent trouver un usage compatible avec la qualité du site. Tous les autres sont destinés à être détruits. »**<sup>4</sup>.

De plus, il est très clair que le Conservatoire du Littoral « a pour mission de mener une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique » (art. L. 243-1 du Code Rural). En outre, « le Conservatoire ne peut se livrer à aucune opération de promotion immobilière en vue de la vente ou de la location de locaux ou de terrains » (art. R. 243-5). Le patrimoine bâti du Conservatoire est donc tout simplement ignoré des textes législatifs alors qu'il est nécessaire de l'entretenir car il contribue à l'image de certains de ses sites, comme nous l'avons déjà précisé.

Ce sont des principes adoptés en Conseil d'Administration qui régissent ce manque de considération envers ce patrimoine bâti. Ils sont placés en Annexe 1.

**Il faut donc retenir que le Conservatoire du Littoral n'a pas de réelle politique de mise en valeur de son patrimoine bâti. Il adopte le fait que certaines constructions doivent être détruites si elles ne sont pas compatibles avec les objectifs qu'il poursuit. Si l'intérêt architectural de ces bâtiments est mineur, leur destruction est tout à fait envisageable.**

---

<sup>4</sup> Source: <http://www.conservatoire-du-littoral.fr>

**Peut-on imaginer les fortifications militaires datant de l'époque Vauban ensevelies ou détruites car elles ne correspondent pas à la politique du Conservatoire ?**

Les gestionnaires des sites doivent donc prendre conscience de l'intérêt d'un tel patrimoine, qu'il soit de Vauban ou d'une autre époque. Le patrimoine militaire est une notion nouvelle qui est difficile à mettre en valeur du fait des événements qu'il rapporte.

## **2. LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE**

Après la Seconde Guerre Mondiale, les ouvrages militaires sont devenus inutiles. Ils ont par conséquent été abandonnés et n'étaient pas entretenus. Donc, entre le moment où ces ouvrages ont été laissés à la nature et la décision de les vendre, il s'est écoulé plusieurs décennies. Cela fait bien longtemps que certains ouvrages ont été abandonnés des différentes structures militaires du fait de la modernisation des moyens de défense et d'armement.

En fait, **cela ne fait qu'une petite dizaine d'années que le Ministère de la Défense a pris conscience de la valeur de son patrimoine naturel et / ou bâti.** Il faut savoir que ce ministère a ses propres critères pour décider de l'utilité ou non de son patrimoine bâti.

On peut donc estimer que ses bâtiments ont été abandonnés pendant une quarantaine d'années. C'est pourquoi il y a des ouvrages très dégradés, tant par l'usure naturelle (vents et embruns sur les littoraux bretons) que par les gens qui peuvent y venir sans autorisation. A ce propos, même si les sites sont gérés par la Marine ou l'Armée de Terre, et malgré les panneaux d'interdiction d'accéder, les personnes qui habitent à proximité ne se privent pas pour aller se promener sur ces lieux interdits. C'était le cas du fort de Bertheaume avant son rachat par la commune de Plougonvelin dans le Finistère en 1989. Aujourd'hui, le fort des Capucins, autre rocher fortifié pensé par Vauban (il n'avait pas eu les crédits nécessaires à sa construction) est visité par de nombreux habitants de la presqu'île de Crozon où il est situé,

mais aussi par les Brestois avides de sensations maritimes et de vues imprenables (Cf. photo n° 3).



**Photo n° 3 : Le fort des Capucins en presqu'île de Roscanvel (Crozon – Finistère)**

*Source : Batteries, réduits, tours, forts, casemates... de Camaret et Roscanvel*

Avec cette prise en compte que les ouvrages militaires étaient prisés, et notamment leur site pour les espaces littoraux, **le Ministère de la Défense avait tendance à jouer d'une activité commerciale** et ainsi, attendre que les collectivités (souvent les principaux interlocuteurs) proposent un prix intéressant pour acquérir les biens de la Défense française. Notons également que ce Ministère bénéficie d'un statut dérogatoire au droit commun d'aliénations publiques. Cela signifie que le produit des ventes revient dans les caisses de ce Ministère alors que ce n'est pas le cas pour les autres où une redistribution entre ministères est effectuée car cela passe par le Service des Domaines.

**Face à ce problème de recherche d'acquéreurs et de vente de ses biens devenus inutiles, le Ministère de la Défense a créé la MRAI et mis en place les Travaux Maritimes pour la gestion des bâtiments militaires du littoral, notamment pour le Finistère.**

## **a. La MRAI**

**La Mission pour la Réalisation des Actifs Immobiliers de la Défense**, créée en 1987 est un organisme opérant une **stratégie commerciale** et mise en place par le Ministère de la Défense. Elle a pour but **de mener à bien des procédures de négociations** des biens fonciers et immobiliers jugés inutiles par l'Armée.

Elle intervient en amont dans les transactions et doit bâtir des projets de reconversion avec les acquéreurs potentiels. Elle doit alors négocier le prix de vente et trouver un usage futur au patrimoine aliéné et cela dans l'espoir qu'il ait la plus grande valeur marchande possible.

En fait, **pour les espaces littoraux en milieu rural**, ce qui concerne cette recherche, elle intervient peu car **dès que le Conservatoire du Littoral décide d'acquérir un terrain, la MRAI est exclue de la négociation** et du devenir de l'ouvrage. Etant donné que le Conservatoire est un très gros acquéreur des sites sur lesquels il y a des ouvrages militaires, la MRAI est un acteur important mais pas le principal. Elle intervient beaucoup plus dans les zones urbaines des littoraux bretons. Elle travaille alors en relation avec les Travaux Maritimes. Les zones urbaines sont plus intéressantes pour la MRAI car elle peut y faire des opérations plus lucratives.

Etant donné qu'il est de plus en plus difficile pour certains ouvrages de trouver des acquéreurs, surtout dans des endroits plutôt reculés du littoral où les travaux sont importants au vu des dégradations, la MRAI s'implique davantage dans la maîtrise d'ouvrage des études de reconversion pour chaque site en associant les collectivités, en amont de la cession. C'est notamment le cas pour le fort de Bertheaume, pourtant acquis en 1989, début de la création de la MRAI.

Si le Conservatoire du Littoral refuse tel ou tel terrain où il existe des ouvrages militaires, c'est la MRAI qui est chargée d'étudier le devenir et de trouver un nouveau propriétaire aux bâtiments comme il a été dit précédemment. Pour cela, des crédits lui sont alloués. De plus, elle procède par étapes lors de la reconversion des ouvrages.

Ainsi, elle demande à un bureau d'études privé de réaliser des études préalables de reconversion et de faisabilité. Le tourisme est l'activité qui nous intéresse ici. Le problème est



que cette reconversion ne rapporte pas d'argent à court terme. Il faut d'abord pouvoir investir. Seules des communes ou d'autres collectivités peuvent le faire en général car elles ont plus de facilités pour obtenir des aides. La MRAI élabore également des scénarii d'aménagement.

En réalité, la MRAI cherche à montrer une vision neuve d'un site et de son bâtiment pour que les acheteurs potentiels, qu'ils soient publics ou privés (cela reste très rare en milieu rural et en bord de mer). C'est une « technique de marketing »<sup>5</sup> qui vise à déterminer les montants de transactions qui seront nécessaires à la reconversion du site. Même si c'est le Service des Domaines qui fixe la valeur des biens immobiliers de la Défense, il se peut que ce montant soit rehaussé car les études préalables ont laissé penser que le bien pouvait valoir plus que le montant fixé ou parce que l'opération ne serait pas rentable (charges foncières trop élevées parfois)<sup>6</sup>.

**La MRAI joue donc un rôle d'agent immobilier** dans le cadre de la reconversion des sites et ouvrages militaires mais elle est un lien important entre différents acteurs à savoir le Ministère de la Défense, souvent inaccessible, et les futurs propriétaires.

## **b. Les Travaux Maritimes**

Les Travaux Maritimes ont une mission qui a beaucoup plus trait au patrimoine littoral qu'il soit urbain ou rural. Mais nous excluons les grandes villes bretonnes telles que Brest et Lorient de la recherche.

L'objectif des Travaux Maritimes (TM) est de vendre des terrains appartenant au Service des Domaines et qui ne servent plus, comme la MRAI d'ailleurs. Les TM sont attributaires de ces ouvrages. Ils ne leur appartiennent pas directement mais en ont la gestion pour la Marine.

---

<sup>5</sup> Dubois-Maury, 1998.

<sup>6</sup> Iain Happs, p.27

Pourtant, ce sont les ingénieurs des TM qui proposent des listes du patrimoine bâti militaire jugé inutile par la Marine dans ce cas présent. C'est au Préfet Maritime que les ouvrages listés sont proposés.

Dès que la décision de vendre un bien immobilier de la Défense est prise, un dossier de déclassement est rempli par les T.M. C'est donc une opération très longue. Il est ainsi facilement compréhensible que les collectivités locales ou le Conservatoire du Littoral ne voit pas l'aboutissement d'un projet qui peut prendre jusqu'à une dizaine d'années ! En fait, ces organismes travaillent ensemble bien avant la cession du bien. Le Conservatoire du Littoral travaille beaucoup avec les TM.

Une fois que la demande d'aliénation est approuvée et que le bâtiment (ou le site) est déclassé, les TM doivent s'assurer qu'il n'y a pas de pollution pyrotechnique sur le terrain. Or, c'est une obligation pour la Défense de vendre un de ses terrains dans un état sain. Depuis un Décret de 1976, tout terrain vendu par l'Armée doit être obligatoirement dépollué. Il y a toujours présomption de pollutions étant données les activités qui ont eu lieu dans les bâtiments et sur les terrains. D'ailleurs, si nous conservons l'exemple de la Presqu'île de Roscanvel dont les fortifications de Vauban sont nombreuses, une Route des Forts (au même titre que la Route des Phares en Pays de Brest) est en projet. Le Conservatoire du Littoral doit acquérir le site très prochainement. En ces lieux, la Marine et l'Armée de Terre doivent dépolluer les terrains. En fait, il est déjà fréquent de retrouver des munitions sur les lieux. Pour ouvrir les forts aux visiteurs et leur permettre de les observer sans risque, il est essentiel de bien dépolluer les sites et leurs ouvrages.

Pour gérer au mieux cette dépollution, les TM délèguent cette mission au Génie Civil. De plus, les ingénieurs des TM font des recherches historiques pour savoir où ont eu lieu les combats. Avec ces pistes, ils peuvent savoir quels sont les endroits à déminer en priorité.

Ces travaux sont très onéreux. Par exemple, en Presqu'île de Roscanvel, 32 hectares sont à déminer et cela revient à près de 4 Millions de Francs. Quant à Ouessant, il y a « seulement » 4 000 m<sup>2</sup> à dépolluer et cela pour un montant de plus de 3 MF. Il n'y a donc pas de coût de la dépollution au mètre carré. Cela dépend de la difficulté du terrain, mais aussi du nombre de munitions, d'amiante (pour certains bâtiments mais pas pour ceux de l'époque Vauban) ou de mines à retirer.

Après ces travaux de dépollution, le Ministre de la Défense déclassé et autorise la mise en vente par le Service des Domaines. Un procès verbal est alors dressé pour prouver que l'ancien immeuble public appartient aux Domaines. Ces derniers rédigent l'acte de vente ou le font rédiger par les TM. La mission des TM s'arrête à ce niveau de la reconversion de l'ouvrage.

**Pour la Marine, et donc les TM, la priorité est de travailler avec les collectivités locales et les communes.** Elle est également en lien direct avec le Conservatoire du Littoral, un des plus grands acquéreurs de sites en bord de mer. Ces sites sont souvent des terrains militaires car ils sont parfois sur des sites stratégiques et donc ils possèdent une histoire très riche. C'est le cas de la Presqu'île de Crozon mais aussi de Quiberon.

En outre, les TM sont en relation avec la MRAI et les services fiscaux qui fixent la valeur des biens que la Marine et l'Armée de Terre veulent vendre.

## **B. LES COLLECTIVITÉS**

---

### **1. LES COLLECTIVITÉS LOCALES**

**La reconversion touristique et culturelle d'un ouvrage militaire a un enjeu économique pour les collectivités.** Cette ouverture vers le tourisme sur le littoral permet de maintenir un tissu économique et commercial qui est souvent en difficulté, surtout en hors saison ou en demi-saison. Si le projet de reconversion est suffisamment fort et peut attirer du public toute l'année, le tissu économique ne peut que mieux fonctionner. Il est évident que les emplois sur le secteur peuvent être liés à la dynamique apportée par ce projet de reconversion.

Bien souvent, **l'image déglacée par ces ouvrages abandonnés est mauvaise.** Ainsi, pour le fort de Bertheaume, cas pratique qui sera développé dans la seconde partie de cette recherche, il est prouvé que l'image véhiculée par cette terre abandonnée aux gravats et aux lapins de garenne était négative. En effet, le rocher accueillait le plus souvent des gens avides

d'interdits et de lieux étranges. La commune, qui peut d'ailleurs être n'importe laquelle dans le cadre d'un tel projet de reconversion, voulait **améliorer son image de marque pour développer son tourisme**. Sachant que l'activité touristique en Bretagne est importante, une commune ou une collectivité territoriale ne peut laisser de telles friches abandonnées aux yeux des visiteurs. Mais a-t-elle seulement les moyens financiers de pouvoir reconvertir de telles fortifications ?

**En général, les collectivités locales se sentent très concernées par les projets de reconversion de tels espaces littoraux.**

En fait, elles préfèrent attendre que le terrain perde de sa valeur pour, éventuellement, l'acheter. Avec cette **stratégie de l'attente**, le terrain perd peut être de sa valeur et c'est donc beaucoup moins intéressant pour la Défense de vendre dans ce cas. De plus, les ouvrages se dégradent. Malgré cela, ce sont les collectivités locales (communes et communautés de communes ou syndicats mixtes) qui assurent la conduite de la plus grande partie des opérations de reconversion des ouvrages.

Il y a trois raisons à cela.

D'abord, quand la Marine ou l'Armée de Terre ne sait pas ce qu'elle va faire de ses ouvrages à vendre, les collectivités sont présentes pour trouver la meilleure solution (qui est le plus souvent à leur avantage). En fait, c'est la MRAI qui décide parfois de trouver une possible reconversion à un ouvrage. Les communes sont présentes pour donner leur avis, même si elles ont déjà plusieurs projets dans leurs bureaux.

Les municipalités peuvent utiliser le Plan d'Occupation des Sols ou le Plan Local d'Urbanisme pour décider de la reconversion d'un ouvrage militaire<sup>7</sup>. Souvent, ces documents d'urbanisme servent plus en milieu urbain ; là, nous sommes en milieu littoral, donc en zone le plus généralement inconstructible. C'est pourquoi, la reconversion vers le tourisme est la meilleure solution. Cela ne nécessite pas forcément de nouvelles infrastructures mais il s'agit de restaurer et de mettre en place des aménagements permettant l'ouverture au public, c'est-à-dire que l'ouvrage doit être mis aux normes de sécurité.

---

<sup>7</sup> Iain Happs, p.28

Enfin, les collectivités locales sont souvent les premières concernées par la vente ou la reconversion d'un bien imposant situé sur leur territoire, comme des fortifications.

Souvent, les collectivités locales et notamment les petites municipalités en milieu rural et littoral, n'ont pas les moyens financiers pour acquérir et transformer de tels terrains et de tels ouvrages. Dans ce cas, elles essaient tout au moins de contrôler le projet de reconversion de la fortification. De cela, on peut comprendre que **le rôle d'une municipalité n'est pas forcément d'acquérir un ouvrage militaire mais plutôt d'assurer une reconversion touristique la meilleure possible pour qu'il y ait de grandes retombées sur l'activité du territoire**. Les communes font en sorte que le projet de reconversion touristique de l'emprise militaire s'associe au reste des projets de la commune. Il faut une cohérence dans tous les projets touristiques communaux. L'ouverture au public de tels ouvrages ne peut être le seul point fort d'une commune. Il faut d'autres activités pour permettre aux touristes de rester plus longtemps sur le territoire et ainsi, la commune peut espérer un réel impact commercial.

Enfin, si une commune ne peut pas, seule, assumer l'achat de tels ouvrages et les financements de la reconversion, elle demande à sa structure intercommunale. A ce propos, notons que la Bretagne se caractérise par une forte intercommunalité. Dès qu'il s'agit d'une action touristique de grande ampleur, la communauté de communes aide la commune qui veut acheter tel ou tel bien. Au même titre, c'est un Pays Touristique qui peut aider au financement du projet de reconversion touristique d'une fortification. Les subventions peuvent venir de l'Etat, de la Région ou du Département au titre du développement du tourisme pour un territoire communautaire.

## **2. LE DÉPARTEMENT**

Pour valoriser l'identité patrimoniale du Finistère par exemple, le Conseil Général a mis en place un dispositif de soutien aux projets de valorisation du patrimoine dont la reconversion touristique des ouvrages militaires littoraux font partie. Cette mise en valeur passe par la signalisation touristique. Cette action entre dans le cadre du schéma départemental de développement touristique.

Les bénéficiaires de ce dispositif sont des maîtres d'ouvrage comme les communautés de communes ou les structures de développement local de dimension intercommunale comme les Pays touristiques.

Pour que le département participe, il y a de nombreuses contraintes pour les différents maîtres d'ouvrages. En fait, il faut qu'en plus de s'intégrer dans l'environnement local, le projet réponde aux demandes d'un Pays Touristiques pour une meilleure homogénéisation départementale de la signalétique touristique. Il y a donc une charte graphique à respecter. Le département intervient ici comme financeur de projets de développement touristique.

Le département intervient également en tant que propriétaire d'ouvrages. Il a un droit de préemption sur certains terrains littoraux. En général, il cède ensuite les sites au Conservatoire du Littoral si celui-ci les désire. Dans le cas contraire, le conseil général peut gérer ce patrimoine.

### **3. LA RÉGION**

**La région Bretagne, en collaboration avec l'Etat, attache un intérêt majeur à la connaissance et au respect du patrimoine ainsi qu'à sa prise en compte dans la gestion et l'aménagement du territoire.**

Elle considère donc indispensable d'établir l'identification et la localisation du patrimoine fortifié littoral. Pour cela, elle s'attache sur plusieurs établissements ou organismes comme la **Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bretagne**, le **Service régional de l'Inventaire Général des Monuments et des Richesses Artistiques de la France** (créé en 1964 par André Malraux). Ces entités travaillent en lien avec le **Ministère de la Culture**.

**La DRAC est le principal acteur pour la Région concernant le patrimoine militaire reconverti au tourisme.** Il constitue d'ailleurs également le service régional du Ministère de la Culture et de la Communication. La DRAC est donc placée sous l'autorité du Préfet de Région et des Préfets des Départements.

Elle est **en charge des Monuments Historiques** mais aussi **des musées**. Elle a pour mission notamment de contribuer à l'aménagement culturel du territoire et de développer une offre artistique et culturelle de proximité. Elle doit également faire connaître, protéger, restaurer et valoriser le patrimoine.

La DRAC coordonne ses politiques et ses interventions avec celles des collectivités locales qui développent elles-mêmes leurs propres initiatives.

La DRAC a notamment une mission envers les Monuments Historiques. Elle fait donc appliquer la réglementation sur la protection et la restauration de ce patrimoine. Certains ouvrages militaires sont classés ou inscrits à l'inventaire de ces monuments. Ainsi, en 2000, des forts, réduits et corps de garde situés à Belle-Ile-en Mer, Houat et Hoëdic ont été inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par des arrêtés.

Enfin, la Drac a pour mission d'aider au financement de projets culturels ou liés au patrimoine. En 2000, elle a participé à l'élaboration d'un projet au Château du Taureau, ouvrage fortifié de la Baie de Morlaix.

**Les missions de la DRAC et de la Région Bretagne sont très vastes et il y a beaucoup de travail. En effet, les monuments inscrits ou classés placent la Bretagne au sixième rang des régions françaises pour le patrimoine architectural protégé.**

## **C. D'AUTRES ORGANISMES**

### **1. LES OFFICES DE TOURISME**

Leur mission est de **faire la promotion des ouvrages militaires reconvertis** vers le tourisme. Elles n'ont pas vraiment d'impact dans la reconversion touristique des fortifications mais elles doivent en faire la promotion pour que cette nouvelle fonction soit la mieux réussie possible. Il s'agit de **marketing** dans ce cadre. Cela s'appuie sur une **communication** liée au

discours des hôtesse de l'office mais également aux différents supports papiers du Pays touristique notamment ou de la collectivité territoriale concernée.

Les offices travaillent en **lien direct avec leur municipalité**, les autres acteurs du tourisme du site reconverti, les personnes concernées par le développement et la promotion du tourisme au sein du **Pays Touristique** et la **Direction Régionale du Tourisme** ou le **Comité Départemental du Tourisme**.

## **2. LES ASSOCIATIONS : L'ASSOCIATION VAUBAN**

L'association Vauban a été créée en **1981** à l'initiative de trois personnalités :

- Serge Antoine, conseiller maître à la cour des comptes
- Michel Parent, inspecteur général des Monuments Historiques et ancien président du Patrimoine Mondial
- Alain Monferrand, actuel président, directeur de l'Observatoire national du tourisme.

L'association regroupe aujourd'hui tous ceux qui souhaitent **promouvoir la connaissance de l'œuvre de Vauban** et celle du **patrimoine fortifié** constitué dans les temps modernes jusqu'aux ouvrages contemporains.

Sont réunis par leur intérêt commun pour ce patrimoine architectural particulier :

- Amateurs et professionnels d'origines diverses
- Militaires
- Ingénieurs et architectes
- Universitaires
- Historiens
- Conservateurs et administrateurs
- Responsables du tourisme
- animateurs et représentants des collectivités territoriales
- Diverses autres associations de sauvegarde.



On peut se demander pourquoi il existe une association défendant ce patrimoine architectural. En fait, la réponse est claire pour cette association. Elle pose le problème de savoir qui ne connaît pas un ouvrage de Vauban ou qui ne connaît pas cet homme. Elle va même jusqu'à dire que « ces ouvrages composent souvent sous la végétation qui les recouvre des paysages d'une force d'évocation, d'une beauté et d'un romantisme prenant. ». Il n'est pas certain que tout un chacun ressente cela à la vue d'un ouvrage fortifié de Vauban mais en tout cas, il est indéniable que ces fortifications sont les témoins d'affrontements passés et qu'ils peuvent constituer aujourd'hui des symboles de l'identité et de la diversité françaises.

Vauban a également été choisi, non plus pour ses qualités de fin stratège, mais pour ses qualités de pionnier de la pensée économique et sociale. Il s'est très tôt intéressé aux statistiques, à la géographie physique et humaine, aux forêts, aux canaux et aux questions fiscales. Sa « dimension exceptionnelle » lui a permis de recevoir le titre de Maréchal de France.

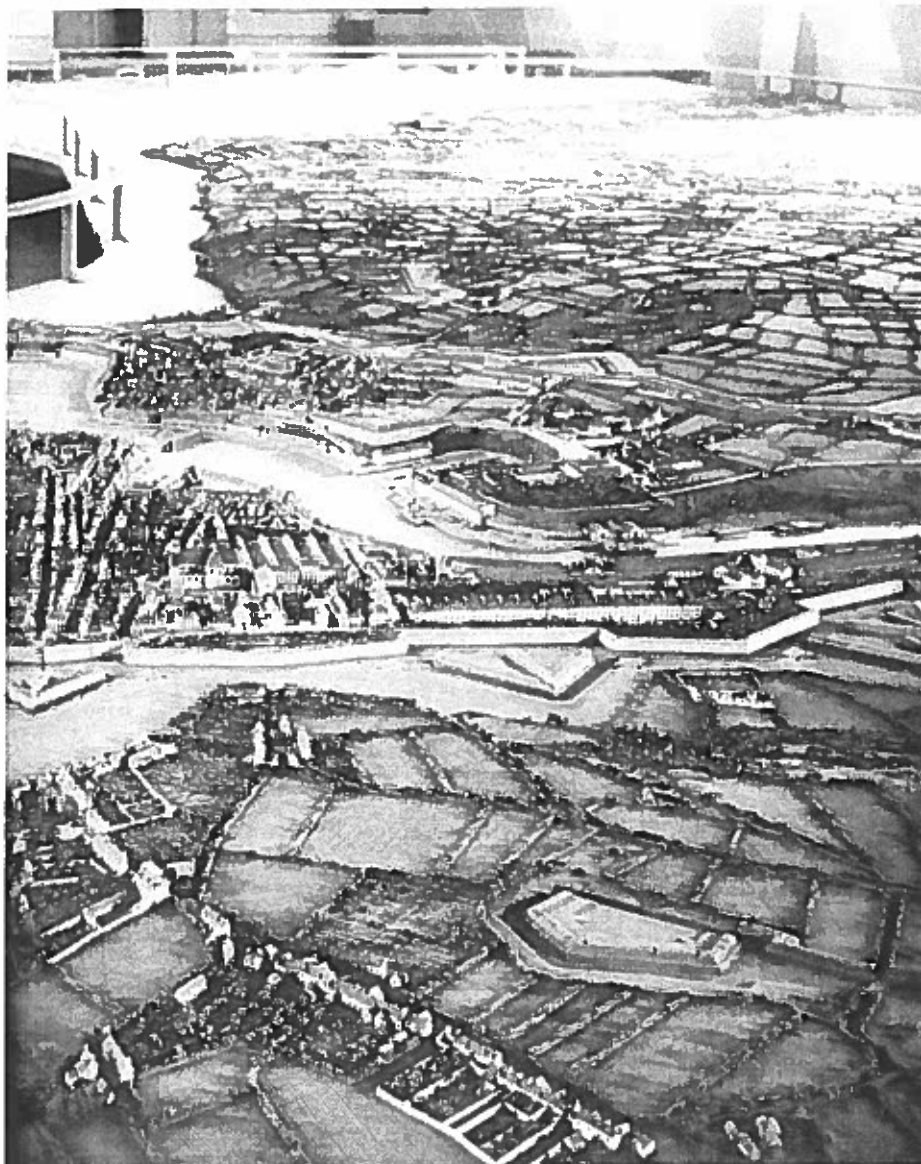
L'association s'est donnée pour but de promouvoir toutes les actions en faveur de l'œuvre de Vauban. Elle contribue ainsi à sa meilleure connaissance et veille à sa conservation et sa mise en valeur.

**Elle a pour vocation plus générale la connaissance de l'art des fortifications et la protection de celles-ci.** Elle s'intéresse à l'œuvre des prédécesseurs et surtout des successeurs de Vauban : de l'apparition de la fortification bastionnée jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale. L'histoire des châteaux médiévaux n'entre pas dans ses recherches. En fait, elle s'intéresse beaucoup aux successeurs de Vauban car il a inventé le système moderne de défense. **Toutes les fortifications suivant celles de l'époque Vauban sont établies sur la stratégie établie par cet ingénieur du roi Louis XIV.**

L'association Vauban prête également une attention particulière au devenir du **musée des Plans-reliefs**. Ceux-ci sont réunis aux Invalides. C'est une superbe collection qui a été créée par Louis XIV et Louvois. Elle se présente sous forme de maquettes des ouvrages conçus par Vauban et ses successeurs et qui ont servi à mieux connaître les moyens de la défense du territoire et à en apprendre l'usage. En réalité, ces immenses maquettes ont permis aux rois et à leurs ministres de connaître parfaitement le terrain (car elles sont la reproduction

du terrain au détail près : de la taille des arbres au moindre petit talus !) sans s'être jamais déplacés.

**Photo n° 4: Vue du plan-relief de Brest**



*Source : Brest au temps de l'Académie de Marine*

Enfin, l'association Vauban soutient, aide et favorise les initiatives nationales et plus locales qui entrent dans son champ d'action. En outre, elle **participe aux actions permettant d'améliorer l'inventaire du patrimoine.**

En 1983, l'association a notamment été chargée, par le Ministère de la Culture, de l'organisation des manifestations à caractère national pour la commémoration du 350<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance de Vauban. Un colloque sur le thème de « Vauban réformateur » a été mis en place sur Paris. Une exposition sur ce thème a circulé dans de nombreuses villes françaises métropolitaines mais également en Guyane et aux Antilles.

De plus, depuis 1988, l'association organise un congrès annuel qui permet de visiter des sites intéressants par leurs fortifications. Au cours de ces rencontres, elle réunit un colloque et provoque des contacts entre spécialistes et amateurs.

Ainsi, ces congrès ont plusieurs fois pris place en milieu littoral. La Bretagne a été à l'honneur à trois reprises :

- En 1989, à Belle-Île, Quiberon, Lorient, Port-Louis et Houat ;
- En 1996, à Brest, Camaret, au Château du Taureau en baie de Morlaix et au Château de Rosanbo (famille de Vauban) ;
- Et en 1999, à Saint-Malo et Dinan.

Parallèlement à cela, l'association mène d'autres actions comme :

- L'attribution d'un prix pour récompenser des activités de restauration, d'animation, de recherche et de publication ;
- Des stages de formation de guides en régions Provence – Alpes – Côte d'Azur et Rhône – Alpes ;
- La mise en œuvre d'un inventaire scientifique mais seulement sur l'île de France.

Pour connaître au mieux le terrain et les différents acteurs qui le composent, l'association a désigné des délégués régionaux. Ils rencontrent ainsi les collectivités territoriales, les adhérents de l'association (amateurs et autres) mais aussi d'autres associations de protection du patrimoine.

Au niveau national, l'association essaie d'être une des interlocutrices privilégiées des ministères concernés : Défense, Culture, Environnement et Aménagement du Territoire, Tourisme.

L'avenir de l'association Vauban est bien rempli. En effet, il reste beaucoup de travail à effectuer. Les ouvrages sont exposés à l'usure du temps, des vents et des embruns pour ceux

qui sont situés sur les littoraux. Or, ils sont insuffisamment protégés dans l'ensemble, selon l'association. C'est une réaction légitime quand on constate sur le terrain que certains ouvrages sont abandonnés depuis une quarantaine d'années.

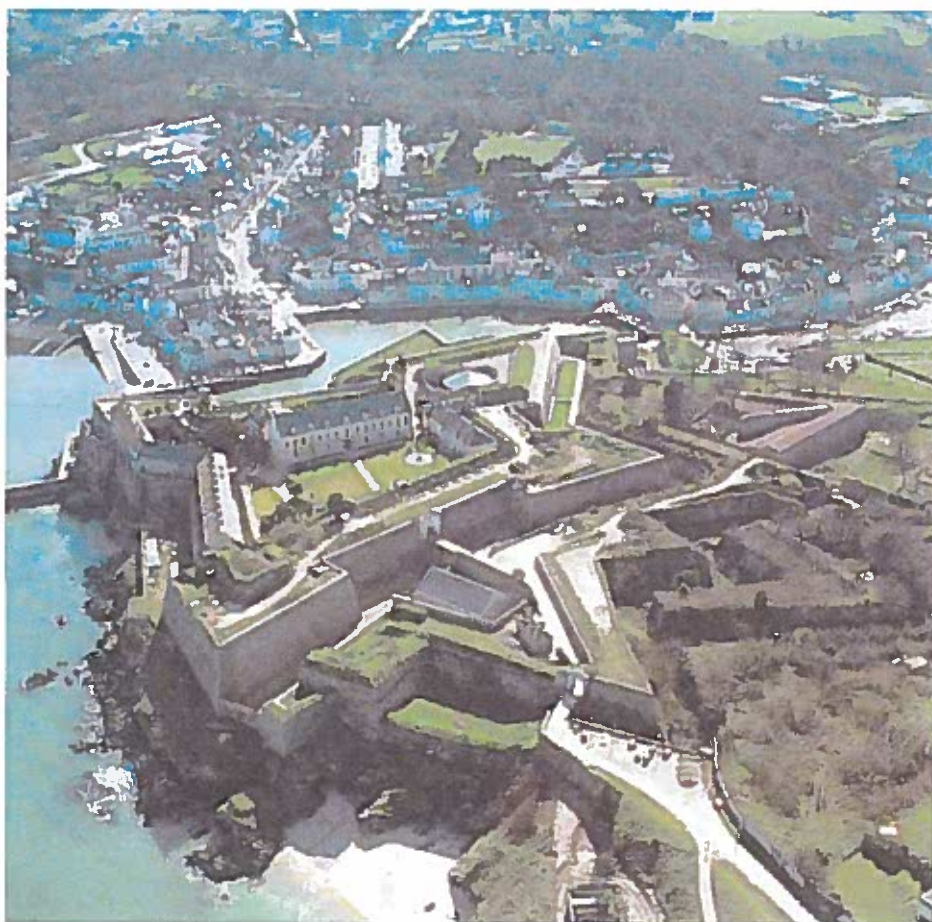
Les membres de l'association considèrent que certaines fortifications prestigieuses, qu'elles soient ou non sur un espace littoral en milieu rural, sont en état de dégradation ou menacées par des aménagements peu respectueux d'éléments significatifs du patrimoine. Grâce à ses contacts à l'étranger, l'association se rend compte que d'autres pays sont plus soucieux d'une valorisation de ces sites et de ces bâtiments. Pour cela, il est nécessaire de démarcher auprès des collectivités locales et des propriétaires publics ou privés. Le but est d'assurer la conservation et la valorisation des terrains et des ouvrages. Il faut donc que l'association se fasse mieux connaître pour attirer de nouveaux adhérents et ainsi valoriser le patrimoine militaire.

Etant donné que nous nous situons en milieu littoral, il faut signaler la présence **d'associations de protection de la nature. La Société de Protection de la Nature en Bretagne (SEPNB)** est très puissante et donne très souvent son avis lors des projets de sentiers littoraux. Elle le donne donc pour de tels projets de reconversion touristique du patrimoine militaire. En effet, au cours des quarante années d'abandon, des espèces ont pu s'installer sur les zones occupées par des fortins, ou tout autre ouvrage. C'est le cas par exemple du Fort Robert en presqu'île de Roscanvel. Ce fort est maintenant habité par des chauve-souris qu'il est nécessaire de protéger malgré le projet de Route des Forts dans ce secteur. Il y a également les Grands Corbeaux, autre espèce protégée par les normes européennes. L'association doit donc aider à la réalisation du nouvel usage des fortifications littorales. Elle peut d'ailleurs utiliser les ouvrages pour sensibiliser les visiteurs à ces problèmes de protection de la faune et de la flore.

## D. LES PRIVÉS

### 1. LES PROPRIÉTAIRES PRIVÉS

« Beaucoup de collectivités seraient heureuses de voir sauver un tel ensemble. Ici, nous oeuvrons dans l'indifférence ». Anna Passudetti – Larquetoux, propriétaire avec son mari de la **Citadelle Vauban** sans la commune du Palais à Belle-Île avoue que si son couple n'avait pas eu l'argent suffisant pour rénover un tel ouvrage, la citadelle, joyau des constructions Vauban ayant accueilli un congrès de l'Association Vauban, n'aurait jamais eu l'impact qu'elle a sur le visiteur et sur le petit port du Palais.



**Photo n°5: La Citadelle Vauban à Belle-Île domine l'entrée du port de la commune du Palais**

*Source : Citadelle Vauban*

La difficulté pour un propriétaire privé, comme c'est le cas pour Belle-Île, est de travailler quasiment seul. En effet, il faut s'adjoindre les services d'un historien ou architecte compétent car la rénovation ou restauration de ces ouvrages demandent énormément de travail. De plus, il faut beaucoup d'argent. Pour les privés, les financements sont souvent plus difficiles à obtenir car il faut l'appui de la Région ou du Département. Pour le cas de Belle-Île, il s'agit d'un travail de rénovation principalement même s'il existe un musée (privé lui aussi) à l'intérieur. En fait, cet exemple est bon s'il s'agit d'exposer les fortifications; il l'est moins en terme de concertation d'acteurs. Les propriétaires de la Citadelle exposent de leur côté le manque de prise en compte de leur travail par les autorités compétentes (Ministère de la Culture, Région, Département, Commune et Communauté de Communes) et de l'autre côté, la commune du Palais expose son opinion : les propriétaires de la citadelle font leur restauration « dans leur coin » ! Bref, le dialogue semble impossible entre les deux parties !

Du point de vue de la recherche, la Citadelle Vauban aurait pu être un bon exemple de reconversion mais les acteurs en présence sont difficilement joignables et ne sont que très rarement à la citadelle. Seule Gabrielle Parisot, responsable du musée a pu me renseigner quant aux projets des propriétaires : continuer la restauration de l'édifice mais le musée reste tel qu'il est. C'est la volonté du couple Larquetoux ! Cela signifie que les touristes, qui viennent tous les ans ou pour plusieurs week-end (c'est le cas des Morbihannais ou des Vendéens par exemple) à Belle-Île, voient les mêmes expositions. Il me semble qu'il est difficile de fidéliser des visiteurs dans ce cas. C'est pourquoi la magnifique citadelle Vauban ne fait pas partie des cas pratiques étudiés dans cette recherche.

Signalons également que M. et Mme Larquetoux sont des personnes âgées ; pour l'instant, personne ne se porte acquéreur de la citadelle pour continuer leur œuvre. **Que va devenir cette citadelle**, bel exemple des fortifications Vauban sur le littoral breton.

Il semble que la Région Morbihan commence à s'y intéresser mais à quel prix ? Qui va se charger de la gestion d'un tel édifice ? La commune pour l'instant rejette toute proposition invoquant le manque de moyens financiers.

Cet exemple de la Citadelle Vauban de Belle-Île montre bien **qu'il est très difficile pour des propriétaires privés d'acquérir et de rénover de tels ouvrages**. La citadelle est un gros ouvrage que le couple avait acheté à une vente par les Domaines en 1960. Il existe



d'autres ouvrages sur Belle-Île qui sont des propriétés privées. Ce sont des fortins à usage d'habitation notamment dont l'aspect a été plus ou moins modifié pour le rendre habitable.



**Photo n° 6: Fortin de Por-An-Dro (1861), au sud-est de Belle-Île. Propriété privée à usage d'habitation. L'aspect général a été modifié.**

*Source : Association Vauban*

## **2. LES HABITANTS**

Même en milieu rural et sur un espace littoral, un projet de reconversion du patrimoine militaire a un impact fort pour les habitants d'une commune.

Aussi se constituent-ils en groupe plus ou moins revendicatifs. Ils **veulent être mis en relation avec un projet de reconversion**. Ils veulent savoir ce que l'ouvrage va devenir. Il existe alors plusieurs groupes sur un territoire donné : les habitants revendiquent leurs droits, au même titre qu'une association qui défend la nature ou les fortifications de Vauban. Le maire de la commune concernée doit donc jouer son rôle d'arbitre si ce cas se présente.

Dans le cadre d'un projet de reconversion touristique d'un ouvrage militaire, il faut avoir l'appui de la population. En effet, il est prouvé que le développement du tourisme se fait

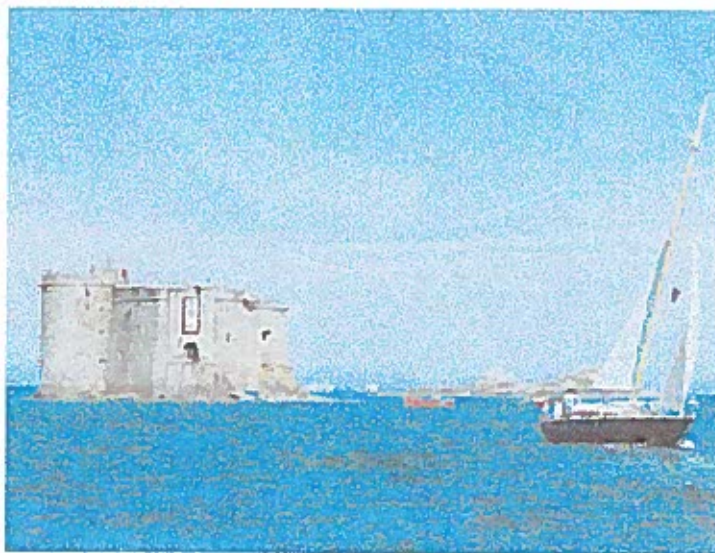
par le bouche à oreille. Il faut donc que la population soit fière du projet de la commune et qu'il lui convienne pour que sa publicité soit la meilleure.

### **Des acteurs fort nombreux dans un système complexe**

Il existe encore de nombreux acteurs que nous n'avons pas cités ici. En effet, un grand nombre d'acteurs entrent en jeu dans la reconversion touristique des ouvrages militaires littoraux. Chaque cas est différent ce qui empêche souvent de donner une stratégie, une démarche précise pour reconvertir une fortification.

Selon la région, le département, l'entente entre communes (car il faut bien avouer que tout cela est souvent d'ordre politique), la Défense décide, par exemple, de vendre telle fortification et pas une autre.

Ainsi, la **Chambre de Commerce et d'Industrie**, la **Direction Départementale de l'Équipement** sont de acteurs présents en terme de reconversion touristique des ouvrages. On peut citer à titre d'exemple le Château du Taureau en Baie de Morlaix, sur la commune de Carantec, dont l'ouverture est à l'horizon 2003 – 2004 et prise en charge par la CCI de Morlaix dans le Finistère.



**Photo n° 7 : Le Château du Taureau en Baie de Morlaix**

*Source : Association Vauban*



Les acteurs pouvant encore aider à la reconversion des ouvrages militaires littoraux sont la **Délégation aux restructurations**, créée en 1991 par le Ministère de la Défense, elle a en charge les problèmes d'ordre économique et gère les aides financières<sup>8</sup>. Notons également la présence des **Parcs Naturels Régionaux** qui effectuent parfois le rôle de gestionnaire des ouvrages s'ils ont une dynamique forte en terme de patrimoine sur leur territoire et si les ouvrages sont vendus déjà par la Marine ou l'Armée de Terre. Enfin, il ne faut pas oublier les **Architectes des Bâtiments de France** qui sont toujours consultés pour de tels projets. En effet, de nombreux ouvrages d'époque Vauban sont classés ou inscrits aux Monuments Historiques. C'est le cas du Château du Taureau (Finistère) notamment.

Toujours est-il que ces organismes ou structures sont si nombreuses que, très souvent, il faut de longues années avant qu'un projet de reconversion aboutisse. Beaucoup citée en exemple mais sujet très en vogue dans les services concernés actuellement, la Route des Forts en presqu'île de Crozon est un sujet qui date d'au moins une dizaine d'années. Les acteurs commencent à parler d'un vrai projet actuellement car le Conservatoire du Littoral acquiert les sites et leurs ouvrages très prochainement.

---

<sup>8</sup> Iain Happs, p. 27

### **III. DE L'ACQUISITION À L'ACCUEIL DU PUBLIC**

#### **A. LES DIFFÉRENTS MODES D'ACQUISITION**

##### **1. LA VENTE DES BIENS IMMOBILIERS DES ARMÉES**

###### **a. Informations juridiques relatives à la vente de biens militaires**

D'après la MRAI, les informations juridiques relatives à la vente des biens militaires expliquent que la vente de biens relevant du domaine de l'Etat s'inscrit dans un **cadre réglementaire fixé par le Code du Domaine Public**, dans lequel le Ministère de la Défense fait l'objet d'un régime juridique dérogatoire pour la conduite de ses procédures.

Ce régime juridique est défini dans :

- **Le Décret du 11 janvier 1984**, relatif au rattachement du produit des aliénations par voie de fonds de concours au budget de la Défense.
- **L'article R. 148 – 3 du Code du Domaine de l'Etat** où on apprend que l'aliénation des immeubles domaniaux reconnus inutiles aux Armées par le Ministre de la Défense a lieu par voie d'adjudication publique.

Malgré cet encadrement juridique strict, la **cession peut être consentie à l'amiable** dans les cas suivants<sup>9</sup> :

1. Lorsque la valeur vénale de l'immeuble n'excède pas un million de francs (152 520 Euros) ;
2. Lorsque la précédente adjudication a été infructueuse ;

---

<sup>9</sup> Il ne s'agit pas de la vente au niveau local comme il a été question en début de cette partie

3. Lorsque la commune sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble s'engage à l'acquérir et à en payer le prix dans un délai fixé en accord avec le Ministre de la Défense.

Le Commissaire de la République du département concerné par la future vente de l'ouvrage militaire autorise la vente par adjudication publique ou consent à la cession amiable. Le directeur des services fiscaux propose cette vente ou cette cession et en fixe la mise à prix ou le prix.

Ces dispositions sont valables jusqu'au 31 décembre 2002 par décret n° 97.11119 du 3 décembre 1997.

Le Ministère peut alors agir dans un cadre réglementaire adapté, permettant de négocier au mieux la vente de l'ouvrage. **Des cessions amiables peuvent ainsi être consenties lorsque :**

- La commune, le département, la région ou un établissement public de coopération intercommunale se porte acquéreur ;
- Une adjudication publique a déjà eu lieu ;
- La valeur vénale du bien est inférieure à 1 MF (152 520 Euros)

## **b. Bilan**

Pour pouvoir vendre un bien appartenant au domaine public, il est indispensable qu'il y ait une **Directive Ministérielle**. Mais bien avant que la Directive ne soit publiée au Journal Officiel, des **listes de biens inutiles à la défense du territoire littoral** sont proposées aux autorités les plus élevées de la Marine et de l'Armée de Terre.

Deux cas peuvent alors se présenter.

Le premier concerne les **immeubles du domaine public**. Ils ont un régime protecteur particulier. C'est le cas des arsenaux par exemple.

Le deuxième cas a trait aux **immeubles privés**. Ce sont les logements de fonction par exemple.

**Pour vendre un immeuble de la défense, il faut le déclasser.** En effet, un immeuble du Domaine public ne peut être vendu. Ce déclassement est effectué sur décision du Ministre de la Défense.

Quant aux immeubles privés de l'Armée, leur **vente est possible au niveau local** si leur valeur est inférieure à 13 000 Euros (85 275 Francs). Ce montant est fixé par les services fiscaux. Si l'immeuble est plus cher, sa vente s'effectuera de la même façon que pour un bien public.

Dès que la décision de vendre un bien public est prise, un **dossier de déclassement** est élaboré. En plus de ce dossier est effectuée une **demande d'aliénation du bien**. Cela prend au moins un an pour que le dossier et la demande passent dans les différents services de l'administration militaire et civile. Certains dossiers traînent plus longtemps et l'attente peut durer plus de trois ou quatre ans ! C'est donc une opération très longue. Il est ainsi facilement compréhensible que les collectivités locales et / ou le Conservatoire du Littoral par exemple ne voient pas l'aboutissement d'un projet qui peut prendre jusqu'à une dizaine d'années !

Mais une fois que cette demande d'aliénation est approuvée et que le bâtiment (ou le site) est déclassé, il faut s'assurer qu'il n'y a pas de pollution pyrotechnique sur le terrain. Or, c'est une obligation pour la Défense de vendre un de ses terrains dans un état sain. Depuis un Décret de 1976, **tout terrain vendu par l'Armée doit être obligatoirement dépollué**. Il y a toujours présomption de pollutions étant données les activités qui ont eu lieu dans les bâtiments et sur les terrains.

D'ailleurs, si nous conservons l'exemple de la Presqu'île de Roscanvel dont les fortifications de Vauban sont nombreuses, la Marine et l'Armée de Terre doivent dépolluer les terrains en vue de la cession au Conservatoire du Littoral et la création future de la Route des Forts. En fait, il est déjà fréquent de retrouver des munitions sur les lieux. Pour ouvrir les forts aux visiteurs et leur permettre de les observer sans risque, il est essentiel de bien dépolluer les sites et leurs ouvrages.

Pour gérer au mieux cette dépollution, la mission est confiée à des entreprises spécialisées (cas du fort de Bertheaume) ou au Génie Civil. Des recherches historiques sont

effectuées pour savoir où ont eu lieu les combats. Avec ces pistes, il est possible de savoir quels sont les endroits à déminer en priorité.

**Ces travaux sont très onéreux.** Par exemple, en Presqu'île de Roscanvel, 32 hectares sont à déminer et cela revient à près de 4 Millions de Francs. Quant à Ouessant, il y a « seulement » 4 000 m<sup>2</sup> à dépolluer et cela pour un montant de plus de 3 MF. Il n'y a donc pas de coût de la dépollution au mètre carré. Cela dépend de la difficulté du terrain, mais aussi du nombre de munitions, d'amiante (pour certains bâtiments mais pas pour ceux de l'époque Vauban) ou de mines à retirer.

Après ces travaux de dépollution, **le Ministre de la Défense** décline et autorise la mise en vente par le Service des Domaines. Un procès verbal est alors dressé pour prouver que l'ancien immeuble public appartient aux Domaines. **Ces derniers rédigent alors l'acte de vente.**

## **2. LE CHANGEMENT D'AFFECTATION ENTRE MINISTÈRES**

La recherche a déjà précisé que l'aliénation du domaine militaire suit une procédure rigoureuse et très organisée. La mission des TM, comme celle de la MRAI, ne s'achève que lorsqu'un acquéreur a été retenu pour un prix d'acquisition fixé par les services fiscaux.

Nous avons évoqué une modalité d'acquisition possible à savoir la cession à un acquéreur public ou privé mais il faut aussi savoir qu'il peut y avoir un changement d'affectation du bien en question au profit d'un autre département ministériel.

Il existe notamment une convention datant de 1994 entre le **Ministère de la Défense** et celui de **l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire**. Ce dernier ministère a sous son aile le Conservatoire du Littoral qu'il a créé en 1976. Ainsi, lorsque la Défense décide de vendre ou de céder un terrain, elle consulte une liste donnée par le Conservatoire du Littoral. Cette liste présente de nombreux sites que l'établissement souhaiterait se voir céder

dans un temps donné. Le suivi de ce calendrier est plutôt mal fait pour l'instant d'après le responsable du service des biens immobiliers gérés par les TM : M. Saint Paul.

**La convention entre le Ministère de la Défense et le Conservatoire du Littoral ajoute en outre qu'il doit y avoir compensation financière dans le cadre d'une cession de bien.** En fait, le Conservatoire paie la valeur vénale du terrain au prix de la dépollution. Ainsi, pour dépolluer cinq emprises militaires dont la batterie du Toulinguet et son site où il y a un sémaphore très prisé coûte 3,1 MF, soit environ 473 000 Euros. Ce sont des crédits de l'Etat. On peut donc dire que l'Etat s'achète ses propres monuments quand ils changent d'usage et passent d'un Ministère à l'autre. Notons d'ailleurs que toute vente effectuée par le service des Domaines, peu importe si c'est à un autre ministère ou un usager privé, revient dans les caisses de la Défense. Il n'y a pas redistribution dans les caisses d'autres ministères.

On peut comprendre aisément que la MRAI ou les TM aient envie que la cession ou la vente des biens de la Défense rapporte le plus possible.

## **B. LA RESTAURATION**

---

### **1. LE MÉCÉNAT**

**« Le mécénat est entendu comme l'ensemble des concours consentis par une initiative privée en faveur de domaines d'intérêt général »** qui s'étend notamment au champ de la culture.

En fait, c'est un **moyen de communication pour une entreprise**, un élément de **stratégie**. Elle apparaît ainsi là où le public ne l'attend pas. Ainsi, Electricité de France (EDF) finance le Conservatoire du Littoral pour l'aider à acquérir des terrains nouveaux et étendre ses possessions.

Une entreprise peut ainsi enrichir son image par son association à des causes générales.

Le mécénat est avant tout un partenariat entre une entreprise et un projet culturel par exemple. Il peut se présenter de différentes façons :

- Apports financiers
- Apports en nature
- Apports en technologie
- Mécénat de compétences

Les textes relatifs aux généralités du mécénat sont placés en Annexe 2.

## **2. LES PERSONNES PRIVÉES**

Le plus bel exemple est celui de **la restauration de la citadelle Vauban de Belle-Ile**. Cet ouvrage a été racheté par un couple de mécènes en 1960 lors d'une vente aux enchères par le Service des Domaines. La fortification était alors dans un état de délabrement important. Plus de quarante ans après, la restauration continue. Le couple Larquetoux voue sa vie à retrouver le caractère originel de cette œuvre et y place toute sa fortune, soit la somme de **230 millions de Francs (plus de 35 millions d'Euros)**. Il est important de noter aussi que c'est une passion pour ces personnes de restaurer cet ouvrage. En effet, André Larquetoux, le propriétaire, est entrepreneur du bâtiment.

Le couple a confié à **Philippe Prost**, architecte spécialisé dans le patrimoine militaire, la **responsabilité du chantier de restauration de la citadelle**. Il s'appuie sur de nombreux dessins d'époque qui permettent de connaître la configuration originelle des lieux. Quand les dessins manquent, il s'appuie sur des devis de travaux très descriptifs.

Les premières années de la restauration ont consisté à débroussailler, nettoyer et conforter les bâtiments de la citadelle.

La rénovation des bâtiments permet dorénavant à la citadelle de bénéficier d'un espace culturel dans un bâtiment reconstruit à l'identique en chêne massif. Les normes de sécurité pour l'accueil du public ont aussi été installées. Ce bâtiment de plusieurs étages peut accueillir des expositions, accueille déjà la collection privée de cartes marines des

propriétaires et possède un espace où des représentations culturelles ou des concerts peuvent avoir lieu.

De nombreux projets et de gros travaux restent à venir comme la mise en place d'une structure d'hébergements.

La question majeure est, comme nous l'avons dit précédemment dans cette recherche, que les propriétaires se sentent seuls dans leur travail même s'ils ont quelques subventions pour rénover leur énorme bâtisse. En tout cas, il est certain que les futurs propriétaires du site seront heureux de ne pas avoir à lancer de tels travaux ! Pour l'instant, la citadelle accueille 60 000 visiteurs par an mais elle peut en accueillir bien plus si des moyens de communication pour en faire la promotion sont mis en place et si les expositions sont renouvelées pour fidéliser les visiteurs.

L'exemple de la citadelle est le meilleur pour une recherche sur la restauration d'un ouvrage militaire d'une telle ampleur. Toujours est-il que ce sont des travaux de longue haleine selon la taille de la fortification. Ainsi, cela fait plus de quarante pour Belle-Île (et ce n'est pas fini !) et il a fallu environ sept ans pour que le fort de Bertheaume retrouve ses « couleurs d'origine ».

### 3. LES AIDES POSSIBLES

Concernant la restauration d'ouvrages militaires, si les dossiers de demandes de subventions sont bien réalisés, les propriétaires de structure peuvent espérer des financements à plusieurs titre.

En général, les fonds octroyés sont de l'**Etat**, de la **Région** ou du **Département**. Si ce dernier décide d'aider l'ouverture touristique d'une fortification militaire, alors il est rare que la Région finance à son tour.

Néanmoins, si l'Etat décide de financer ce projet ou un autre, alors la Région financera dans un pourcentage équivalent. Et vice-versa. Ce sont les **Contrats de Plan Etat – Région** qui permettent ces financements.



**Au château du Taureau, dont la Chambre de Commerce et d'Industrie est gestionnaire et l'Etat le propriétaire, la reconversion passe par trois sources de financements : le Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire (FNADT), le Conseil Général et le Contrat de Plan Etat – Région.**

Ainsi :

- L'Etat, au titre du CPER finance 39 % du projet de reconversion
- La Région finance 15 % du projet au titre du CPER

L'Etat et la Région financent donc 54 % de la totalité du projet de reconversion du Château du Taureau.

- Le Conseil Général finance le projet de reconversion à hauteur de 20 %
- Le FNADT finance 12 % de la reconversion du Château du Taureau.

Notons que ce projet a coûté 446 000 francs, soit environ 68 000 Euros.

Il est également possible d'obtenir des subventions de l'Europe au titre du FEDER.

Pour obtenir ces subventions, il faut un dossier des plus rigoureux. En effet, le projet doit montrer les volontés d'aménagement et de reconversion touristique du site en question. Pour cela les projets d'animation culturelle et d'interprétation du patrimoine sont les bienvenus.

### 1. L'INTERPRÉTATION DU PATRIMOINE :

#### UN CONCEPT UTILE POUR UNE MEILLEURE COMPRÉHENSION DES LIEUX

A l'origine du concept d'interprétation : des chercheurs anglo-saxons. Leur ambition est alors d'inspirer une démarche globale dans la mise en place et la gestion à but touristique d'un site ou d'un ouvrage.

Selon Tilden<sup>10</sup>, « l'interprétation est une activité éducative qui veut révéler la signification et les relations par l'expérience personnelle et des exemples, en utilisant les objets d'origine, plutôt que la seule communication d'informations factuelles. »

En fait, pour qu'un projet réussisse, il est indispensable qu'une véritable adhésion de tous les acteurs du projet en question s'opère et rende un système d'interprétation efficace. Pour cela, il faut **communiquer avec succès par des moyens et des programmes adéquats, les richesses patrimoniales d'un site à tous les résidents et à tous les visiteurs.**

Cette démarche doit satisfaire plusieurs objectifs :

- **Faire connaître pour faire venir, cela passe par :**
  - L'information qui doit utiliser des supports s'appuyant sur une image forte et objective de l'ouvrage et de son site ;
  - La facilité d'accès ;
  - L'aménagement du site et de l'accueil des visiteurs par des compétences et des moyens publics et privés ;
  - L'accueil des visiteurs doit assurer le confort et la qualité des aménagements et des équipements, la disponibilité et la compétence du personnel.

---

<sup>10</sup> Scientifique américain. A écrit « Interpreting our heritage » à la demande des parcs nationaux américains en 1957.

- **Satisfaire le visiteur.** Il doit devenir le principal acteur de la visite. Il est donc important que la population locale soit impliquée dans la vie quotidienne et l'animation des sites. Elle doit véhiculer une image valorisante de son environnement.
- **Faire participer le public.** L'interprétation cherche à évoquer plus qu'à instruire. Pour cela, il faut restituer des éléments de compréhension au public. Il faut savoir que la plupart du temps, ce sont de simples panneaux qui sont exposés aux yeux des visiteurs. Leur contenu est jugé trop scientifique et devient illisible, donc inutile pour le public.
- **Donner envie au public de revenir en étant à l'écoute.**

Sur un lieu touristique, ces qualités donnent un caractère attrayant. Le site et son ouvrage deviennent aussi des **lieux d'animation, d'activités, des espaces où les visiteurs ont envie de rester.**

En effet, les priorités et les champs d'intérêts des touristes actuels sont différents d'il y a quelques années. Ainsi, on s'oriente désormais vers un tourisme plus actif, un tourisme de participation, où les activités prennent une importance primordiale. Il faut donc que les destinations touristiques offrent aujourd'hui des activités nombreuses, et ne se contentent plus d'être simplement des lieux à visiter.

C'est en fonction de cette nouvelle orientation que **le tourisme dit culturel a pris de nos jours beaucoup d'ampleur.**

**Muséologie, théâtre, musique, histoire** sont devenus des domaines particulièrement prisés des visiteurs qui, de leur côté, grâce à l'évolution des moyens de communication, ont acquis une connaissance beaucoup plus étendue et profonde de l'histoire notamment.

## 2. LES CONTRAINTES LIÉES À CETTE GESTION

Depuis 1992, une loi régit la reconversion et l'ouverture au tourisme des ouvrages. En effet, cette **loi du 23 décembre 1992** (Annexe 2) concerne à l'origine l'organisation du tourisme, à savoir que la création d'une structure professionnelle liée au tourisme est très fortement conseillée pour gérer au mieux ces sites. En effet, si cette structure existe, cela permet d'obtenir des subventions plus facilement des différentes institutions.

**Cette loi porte sur l'organisation du tourisme dans les domaines de l'observation, de l'ingénierie, la promotion et la solidarité.** Ainsi, les différentes structures touristiques essaient de **travailler dans la plus grande concertation possible.** On a alors différents niveaux de l'ouverture d'un ouvrage militaire au public au Ministère du Tourisme notamment, en passant par le Pays Touristique s'il existe (ou les communes) et les institutions comme le département et la région. Ce système est très complexe mais il est essentiel pour que le visiteur s'y sente bien (aussi étrange que cela puisse paraître !).

En effet, il retrouve dans le site qu'il visite un sentiment de bien être car une charte graphique est respectée par exemple. Nous l'avons déjà vu au cours de cette recherche : le département peut donner des aides financières si le site ou l'ouvrage suit une charte graphique et installe une **signalétique touristique en lien avec le schéma départemental touristique.** Or, dans la théorie, les orientations touristiques du département doivent suivre le schéma régional du tourisme qui suit lui-même les directives de l'Etat. Le fait de savoir si cela se vérifie dans la réalité peut faire l'objet d'une nouvelle recherche...Y a-t-il une réelle coordination entre les différentes structures ?

En tout cas, selon Gabrielle Parisot, responsable du Musée de la citadelle de Belle-Île, il devient aujourd'hui quasi impossible de reconvertir un ouvrage militaire littoral vers le tourisme sans passer par cette loi de 1992.

Au cours de cette première partie de la recherche concernant la reconversion touristique des ouvrages militaires de l'époque Vauban situés sur les littoraux bretons, il a été montré que ces fortifications ont des caractéristiques précises de l'architecture bastionnée qu'il est important de mettre en avant dans des schémas d'interprétation par exemple. Cela signifie qu'il ne faudrait pas expliquer l'architecture bastionnée sous forme très scientifique mais en faisant éventuellement des reconstitutions de combats en espace plutôt réduit pour bien comprendre ce que les avancées technologiques ont pu permettre dans le système défensif littoral.

Il a également été montré que pour reconvertir de tels ouvrages, il y a de très nombreux acteurs. La recherche explique également qu'il n'y a pas de stratégie de reconversion touristique à ces ouvrages mais plutôt une suite d'étapes de la décision de vendre un bien à l'ouverture au public. Au cours de ces étapes, de nombreux acteurs interviennent, chacun ayant sa spécialité et ses désirs pour telle ou telle fortifications.

Enfin, reste le problème de la structure qui va se charger d'accueillir les visiteurs dans la fortification. Quel projet va être avancé et proposé aux visiteurs ? Le patrimoine présent sera-t-il mis en avant ou le lieu servira pour tout autre chose, comme des expositions de peintures par exemple ?

Deux cas m'ont attirée autour de Brest : le fort de Bertheaume entre Brest et la commune du Conquet et la Tour Vauban, située en face du premier exemple, en presqu'île de Crozon, à Camaret. Bertheaume et Camaret, malgré une histoire croisée dans la défense du goulet de Brest, n'ont pas suivi les mêmes chemins concernant leur ouverture au public.

**II<sup>ème</sup> PARTIE.  
ÉTUDE DE CAS**

**LES OUVRAGES MILITAIRES DE VAUBAN RECONVERTIS  
À UN USAGE TOURISTIQUE**

## VAUBAN ET LA BRETAGNE

**En 1675, la Bretagne n'a quasiment aucun lien avec la France.** Vaincue et occupée en 1491, elle négocie son autonomie. Cela signifie que le parlement et les états, représentés par la noblesse et la bourgeoisie, y sont tout puissants et n'ont aucun compte à rendre à Paris. Signalons aussi que la paysannerie coupe la Bretagne en deux. A l'ouest d'une ligne Saint Brieuc / Guérande, il y a une masse celtique très importante qui ne parle que sa langue et ne comprend pas le français. Elle garde par ailleurs son caractère de clan.

Malgré cette autonomie, **Colbert doit lever de nouveaux impôts car la guerre de Hollande traîne en cette année 1675.** Au nombre des impôts nouveaux, l'essentiel est la taxe sur le timbre. C'est pesant financièrement d'une part et incompréhensible pour le droit celtique d'autre part. C'est pourquoi le parlement qui siège à Rennes refuse d'enregistrer cette taxe. Mais le gouverneur de Bretagne (la seule institution « française ») va passer outre. Une **insurrection éclate** alors dans les faubourgs de Rennes. Ces insurrections se développent et touchent rapidement des villes comme Nantes, Guingamp et Saint Malo. Elles touchent aussi le reste de la Bretagne celtique rurale. C'est la révolte du Timbre ou des Boulets Rouges selon le territoire occupé.

Toutefois, **la révolte n'a pas triomphé.** En fait, les vieux châteaux forts tenus par les agents du roi ont bien résisté. De plus, des troupes d'élite comme les mousquetaires et les gardes-françaises sont envoyées. Mais, entre-temps, les paysans ont, eux aussi, créé une armée de 7 000 hommes à Carhaix. Cela permet de prendre quelques châteaux forts. Ils vont également tenter de s'emparer d'un port proche de leurs bases (Morlaix ou Quimper) pour le livrer à la flotte hollandaise. Mais la bourgeoisie de ces deux villes a peur d'un tel acte de trahison et ferme ses portes aux paysans. Au final, la monarchie l'emporte mais craint tout de même de nouvelles insurrections.

Alors, **comment prévenir une autre révolte ?** Deux politiques s'opposent dans les conseils :

- Celle de Louvois et de Chaulnes (gouverneur de Bretagne) qui sont pour continuer la répression ;

- Celle de Colbert et de Vauban, qui ne s'aiment pas beaucoup d'ailleurs, sont pour **prendre des mesures d'intégration.**

C'est cette dernière politique qui va l'emporter. Mais comment ?

- Colbert sait que les Bretons sont de bons marins ; il impose donc le système des classes pour intégrer les éléments les plus belliqueux au service de l'Etat. Il en profite également pour faire construire des bateaux.
- Duquesnes est chargé de Brest.

**En 1681, Vauban fortifie Brest.** Il va aussi faire une chose essentielle : **créer des milices et des gardes-côtes** ; le traité de 1532 stipule que les Bretons ne doivent pas servir l'armée en dehors des frontières du duché. Alors, ce seront les anciens insurgés qui seront chargés de défendre les frontières maritimes du royaume !

**Après la mort de Colbert, l'essor de la marine est freiné sans raison budgétaire. C'est là que les Anglais décident de s'emparer de Brest en 1694.**

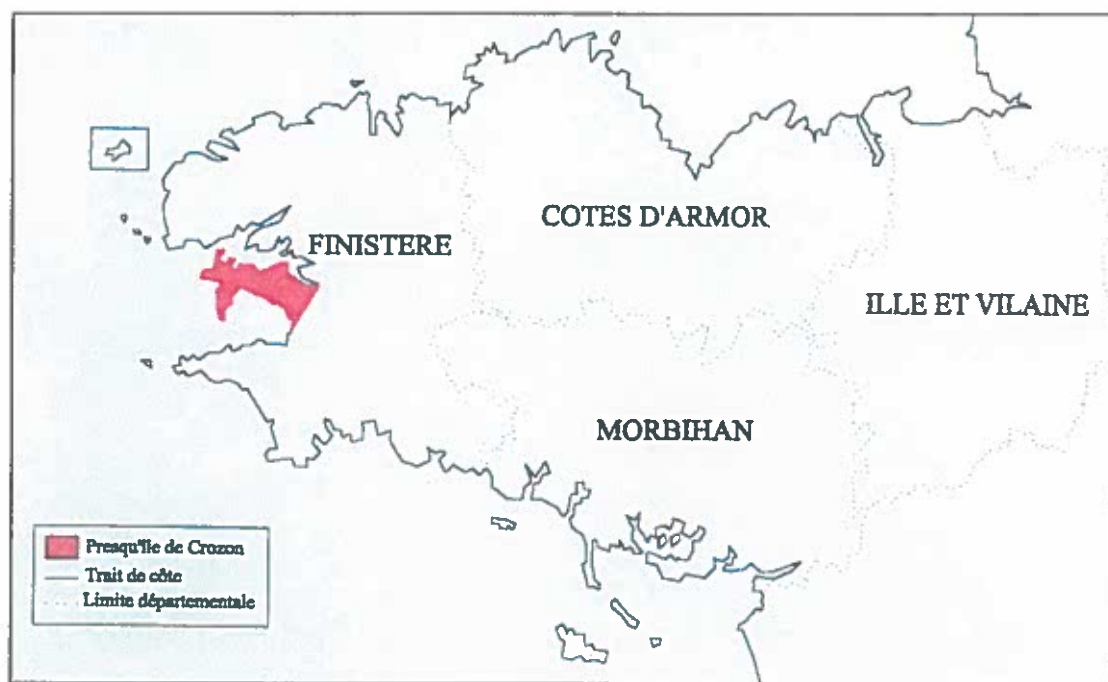
**Comme le Goulet de Brest est impossible à forcer, personne ne sait où ils vont débarquer. Vauban va donc fortifier les côtes, de Morlaix à Quimper.** C'est un travail énorme mais Vauban a été nommé commandant de l'armée et de la marine pour les quatre évêchés de Basse-Bretagne. C'est le premier commandant inter-armes de l'histoire de France. **Il a vu que la Baie de Camaret serait un site idéal pour s'emparer de la Pointe des Espagnols, donc du Goulet et enfin de Brest;** il va donc y mettre en place sa stratégie défensive. C'est là qu'il décide de faire construire sa « Tour Dorée » à Camaret.



# I. LA TOUR VAUBAN DE CAMARET

## A. UN SITE GÉOGRAPHIQUE EXCEPTIONNEL

La commune de Camaret est située en Presqu'île de Crozon, au centre du Finistère. Cette presqu'île pénètre dans l'océan Atlantique entre la rade de Brest et la Baie de Douarnenez.



Carte n° 1 : La Presqu'île de Crozon en Bretagne

Source : C. Philbée, Projet individuel MAG 1

Camaret a une situation remarquable dans cette grande presqu'île car elle constitue un **promontoire**, une véritable avancée de la terre entre l'océan et la rade de Brest. Cette petite commune est également un port important dans la mer d'Iroise car il a été le **premier port langoustier d'Europe dans les années 1960**. Mais le plus important reste que ce village de pêcheurs et de gens de mer est **une escale capitale pour les navigateurs avant d'entrer dans le goulet de Brest**. C'est cette position stratégique qui va fortement intéresser Vauban.

Aujourd'hui, Camaret joue de cette position et combine un tourisme liant la mer, la nature et le patrimoine.

## **B. UNE HISTOIRE RICHE**

---

### **1. LES ORIGINES DE LA COMMUNE**

C'est au IV<sup>ème</sup> siècle que Saint Rioc a implanté un ermitage sur Camaret. C'est intéressant car le nom de Camaret vient de Kameled qui signifie « le port courbe ». Il y a donc un lien fort entre l'origine de la commune et son rôle lors des conflits pour la défense de Brest. Ce nom de « port courbe » vient de la forme particulière délimitée par le Sillon (Cf. schéma n°6).

Dès 1335, il est en pleine activité, notamment comme mouillage d'attente avant d'emprunter le goulet de Brest et ses puissants courants de marée.

Sur le sillon ont été implanté la chapelle de Rocamadour et la Tour Vauban, deux éléments majeurs du patrimoine camarétois. D'ailleurs, ils sont les symboles du tourisme de la commune.

Mais au fait, pourquoi une tour créée par Vauban sur ce sillon ?

### **2. LES TRANSFORMATIONS DE VAUBAN**

Comme il a été écrit précédemment, Louis XIV craint une action maritime ennemie contre le grand port militaire de Brest. Il sait que les Anglais ou Hollandais veulent s'emparer de Brest mais qu'ils ne peuvent franchir le Goulet de sa rade. Personne ne sait donc où ils

vont pouvoir débarquer. Le roi dépêche donc **Vauban en Bretagne en 1683, 1685 et 1689 en vue de fortifier l'ensemble de la rade**. C'est pourquoi il **fait fortifier les côtes de Morlaix à Quimper**, comme il a été dit ci-dessus. Vauban pense, et les événements lui donneront raison, que l'ennemi cherchera à attaquer la gorge de Trez-Rouz / Quélern en presqu'île de Roscanvel au niveau de la baie de Camaret pour s'emparer par la suite de la Pointe des Espagnols et de la rade de Brest. (Cf. schéma n° 5)



**Schéma n° 5: Possibilités d'invasion de Brest par la mer**

*Source : Batteries, réduits, tours, forts, casemates de Camaret et Roscanvel*

1. Le Trez-Hir protégé par le fort de Bertheaume
2. Le goulet de Brest directement si les courants et la marée sont favorables, sachant qu'il y a des batteries partout au pied et en haut des falaises surplombant cet étroit passage.
3. La Baie de Camaret où il est possible de rejoindre la pointe des Espagnols et ainsi contrôler la rade de Brest.

N.B : la ville de Brest est à proximité du Portzic. Le schéma montre simplement la digue qui protège le port.



**Schéma n° 6 : Le port de Camaret – Situation de la Tour Vauban**

*Source : Batteries, réduits, tours, forts, casemates de Camaret et Roscanvel*

A cette époque, Camaret n'est qu'une rade foraine mal protégée par une île sur laquelle se dresse la chapelle de Rocamadour (Cf schéma n° 6).

En 1689, lorsque la construction commence, Vauban décide de joindre l'île par une digue avec les matériaux extraits de la rade. Comme il n'entreprend presque jamais un ouvrage militaire sans qu'il fût utile à la population civile, **Camaret se trouve alors doté gratuitement d'un excellent port** qui a servi successivement au cabotage, à la pêche et aujourd'hui au tourisme. Sur la digue et aux alentours ont été creusées des tranchées invisibles de la mer. Mais **il faut un ouvrage plus fort ; aussi, Vauban fait exécuter par son ingénieur Traverse les plans de sa « Tour dorée »**. Cette tour quasiment carrée, la seule d'ailleurs à avoir cette forme en Bretagne, se présente en fait comme un éperon face à un ennemi de mer sur lequel « glisseraient » les boulets. Elle est **appelée Tour Dorée en raison de son crépi rouge en briques pilées**.

Le granit de l'ensemble provient de l'île Melon (Nord Finistère) et les revêtements du sol du port (ce qui a permis de l'approfondir).

Composée de sable et de brique pilée, la tour, construite entre 1689 et 1696, est le plus connu des ouvrages militaires de la Presqu'île de Crozon, dans le Finistère. Cette presqu'île est très stratégique pour la Bretagne car elle constitue une grande avancée entre l'Océan Atlantique et la Rade de Brest. C'est pourquoi de nombreux fortins et autres fortifications militaires jalonnent son territoire.



**Photo n° 8 : La Tour Vauban de Camaret**

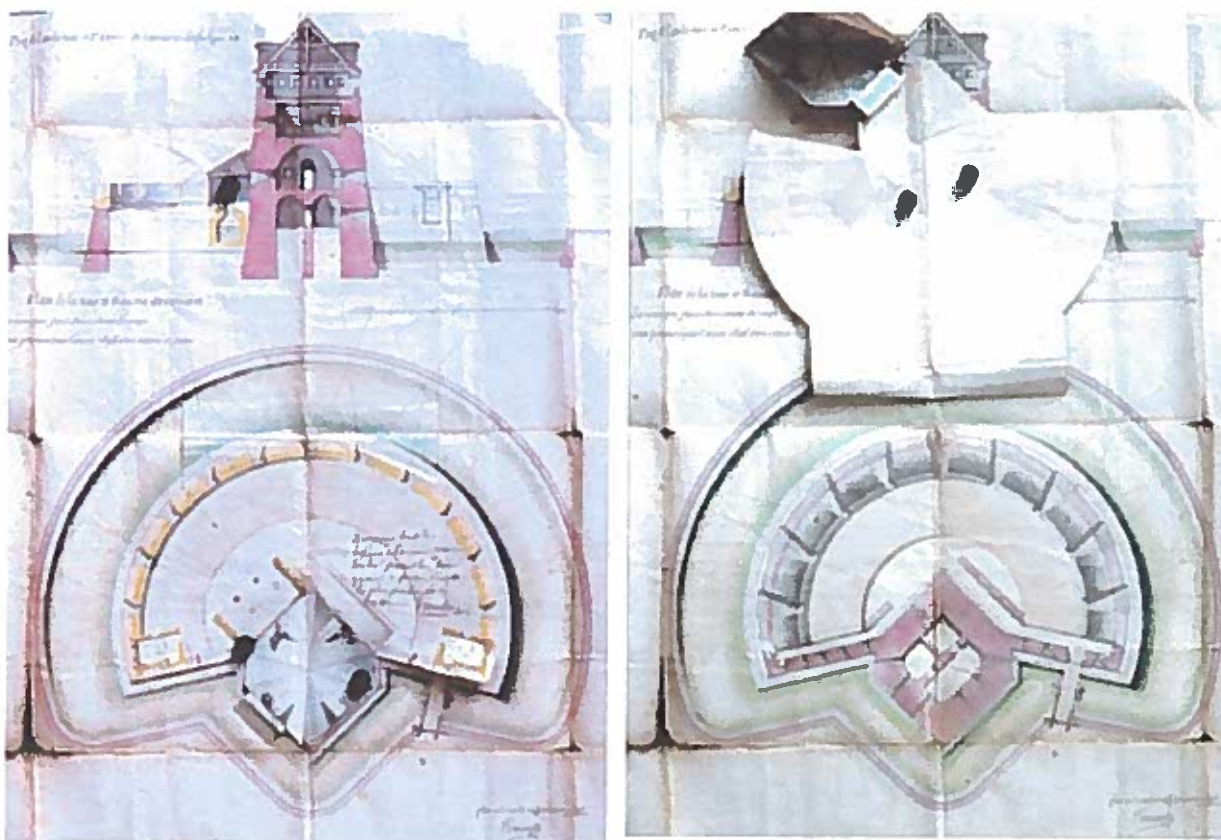
Source : Association Naurisme – Arts - Culture

**L'ouvrage comprend :**

- **Une tour polygonale à quatre étages**, coiffée d'un toit en ardoises et recouverte d'un enduit rose. Elle se compose d'un rez-de-chaussée voûté à l'épreuve des bombes, de deux étages à meurtrières et d'un grenier surmonté de hautes cheminées.
- **Une batterie semi-circulaire** (Cf. schéma n° 7) surmontée d'un parapet et munies d'embrasures de canons. L'armement se compose de onze canons de 48.
- **Une douve** creusée dans les galets se remplit d'eau à chaque marée.
- **Un four à boulets** du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Ces fours à boulets servaient à tirer des boulets rouges qui faisaient brûler les bateaux en bois de l'époque. Notons ici qu'il ne reste que trois fours de ce type en Bretagne : au Cap d'Erquy, au Cap Fréhel et celui de Camaret. Ce dernier



est en mauvais état et mériterait d'être rénové car c'est un patrimoine important de la Bretagne et de l'histoire de France.



**Schéma n° 7 : Plan d'archive de la batterie semi-circulaire  
faisant face à la Baie de Camaret**

*Source : Nautisme – Arts – Culture*

La garnison comprend un lieutenant, un sergent et cinq hommes appuyés par des miliciens composés d'habitants de Camaret. Au total, **la tour pouvait accueillir environ vingt militaires**. La batterie croise ses feux avec ceux des batteries du Gouin sur Camaret et de Trémet en Roscanvel.

Déjà en 1691, des vaisseaux anglo-hollandais foncent sur la tour en construction afin de l'écraser. A l'époque, rien n'est prêt pour faire face à cette attaque. Malgré cela, les Français gagnent la bataille. La tour a encaissé quelques volées de boulets mais reste debout.

Lors de **la fameuse bataille de Camaret, le 18 juin 1694**, la batterie n'est pas totalement terminée. Elle participe cependant aux combats et ouvre le feu sur l'ennemi, soutenue par des batteries rases. La flotte anglo-hollandaise subit un cuisant échec.

Cette bataille et l'année 1694 marquent le tournant décisif du règne de Louis XIV. Ce revirement de situation a permis l'anéantissement du plan de la Coalition pour détruire la France. Le règne de Louis XIV est donc conforté.

Ce plan consistait notamment à s'emparer de la Bretagne, cap avancé de la France, dont l'occupation amènerait l'effondrement du royaume de Louis XIV. Conscient du danger, le roi remet à Vauban des pouvoirs très importants : le commandement de la Bretagne entière, terre et mer. La suite est écrite ci-dessus...

## **C. L'OUVERTURE**

---

Composée de sable et de brique pilée, la tour, construite entre 1689 et 1696, est le plus connu des ouvrages militaires de la Presqu'île de Crozon, dans le Finistère. Cette presqu'île est très stratégique pour la Bretagne car elle constitue une grande avancée entre l'Océan Atlantique et la Rade de Brest. C'est pourquoi de nombreux fortins et autres fortifications militaires jalonnent son territoire (voir projet de Route des Forts dont la Tour Vauban fait partie).

C'est également pourquoi il est intéressant qu'une telle tour carrée, unique en Bretagne, utilise toutes ses potentialités pour être ouverte aux public.

### **1. L'ACHAT**

Après cette grande bataille, on ne parle plus vraiment de la Tour Vauban dans les textes historiques. Néanmoins, elle fait partie d'un système défensif important pour la rade de Brest et est très liée aux fortifications de la presqu'île de Roscanvel<sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup> Cf. projet individuel de Mag 1 de C. Philbée

Considérée par les spécialistes de la fortification comme une des œuvres majeures de Vauban, **la tour est rachetée en 1904 par la commune de Camaret**. La Marine avait alors décidé de vendre cette fortification. C'est étrange car à cette époque, le système défensif servait encore. Pourtant la municipalité acquiert ce bien lors d'une **vente par le Service des Domaines** qui avait décidé d'aliéner ce bien.

Le bâtiment sera par la suite **classé aux Monuments Historiques**. Cela implique donc beaucoup de contraintes en terme d'entretien pour la Municipalité. En fait, la Tour Vauban est l'image de marque de la commune, on la voit sur tous les dépliants touristiques. Mais, est-il possible d'ouvrir cet ouvrage au tourisme ?

Il est évident qu'il y a un potentiel énorme pour cette fortification de Vauban. D'une part, le tourisme en Presqu'île de Crozon est une activité très importante car il existe des sites permettant de « plonger » dans l'océan. Mais, cela ne fait pas longtemps que cette activité se développe. En fait, les communes jouent plus sur leurs sites naturels que sur les qualités de leur patrimoine bâti. De plus, même si la Tour est l'image de Camaret, cet ouvrage semble être plutôt un élément de la commune. Il n'est pas « utilisé ».

Mais la reconversion vers le tourisme va s'opérer grâce à une exposition.

Le monument classé va ainsi accueillir une petite **exposition gérée par la Marine en 1985**. Mais en 1993, le musée est supprimé alors qu'il intéresse environ 10 000 visiteurs par an. Le problème de cette magnifique tour est qu'elle n'a **pas de politique de promotion propre**. De ce fait, il est très difficile d'attirer du public. Pourtant, la commune a tenté de redonner vie à cet édifice par un grand projet avec le Parc Naturel Régional d'Armorique.

## **2. LE PROJET D'AMÉNAGEMENT**

À la demande de la commune de Camaret, le Parc Naturel Régional d'Armorique a réalisé une étude pour l'aménagement de la Tour Vauban. Expositions, bandes dessinées,



vidéos, musiques et maquettes devraient guider le visiteur vers la découverte de l'histoire militaire de la Presqu'île de Crozon, notamment par l'évocation de la fameuse bataille de Trez Rouz en 1694.

Finalement, souhaitant qu'y soit installée une exposition sur l'œuvre côtière de Vauban, **la municipalité de Camaret et le Parc Naturel Régional d'Armorique (PNRA) ont signé une convention en 1995.** Assurant de ce fait la gestion de la Tour Vauban, le PNRA a décidé d'y aménager un centre d'interprétation focalisé sur l'événement majeur de son histoire : la bataille du 18 juin 1694.

Mais ce **projet de centre d'interprétation** dans la tour n'est pas sans contrainte. Tenant compte de son classement aux Monuments Historiques, le musée doit répondre à plusieurs critères.

- **Les exigences de sécurité et l'exiguïté** limitent le nombre de visiteurs à 19 personnes et un guide.

- **La restauration et l'aménagement** de certaines parties de la tour doivent faire preuve d'innovation. C'est pourquoi la musique et la bande dessinée historique assurent l'intérêt d'un large public.

- **Pour assurer la pérennité du projet**, et ce malgré l'exiguïté de la tour, la mise en place d'animations par la musique et le dessin nécessitent des installations permanentes. La tour ne peut donc pas accueillir d'expositions itinérantes. Elle doit cependant trouver des moyens pour fidéliser une clientèle.

Cette fidélisation pourrait alors s'établir autour de **l'organisation de séminaires ou de congrès**, pouvant non seulement traiter des différents aspects militaires, mais aussi sur des sujets d'expression comme la musique et la bande dessinée, déjà utilisées lors de la visite de la tour. Organisés hors saison, ces rencontres auraient un impact publicitaire et économique bénéfique pour la commune et la Presqu'île de Crozon.

Force est de constater qu'aujourd'hui, en 2002, **ce projet n'a pas vu le jour pour des raisons budgétaires**. Il est difficile de mettre en place un projet d'interprétation valable car la tour ne peut accueillir que vingt personnes à la fois, dont le guide pour des raisons de sécurité.

Toutefois, des visites de la Tour Vauban sont organisées et prises en charge par une association : Nautisme – Arts – Culture.

**A l'intérieur de la Tour, plusieurs expositions sont montrées aux visiteurs.**

- Au rez-de-chaussée, des panneaux expliquant les fortifications de la Presqu'île de Crozon et notamment de Roscanvel, sont disposés en cercle (forme de la tour).
- Au premier étage, le public peut voir une exposition de peintures. Un artiste ayant un lien avec Camaret est le plus souvent à l'honneur. Notons que de nombreux artistes ont peint cette commune : le port, la chapelle, la Tour Vauban et le cimetière de bateaux ayant servi à la pêche aux langoustes. Cette exposition n'est pas permanente.
- Enfin, le dernier étage est occupé par la charpente de la tour. Le public peut, par les petites fenêtres observer le port et constater la position stratégique de cet édifice.
- La fin de la visite a lieu dans la batterie semi-circulaire où il reste des traces des canons. Cet espace est occupé par le fameux four à boulets.
- A l'extérieur, un bâtiment servant pour l'accueil du public montre une exposition sur la construction navale en bois. Cette activité fait également la célébrité de Camaret. Il existe encore un chantier spécialisé dans ce type de construction navale.

## **LA TOUR VAUBAN : UNE RÉUSSITE ?**

On ne peut pas dire que la reconversion touristique de la Tour Vauban soit une incroyable réussite car **il manque toujours les moyens financiers pour qu'une véritable politique de promotion se mette en place.**

Néanmoins, **l'association Nautisme – Arts – Culture lui permet de rester ouverte au public.** Sa mission est de mettre en place les expositions de peintures non permanentes et d'en faire la promotion. Concernant, l'exposition sur le patrimoine fortifié, Didier Cadiou de la municipalité de Crozon reste la personne la plus compétente pour exposer les stratégies de Vauban et l'histoire de toutes ces fortifications de la presqu'île. **La Tour Vauban peut-elle prendre un nouvel essor avec la future Route des Forts,** exposée en première partie de cette recherche ?

Notons également que **la Tour reste ouverte au public toute l'année.** Ainsi, pendant la saison estivale, elle ouvre ses portes de 11 heures à 14 heures et de 15 heures à 19 heures tous les jours et pendant le reste de l'année, la tour peut être visitée de 15 heures à 19 heures du jeudi au lundi.

**Les tarifs d'entrée restent peu excessifs** car il en coûte 3 Euros à un adulte et 2 Euros à un étudiant ou un demandeur d'emploi. Enfin, l'entrée de la tour est gratuite pour les moins de 12 ans.

Enfin, et d'un point de vue personnel, il est vraiment intéressant de visiter la tour avec un guide car son histoire est très riche et englobe **toute l'histoire des fortifications de ce côté de la rade** ce qui est vraiment marquant pour l'aménagement du territoire de cette portion de terre.

Il y a un **réel potentiel** à mettre en avant, pour peu que la municipalité, à l'aide des structures intercommunales comme le Pays du Ménez-Hom Atlantique, la Communauté de

Communes de la Presqu'île de Crozon et le PNRA en tant que gestionnaire (s'il le peut car il semble en difficultés actuellement par manque de moyens également).

Une bonne coordination de tous ces acteurs dans un projet commun pourrait donner à la Tour Vauban les visiteurs et l'impact touristique qu'elle est en droit d'attendre. Comme il a été dit, ces structures ont peut être un nouveau projet dans le cadre de la Route des Forts dont tous les acteurs de la reconversion des ouvrages militaires littoraux autour de Brest parlent actuellement.

## II. LE FORT DE BERTHEAUME

Le fort de Bertheaume constitue notre deuxième cas de recherche. Situé en face de Camaret, son histoire est liée à celle de la Tour Dorée.

Mais Bertheaume est un site faisant partie de la commune de Plougonvelin (Cf. caret n° 2). Elle compte environ 2 750 habitants et est jugée, par sa municipalité, comme une commune rurale dont l'agriculture a longtemps été l'activité économique prioritaire. Elle prend un nouvel essor avec le remembrement de 1971 et se restructure alors autour de la production légumière. Mais, pour 150 exploitations en 1970, il n'en reste plus que 30 en l'an 2000.

Pour faire face aux mutations de l'activité agricole, la commune souhaite voir se développer d'autres activités économiques, et cela dès les années 1980. Elle va alors profiter du X<sup>ème</sup> Contrat de Plan Etat – Région en 1989 pour engager une véritable politique de développement touristique, économique et sociale.

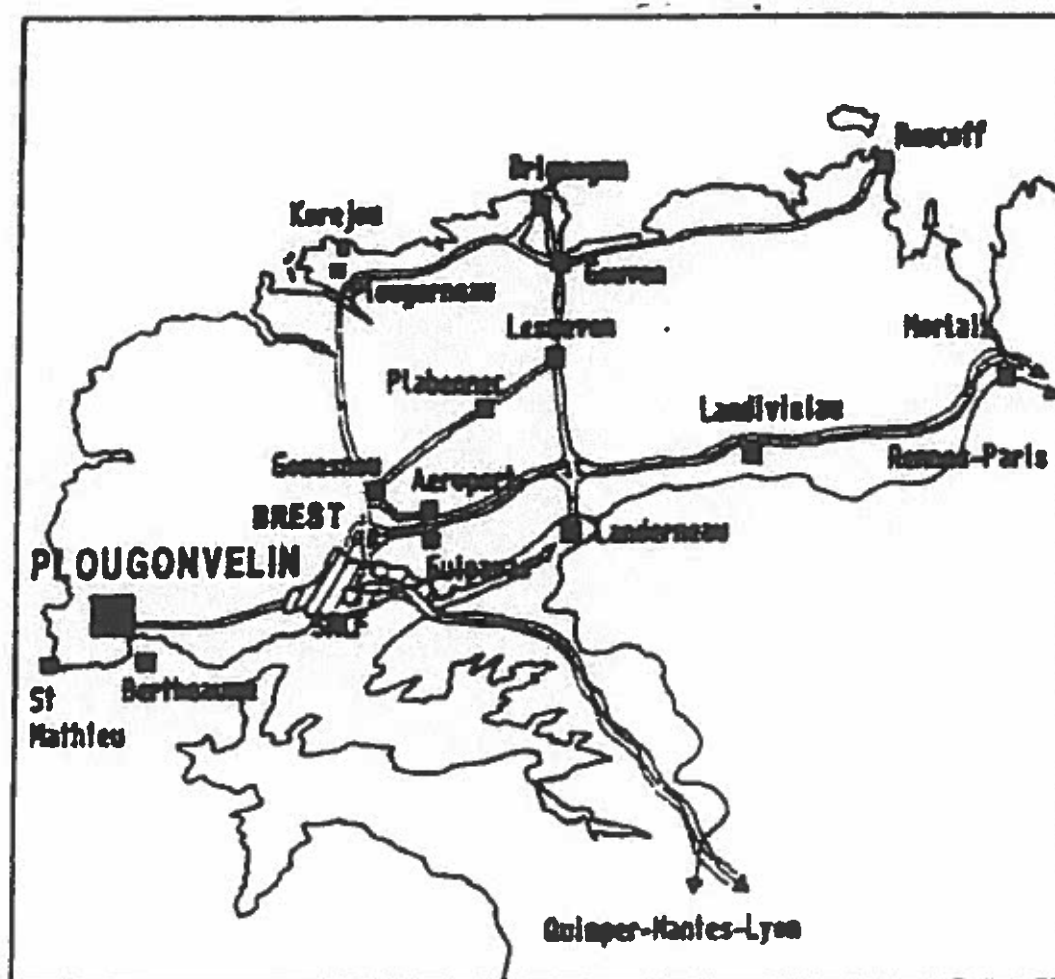
Dès lors, elle embauche un animateur en développement touristique et s'organise autour des sites forts de son territoire : le site de Bertheaume, la station balnéaire du Trez-Hir et la pointe Saint Mathieu d'où on peut voir l'archipel de Molène et l'île d'Ouessant par une météorologie dégagée. Le site de Bertheaume est le cas qui nous intéresse dans le cadre de cette recherche.

Brièvement, il faut rappeler les dates importantes de la reconversion de ce site.

- 1989 / 90 : Acquisition et déminage du site
- 1991 : Chantier de restauration du fort, création du Théâtre de verdure
- 1992 : Ouverture du fort au public
- 1993 : Effondrement de la passerelle. Fermeture au public.
- 1994 : Reconstruction de la passerelle. Exposition temporaire sur l'archéologie sous-marine.
- 1995 : Différents spectacles
- 1996 : Nouveau sinistre de la passerelle

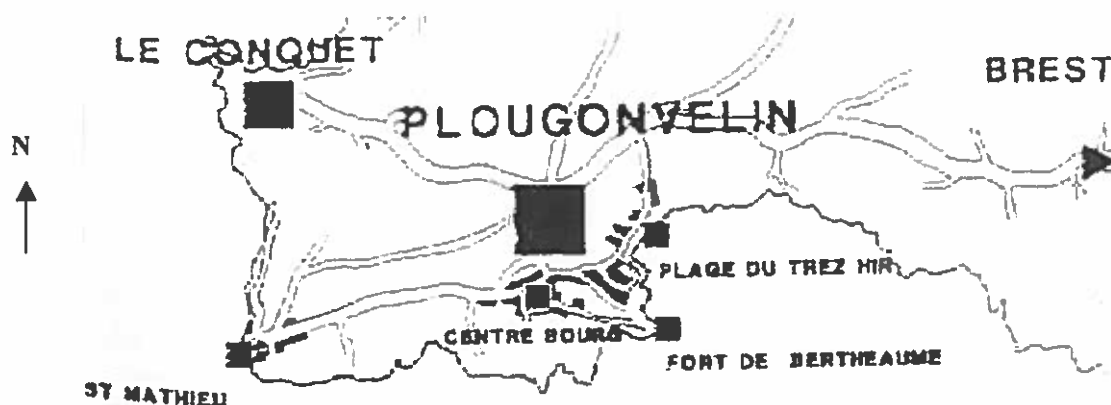
- 1997 : Le renouveau du fort. Une passerelle neuve, des animations permanentes, des concerts sur le théâtre de verdure et un spectacle son et lumière chaque soir sur l'île fortifié.

Qu'est-ce que cette île fortifiée ? Où est-elle et comment est-elle rattachée à la terre ? Quels sont les éléments qui font que la reconversion de ce fort est un succès ? Quelles ont été les différentes étapes et la stratégie entreprise par le propriétaire de cette fortification ? Toutes ces questions, et bien d'autres encore, font partie de la découverte et de la réussite de ce fort, situé dans le Pays d'Iroise, à 20 kilomètres de Brest (Cf. carte n° 3).



**Carte n°2 : Situation de la commune de Plougonvelin et de Bertheaume dans le Finistère Nord**

*Source : Office de Tourisme de Plougonvelin*



**Carte n°3 : Situation du fort de Bertheaume dans la commune de Plougonvelin**

*Source : op. cit.*

## **A. UN SITE GÉOGRAPHIQUE EXCEPTIONNEL**

**L'îlot de Bertheaume est une sentinelle du bout du monde et offre un panorama exceptionnel sur la mer d'Iroise et sur l'entrée de la rade de Brest. On peut même y voir jusqu'à la pointe du Raz.**

Ce fort est en fait constitué de deux îlots reliés au continent par une passerelle. En fait, l'île est protégée par la mer mais accessible par marée basse. Elle a été le refuge des hommes depuis la Préhistoire. De plus, cette île est quasi-invulnérable de par la topographie escarpée des lieux. **Ce rocher est en effet situé à 70 mètres de haut** (Cf. photo n° 9). Il est donc très convoitée par sa **position stratégique**. C'est pourquoi Bertheaume est un site défensif remarquable qui a séduit Vauban. C'est pour cette raison que cette fortification littorale entre dans le cadre de cette recherche.

Ce site est donc une terre d'histoire qui conserve des traces des différentes civilisations qui l'ont habité. Il reste également un témoin des fortifications ; le château médiéval, la citadelle à la Vauban et les batteries modernes s'y sont succédés au fil des années.



**Photo n°9 : Vue aérienne du site de Bertheaume  
sur la commune de Plougonvelin (Finistère)**

*Source : Communauté de Communes du Pays d'Iroise*



## B. UNE HISTOIRE TRÈS RICHE POUR UN PETIT ÎLOT

La première mention historique de l'îlot sur lequel a été bâti un château féodal date de 1397, époque où les Anglais occupent Brest avec ses accès par mer, Saint Mathieu et Le Conquet. L'endroit est appelé Bertrem, nom d'un saint anglais, toponyme qui va devenir Bertheaume.

Il est fait mention, en 1474, d'un château féodal sur le rocher : le château de Perzel. Il a été vraisemblablement construit par le duc du même nom.

Les Anglais débarquent en 1558 sur la grève de Perzel, l'actuelle plage de Bertheaume, et prennent d'assaut la forteresse. Bertheaume n'est alors qu'une bastille faiblement aménagée qui ne dispose pas de guet efficace. Cela permet aux Anglais d'aborder la baie sans y être aperçus. Ils vont alors brûler le château.

Le souvenir d'un tel ravage et la création de l'Arsenal de Brest en 1631 vont obliger à la rénovation du château. Malgré la reconstruction, il est peu à peu abandonné à cause d'une période de paix. Pourtant, en 1674, il est encore occupé épisodiquement par une garnison.

En 1667, Sainte Colombe, Ingénieur des Fortifications du Roi, fait un mémoire sur la protection des approches de Brest et préconise alors de fortifier l'île de Bertheaume en y mettant un canon « qui verra de revers les principales défenses et incommodera et éloignera les vaisseaux ennemis ».

Pourtant, en 1677, le vieux château, plus ou moins abandonné, menace ruine. C'est en 1689 que Vauban décide de le reconstruire. Les travaux et armements sont exécutés en 1694 : des parapets maçonnés et de l'artillerie : canons et mortiers. La liaison avec la terre est assurée par un « bateau volant », coulisant sur un câble par un va-et-vient, plus tard remplacé par un pont de cordes. Le matériel était hissé, à partir de la mer, à l'aide d'une chèvre. L'armement est donc opérationnel quand se présente la flotte anglaise devant Camaret où on a déjà vu les exploits des Bretons et l'usage de la Tour Dorée dans cette recherche. La nouvelle

forteresse de Bertheaume subit alors son baptême de feu et empêche les Anglais, mouillés devant le Toulinguet, de s'approcher de terre par un tir de bombes de mortier.

**A partir de 1778, le fort est abandonné à un gardien pendant les périodes de paix. En temps de guerre, le fort retrouve une activité.** Ainsi, pendant la guerre d'Amérique, la menace anglaise se précise et un pont de cordes de liaison avec le continent est aménagé. C'est la même chose pour la Révolution où des inspections veillent à la mise en état du fort de 1791 à 1793.

**Les premières acquisitions de terrains permettant une implantation continentale du fort sont effectuées dès 1882.**

**Lors de la dernière guerre, les Allemands ont bien sûr utilisé ce fort pour sa situation stratégique à l'entrée de la rade de Brest.** Ils y ont installé des batteries de D.C.A. (Défense Contre les Avions). Elles ont été bombardées fin 1944. Les dégâts sur l'îlot sont alors importants mais ce fort reste abandonné par la Marine et l'Armée.

**Le fort est donc laissé aux ronces et aux gravats pendant une quarantaine d'années. Il est acquis par la commune de Plougonvelin dès 1989.**

## C. LA RESTAURATION

### 1. L'ACHAT : UNE VOLONTÉ COMMUNALE FORTE

---

Au cours de la seconde guerre mondiale, le fort de Bertheaume a vécu l'occupation allemande et les tirs de l'aviation civile. La paix retrouvée, l'îlot fortifié est réduit à l'abandon et reste inaccessible pendant environ quarante ans.

Plougonvelin, commune rurale et station balnéaire très prisée des Brestois va y investir très lourdement. En effet, le fort, abandonné aux ronces et aux gravats pendant presque un demi-siècle, ternissait l'image de dynamisme et d'attractivité touristique que la commune cherchait à se forger au début des années 1980. Ainsi, depuis 1983, la mairie de Plougonvelin a demandé plusieurs fois à la Marine, propriétaire, de libérer ce site fantastique qui ne lui était plus d'aucune utilité. Après accord entre la commune et la MRAI, la Mission pour la réalisation des actifs immobiliers des armées, un prix de vente du site a été fixé.

La municipalité va donc procéder, en 1989, à l'achat du fort de Bertheaume, représentant 5 hectares, pour un montant de 700 000 Francs, soit 106 715 Euros actuels. Ce coût comprend une emprise totale de 12 hectares car d'autres emprises militaires ont été acquises au même moment comme le site de la pointe Saint Mathieu (Cf. annexe 4).

Mais, pour acquérir Bertheaume, la commune doit procéder au déminage du site. Etrangement, ce n'est pas la Marine qui procède à cette dépollution mais une entreprise spécialisée dans le domaine et commandée par le Maire.

En 1990, le déminage du site a coûté 600 000 Francs (soit 91 470 Euros) à la commune. A la fin de cette dépollution pyrotechnique, 700 munitions ont été déterrées, dont 200 actives.

En 1989, dans un article du Télégramme, quotidien local brestois, le journaliste avance la somme de 5 millions de francs environ quant à la réhabilitation du fort sur les cinq à six

années à venir, soit jusqu'en 1995. En fait, ces travaux seront moins excessifs et commenceront dès 1991.

La commune décide alors, en février 1991 de réaliser **les travaux nécessaires à l'ouverture du fort**. Ils vont coûter **1,7 Millions de Francs** (260 000 Euros). Les travaux de restauration des fortifications militaires sont très coûteux. Sur ce site, c'est d'autant plus le cas que le fort est situé sur un îlot. Par-là même, la réalisation d'une passerelle est nécessaire pour remplacer l'accès en béton, jugé trop dangereux pour faire accéder du public au fort : 50 centimètres de large, sans barrière de sécurité.



**Photo n°10 : Etat de délabrement de l'îlot fortifié et de sa passerelle.**

*Source : Office de Tourisme de Plougonvelin*

**L'ouverture du site pour la première fois au public a lieu le 23 mai 1992.** A ce moment là, seules l'île fortifiée et la maison du gardien sont accessibles.

Le théâtre de verdure, dont nous parlerons plus tard, accueille à l'époque « La Passion Celtique » de la troupe Ar Vro Bagan. C'est un succès car, en trois jours, 4 000 personnes viennent voir le spectacle.

Pourtant, **ce succès semble plus modeste que ce qui était prévu à l'origine**. En effet, le Maire, Louis Caradec, avait de plus grandes ambitions pour ce fort et son environnement. Il pensait notamment qu'un restaurant gastronomique avec un chef de renom s'implanterait sur le fort. Au final, le site abrite un espace de restauration rapide : sandwiches... Dans ce lieu, les visiteurs peuvent également manger des crêpes mais ce n'est pas un chef de renom qui s'y est installé !

Le maire avait également pour projet de transformer la baie en un port de plaisance. Etant données les lois de protection de l'environnement et les crédits du X<sup>ème</sup> Contrat de Plan non octroyés pour ce projet, le port n'a jamais vu le jour.

Mais bien avant l'ouverture au public avec son projet muséographique qui a coûté plus de 255 000 Francs<sup>12</sup>, plusieurs chemins de réflexion ont été menés au sein de la commune, à savoir : **quel est le meilleur chemin d'accès au fort ? Que faut-il montrer ? Y a-t-il des thématiques fortes qui se dégagent de ce fort et de cet ensemble fortifié** (car, ne l'oublions pas, il y a également une partie continentale et pas seulement l'îlot) ? **Que faut-il rénover et ouvrir au visiteur ?** Toutes ces questions ont été posées lors de la restauration en vue d'une ouverture et d'un bon fonctionnement du site.

## 2. RESTAURATION ET STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT

---

Les travaux de restauration du patrimoine bâti et des fortifications militaires littorales sont très coûteux comme il l'a été souligné ci-dessus.

Les photographies suivantes attestent de la qualité du travail qui a été effectué sur le site et ses ouvrages de différentes époques.

---

<sup>12</sup> On atteint donc la somme de 3,255 Millions de Francs (soit environ 500 000 Euros) pour l'acquisition et le déminage du site, les travaux et l'ouverture au public.

**Photos n°11,12 et 13**  
**Les travaux sur le fort de Bertheaume**  
**Cela a été un chantier spectaculaire étalé sur quatre années : de 1992 à 1996**

*Source : op. cit.*








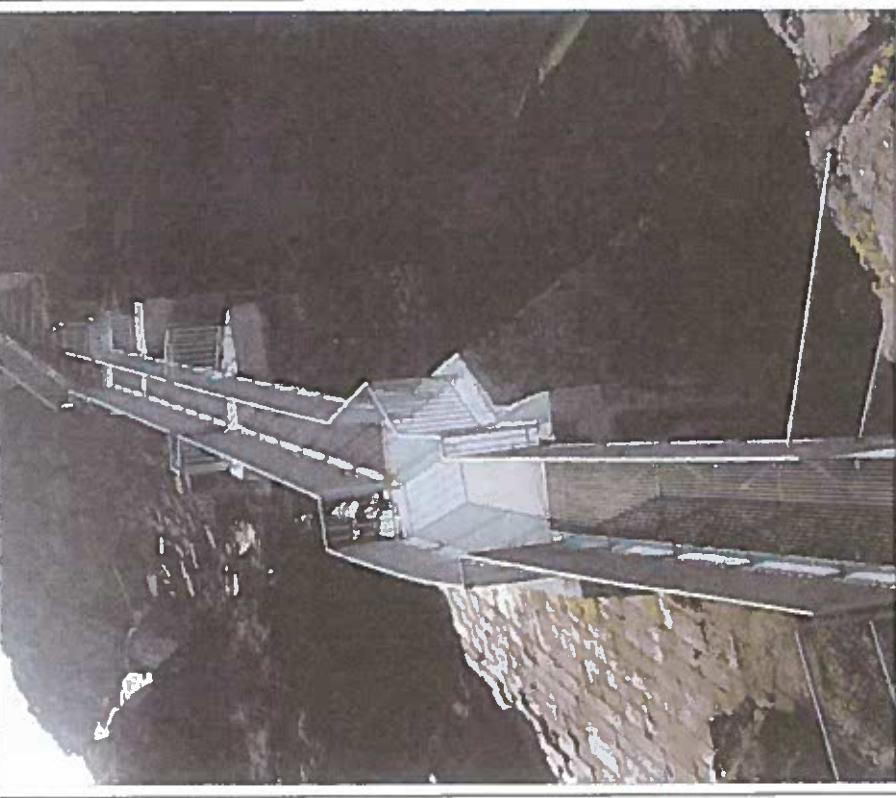
**Sur l'îlot entouré par la mer, tous les matériaux ont été acheminés à bras d'hommes.** La topographie des lieux ne permettait pas le passage des machines. Les travaux ont souvent la précision de l'archéologie pour garder au fort son air ancien. Sept mille heures de travail ont été nécessaires pour redonner la vie à ce fort.



**Photo n°14 : Etat du fort et de la passerelle après les travaux**

*Source : op.cit.*

Les photographies suivantes montrent bien le travail très important qui a été effectué sur le site. Le jeu du « avant / après » marque fortement le visiteur qui ne sait pas nécessairement que le fort était dans un état d'abandon et de délabrement.

<p><b>LA PASSERELLE AVANT Photo 15</b></p> 	<p><b>LA PASSERELLE APRÈS Photo 16</b></p> 
---	--



**L'ESCALIER ET LE MUR D'ENCEINTE  
AVANT  
Photo 17**



**L'ESCALIER ET LE MUR D'ENCEINTE  
APRÈS  
Photo 18**



**L'ENCEINTE DU FORT  
AVANT  
Photo 19**



**L'ENCEINTE DU FORT  
APRÈS  
Photo 20**



Quant à la **partie continentale**, divers **travaux ont également été entrepris**. Les photographies suivantes montrent qu'un **débroussaillage important** a eu lieu. C'est le cas pour la douve (photo n° 21) et l'accès à différentes constructions (photos n° 22). Le principe consistait à **rafraîchir les parties visibles de l'extérieur**, **décaper les portes rouillées**, **redresser des marches d'escaliers** ou encore **retracer les voies d'accès**.



**Photo n° 21 : Après le débroussaillage, la douve apparaît aux yeux des visiteurs de la partie continentale du fort de Bertheaume**

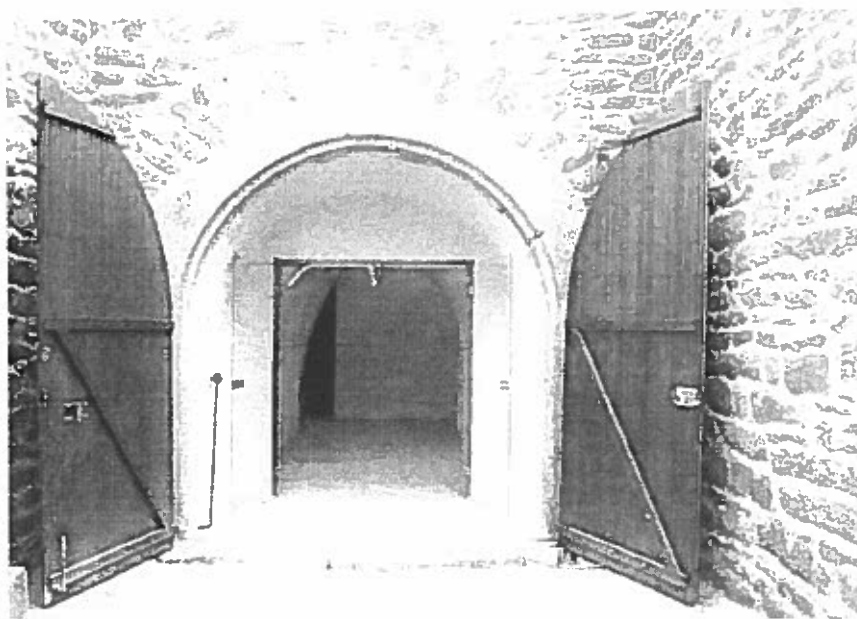
*Source : op. cit.*





**Photos n° 22 : Le fort devient un espace accueillant après le « grand nettoyage ».  
Les bâtiments sont accessibles et les chemins permettent la promenade.**

*Source : op. cit.*



**Photo n° 23 : Entrée d'une casemate restaurée.**

*Source : op. cit.*

### **3. UN FORT ACCESSIBLE**

Une étude datant du début des années 1990 fournie par la Communauté de Communes du Pays d'Iroise montre la démarche que les différents acteurs de la transformation de ce fort ont eu. Cette stratégie porte notamment sur l'accès au site et sur les différentes séquences de visites, ainsi que sur les animations possibles sur le site.

<b>LA PLAGE DE TREZ - HIR</b>	
<b>AVANTAGES</b>	<b>INCONVÉNIENTS</b>
Cœur de la station.	Accès piéton uniquement, mais permettant de découvrir la station.
On voit le fort.	Eloignement du site (30 minutes).
Stationnement inexistant.	Stationnement rapidement saturé sans possibilité d'en créer.

LA PLAGE DE BERTHEAUME	
AVANTAGES	INCONVÉNIENTS
<p>Accès le plus connu et le plus pratiqué.</p> <p>Le succès de la plage draine beaucoup de gens.</p> <p>Stationnement existant.</p>	<p>Manque de places de stationnement, en particulier pour les autocars.</p> <p>Fréquentation familiale de la plage. L'afflux de visiteurs peut perturber.</p> <p>La multiplication des activités risque d'entraîner une saturation de la plage : plongée, plaisance, cale à bateaux, plage, restauration rapide, aires de stationnement et visiteurs du fort !</p> <p>Accès indirect au site.</p>

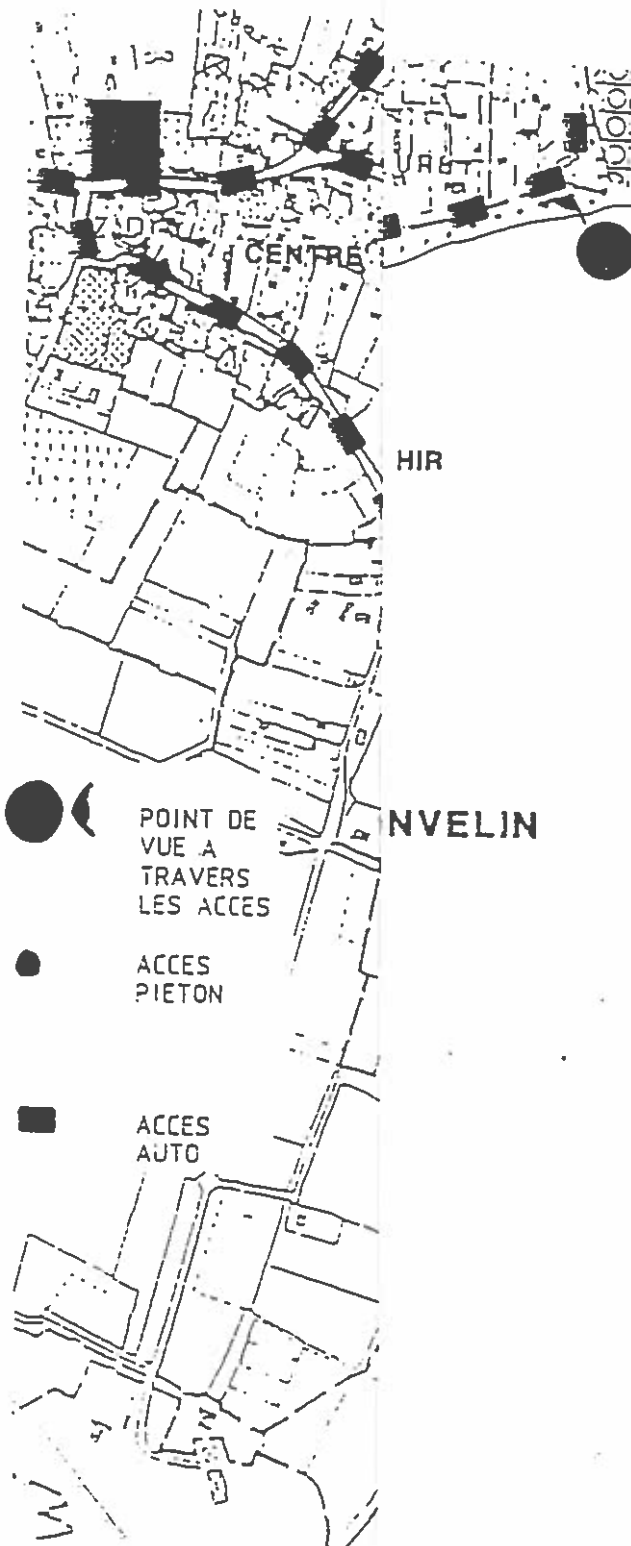
LA RUE DE BERTHEAUME	
AVANTAGES	INCONVÉNIENTS
<p>Accès direct au site.</p> <p>Possibilités de créer des emplacements de stationnement pour automobiles et autocars.</p> <p>Site peu exploité.</p>	<p>Accroche difficile au bourg et à la plage du Trez – Hir.</p> <p>Fléchage inexistant au début des années 1990 mais facile à aménager.</p> <p>Peu de stationnements mais espace possible à aménager.</p>

L'ANSE DE POULIZAN	
AVANTAGES	INCONVÉNIENTS
<p>Pas du tout exploité.</p> <p>Vue sur le fort.</p>	<p>Anse trop petite</p> <p>Impossible de créer une aire de stationnement</p> <p>Accès piéton uniquement.</p>

Carte n° 4

( 30 mn )

er ( 15 mn )



La carte n°4 p. 94 montre bien les différents accès possibles vers le fort de Bertheaume.

### **Les conclusions de cette étude**

➤ La **signalisation** se fera sur les accès principaux en dehors de la commune mais également sur le site de la pointe Saint Mathieu (site recevant jusqu'à 350 000 visiteurs par an).

➤ L'accès au fort pour les gens de passage venant en **automobile** doit être privilégié par la rue de Bertheaume mais dans ce cas, il doit être accompagné de divers équipements/

Fléchage, informations au sein de la commune ;

Création d'aires de stationnement avec protection du site car ce point est en hauteur et peut gâcher le paysage.

L'accès par la rue de Bertheaume est intéressant car il permet d'éviter la saturation des plages, et par conséquent de leur stationnements.

➤ **Pour les résidents et estivants** de la commune (la population plougonvelinoise quadruple en été), il y a d'autres accès possibles. Mais pour cela, il est nécessaire :

- De mettre en place une signalétique précise
- D'améliorer l'aménagement des sentiers
- De privilégier l'accès des piétons venant de la plage de Bertheaume
- De redonner un lien, une continuité dans la promenade du bord de mer. La plage du Trez-Hir, la plage de Bertheaume, l'anse de Poulizan et le fort de Bertheaume ne sont que des nombreuses séquences de cette promenade.

Ces conclusions datent du début des années 1990 et ne sont à l'époque que des idées stratégiques. Après visite sur le terrain, force est de constater que ces éléments ont été mis en valeur. D'abord l'accès principal reste la rue de Bertheaume pour les automobiles. Pour l'atteindre, une signalétique a bien été mise en place au niveau de la plage du Trez-Hir et du bourg de Plougonvelin. D'autre part, les piétons arrivent par une côte importante venant de la plage de Bertheaume. Et enfin, il reste le sentier piétonnier qui relie la pointe Saint Mathieu à Brest, faisant une halte par le belvédère que constitue le fort.



Après les réflexions sur la restauration des bâtiments et sur l'accès au site, il fallait se pencher sur la visite du fort en lui-même. Quels sont les éléments majeurs et que faut-il montrer au public ?

## **D. L'OUVERTURE**

### **1. LE FORT EN TROIS SÉQUENCES**

---

La visite du fort peut se décomposer en trois séquences :

➤ **Les casemates au premier plan**

Ce sont l'ensemble des fortifications recouvertes de terre. En général ces casemates étaient des magasins à poudre, cartouches et autres munitions diverses. Ce patrimoine bâti concilie deux échelles, deux modes de perception.

La première, maritime, est complètement recouverte de terre et de végétation (camouflage) et la deuxième, fait face aux terres où des morceaux de façades appareillées en granit se succèdent. Ces façades ont une porte qui donne sur ce qu'on peut appeler une rue (photo n° 22 au milieu).

Dans cet ensemble, le visiteur du fort a une sensation de « terrien » dans le sens où la mer ne se voit pas et les vagues ne s'entendent pas. Seuls les oiseaux marins peuvent rappeler que le fort est situé en bord de mer. Dans ces casemates, l'ambiance y est particulière. En effet, celui qui s'y promène marche dans des rues où un seul côté seulement est bâti. Puis, il s'enfonce sous terre lorsqu'il franchit une porte. Il se dégage de là une impression de calme mais qui, pour certains, peut être pesante, notamment dans les souterrains (photo n° 24).



**Photo n° 24 : Entrée d'une soute sous roc**

*Source : op. cit.*

#### ➤ **La promenade côtière en périphérie**

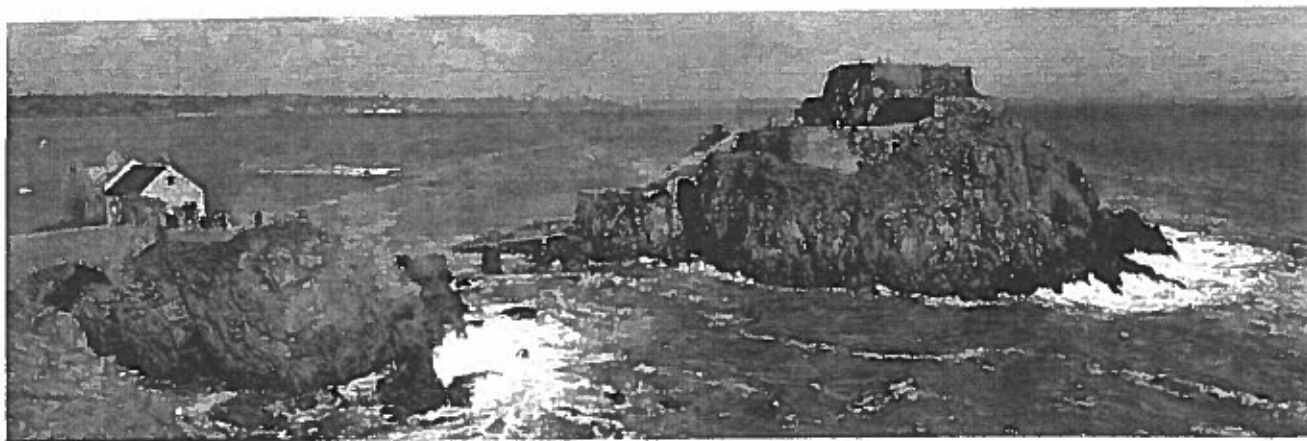
Il s'agit d'un parcours relativement plat qui permet de relier les casemates aux fortifications du fort initial. Ce parcours est en relation avec le chemin des Douaniers reliant notamment la pointe Saint Mathieu à Brest. Le visiteur est alors en contact avec la mer et le littoral. Au cours de cette balade, un jeu de cache-cache se met en place. En effet, les fortifications ne se voient pas, mais le visiteur devine qu'au bout du chemin, elles seront là. De plus, les merlons de terre laissent deviner la silhouette et la présence des casemates.

En prime, des points de vue naturels existent : la vue privilégiée sur la plage de Bertheaume, sur les fortifications, la mer et la presqu'île de Crozon en face et les roches découpées. Les ambiances sont différentes selon la position du visiteur : certaines zones se trouvent à l'abri du vent et d'autres sont complètement exposées au vent et aux embruns.

#### ➤ **Le rocher et ses fortifications en arrière plan.**

Cet ensemble est constitué de deux îlots rocheux. Sur le premier se trouve une maison de gardien et sur le deuxième, il y a des fortifications à même le rocher qui protègent deux plates-formes (photo n° 16).

Ces deux îlots sont reliés au littoral successivement par un pont, puis une passerelle. Comme il a déjà été dit, c'est un ensemble idéal pour la protection du goulet de la rade de Brest.



**Photo tirée de la couverture :** Vue d'ensemble sur la maison du gardien à gauche de la photo et sur les deux îlots reliés par la passerelle et le pont.

*Source : op. cit.*

Ici, le visiteur monte et descend très souvent. Le milieu environnant est accidenté (escaliers, passerelle, rochers...). Mais c'est un véritable spectacle lorsqu'on arrive en haut du fort pour observer une vue imprenable !

Ces trois séquences constituent les points forts du site de Bertheaume. Par ailleurs, elles sont indissociables et forment un parcours où les personnes de tout âge ne peuvent d'ennuyer.

## **2. LES ANIMATIONS DU FORT DE BERTHEAUME**

---

En plus de l'aménagement du site du fort, c'est-à-dire de sa remise en état, des animations ont été mises en place pour attirer beaucoup plus de visiteurs d'une part mais avant tout pour les fidéliser.

Ainsi, la commune de Plougonvelin et son Office de Tourisme, grâce à l'aide d'associations d'historiens et de la Marine au départ, ont mis en place des expositions dans les diverses casemates de la partie continentale du fort.

Mais, le principal attrait du fort est le spectacle son et lumière qui a lieu tous les soirs en période estivale sur le vieux fort. De plus, un théâtre de verdure a été créé sur la pente naturelle du terrain. Il offre un panorama exceptionnel sur l'espace maritime.

### **Le théâtre de verdure**



**Photo n° 25 : Spectacle sur la scène du théâtre de verdure**

*Source : op. cit.*

Créé en 1991 sur la pente naturelle du terrain, le théâtre de verdure a été aménagé pour permettre les spectacles de plein air. Avec le fort et l'océan en toile de fond, cet espace offre un cadre exceptionnel aux concerts et spectacles.

Reprofilé pour accueillir jusqu'à 5 000 spectateurs, il bénéficie aujourd'hui des équipements nécessaires aux représentations de qualité. Sous la scène, il y a un espace détente original pour servir de loge aux artistes.

### **L'espace muséographique**

Dans des casemates du XIX<sup>ème</sup> siècle aménagées en galeries d'expositions, le visiteur peut découvrir dans un premier temps les toiles de mer.

Ces plaques de bois rappelle la manifestation nautique Brest 1992 où chaque équipage de bateau avait offert à la ville de Brest sa signature sur ce morceau d'iroko. Parfois naïves ou humoristiques, elles traduisent, dans leur diversité, le talent et l'imagination de leurs auteurs. Ce patrimoine maritime est un attachement pour la ville de Brest et ses habitants à la mer et à cette grande manifestation qu'a été Brest 92.



**Photo n° 26 : Les toiles de mer de Brest 92 réunies dans une casemate réaménagée**  
*Source : Office de Tourisme de Plougonvelin*

Le visiteur, dans la partie continentale du fort peut également découvrir les techniques de réalisation des demi-coques de bateau, des photos anciennes du Pays d'Iroise, ainsi que la grande histoire de la Cordelière, vaisseau qui a sombré en 1512 au large de Bertheaume mais dont on n'a jamais retrouvé l'épave.

L'exposition « pêches en mer » a été mise en place par la Cité des Sciences de Rennes et explique l'univers de la pêche en Bretagne.



**Photo n° 27 : Des visiteurs avant la diffusion du diaporama à 13 mètres sous terre**

*Source : CCPI*

Enfin, dans une ancienne soute à munitions située à 13 mètres sous terre est diffusé un diaporama. Il est constitué d'images d'archives, de vues aériennes et de documents historiques. Ainsi, le visiteur en sait plus sur la configuration des lieux et sur l'histoire des ouvrages.

En plus de ces diverses activités, et pour que les visiteurs se sentent bien sur le site du fort, il est mis à leur disposition des jeux en bois, une aire pour pique-niquer et un bar – crêperie. Il existe en outre une boutique pour acheter des souvenirs. Elle est située dans la maison du gardien qui a été rénovée.

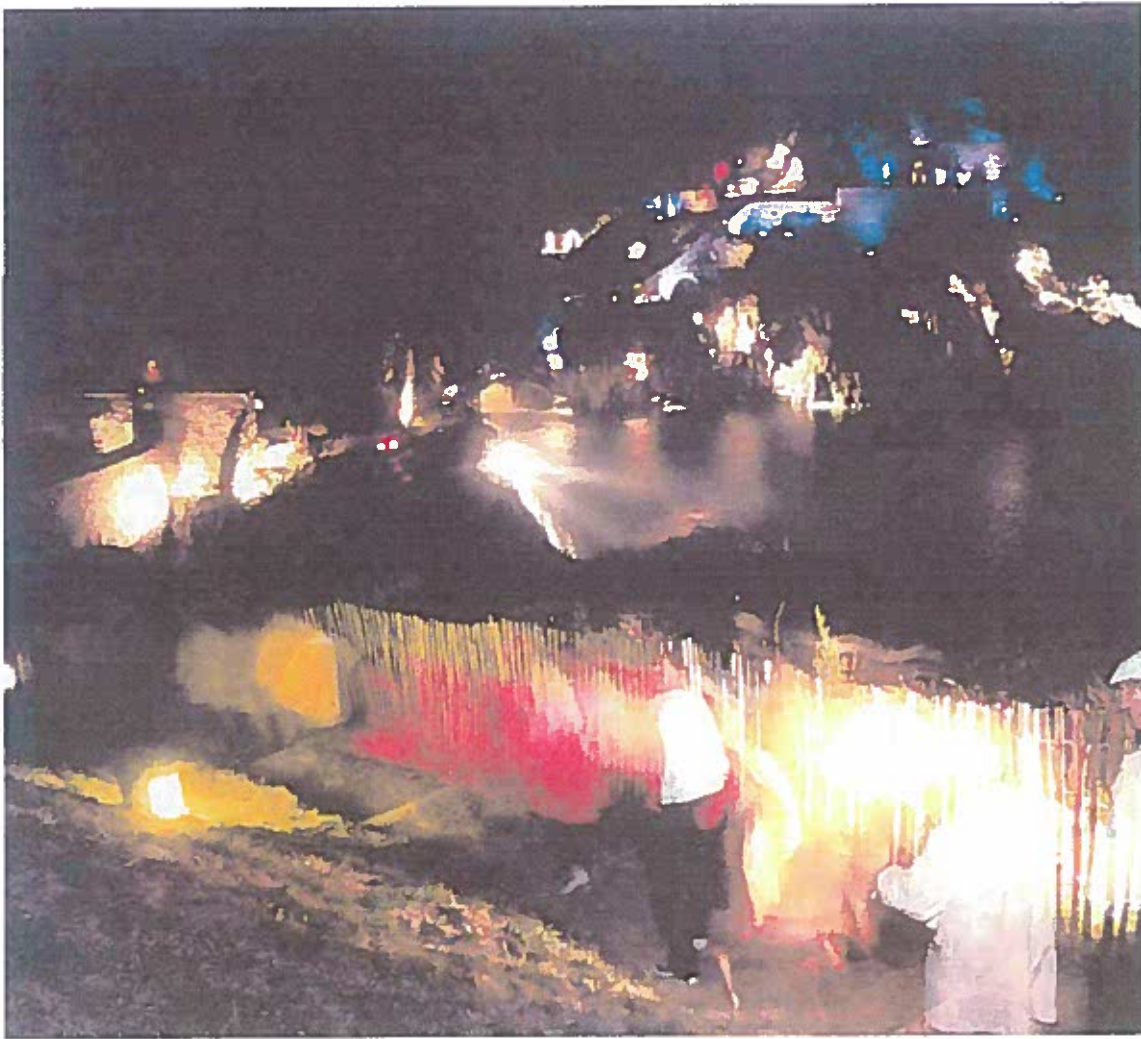


## **Le spectacle Son et Lumière : les « Noctambules »**

Tous les soirs d'été, le fort s'illumine de nombreuses couleurs à la tombée de la nuit. Là, guidé par le son et la lumière, chacun peut visiter le fort d'une façon très différente de la journée. On peut découvrir, en suivant les lumières, l'histoire et la légende de l'île fortifiée. Cette animation essaie de rendre compte de l'esprit des aventuriers qui, jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, accédaient au grand îlot par une simple passerelle de cordage légère et périlleuse. Penché au-dessus du muretin qui surplombe la falaise, chacun peut imaginer le danger d'un tel exercice. Il est également impressionnant d'entendre, tout en bas, la mer qui gronde en s'engouffrant dans l'étroit passage qui sépare l'île du continent et de voir les remparts qui s'élèvent au-dessus.

Chaque soir d'été, les combats navals et les bruits de canon font résonner la Baie de Bertheaume.

D'un point de vue technique, un balisage de circulation, avec de fines touches de lumière, sécurise le parcours. Une ambiance de faible lueur est perceptible de la côte. En outre, l'éclairage permanent des faces maritimes de l'îlot souligne toute la construction vue de la mer et constitue, vu de la terre, un ensemble qui dessine l'île en ombre. En fait, on sait qu'il y a un édifice mais rien n'est dévoilé quant à certains détails.



**Photo n° 28 : Le spectacle Son et Lumière sur le fort de Bertheaume**

*Source : op. cit.*





**Photos n° 29 :** Les lumières dans la nuit permettent de faire ressortir l'ambiance et l'authenticité des lieux, tout en soulignant les éléments symboliques. Les pans de murs de pierre apparaissent aussi impressionnants vus de la côte que de l'intérieur. Notons qu'à chaque niveau, l'ambiance diffère au gré des éclairages.

*Source : op. cit.*

### **Autres animations**

L'organisation se professionnalise de plus en plus au fort de Bertheaume et propose de plus en plus d'activités et d'animations à tous les publics. Ainsi, des journées sont spécialement organisées pour les enfants (Cf. annexe 5). Ils auront le plaisir de faire une chasse au trésor dans le fort et de pouvoir assister à un spectacle de marionnettes. Cette formule fonctionne très bien puisqu'elle fait participer les enfants et leurs parents, notamment pour la chasse au trésor.

En plus, des soirées « Tradition » ont été mises en place ; il s'agit de soirées d'initiation à la danse bretonne suivies d'un repas. On y mange une spécialité bretonne : le Kig Ha Farz. La soirée se termine par un fest-noz (comprendre fête de la nuit en traduction bretonne) où les gens qui ont participé à l'initiation à la danse mettent à profit leurs leçons.

Enfin, dernière proposition du fort en période estivale ; les soirées Contes et Légendes où un conteur vient emporter les spectateurs dans les vieilles histoires bretonnes et celtes.

### 3. PERSÉVÉRANCE ET RÉUSSITE

---

Après tous les efforts effectués pour ouvrir le fort au public en mai 1992, tout a été réduit à néant par une simple tempête.

En effet, lors de la tempête de janvier 1993, la passerelle, sur laquelle il y avait eu tant de travaux, s'est effondrée. Après ce sinistre, tout accès au fort devient interdit au public. Une étude est lancée ; elle fait apparaître que les dégâts sont liés à un défaut de conception de la passerelle.

Le site est réouvert en 1994. Il y est présenté une exposition temporaire sur l'archéologie sous-marine. De plus, deux spectacles sont organisés cette année là dont le concert d'Alan Stivell, chanteur breton et joueur de harpe celtique très célèbre dans la région.

En 1995, le fort accueille trois spectacles qui rassemblent jusqu'à 5 500 personnes. Parmi ces animations a lieu le concert de Tri Yann et un spectacle son et lumière retraçant l'histoire de la cité d'Ys.

Un autre événement vient ternir ce succès : en janvier 1996, un autre morceau de la passerelle s'effondre, toujours lié au même défaut de conception d'origine. Le site reste fermé toute l'année car une ouverture partielle, sans accès du public au fort, n'est pas jugée satisfaisante.

Pendant cette fermeture, en novembre 1996, le Tribunal Administratif de Rennes rend son jugement et accorde à la commune de Plougonvelin le coût du remboursement du premier sinistre, ainsi qu'une somme de 445 000 Francs (67 840 Euros) d'indemnités à titre de perte d'exploitation et d'atteinte à l'image de la commune.

## **LE FORT DE BERTHEAUME : UNE RÉUSSITE ?**

Dix ans après sa première ouverture au public et malgré les difficultés rencontrées, on peut affirmer aujourd'hui que la reconversion du fort de Bertheaume en un lieu touristique et culturel est réussie. Ce site est ouvert du mois d'avril au mois d'octobre. (Cf. Annexe 6)

Au printemps et en automne, soit en demi-saison, le fort est ouvert l'après-midi, de 14 heures à 18 heures mais reste fermé le lundi. En pleine saison, le site ouvre ses portes au public de 10 heures à 19 heures.

Les tarifs ne sont pas excessifs puisqu'il en coûte 3,35 euros à un adulte pour visiter le fort en journée et 1,83 euros pour un jeune de moins de 18 ans. En revanche, les spectacles Noctambules en son et lumière sont plus chers. Un adulte paie 6,70 euros et un jeunes 3,80 euros. Cela peut sembler excessif mais c'est un véritable spectacle et il faut imaginer le travail des techniciens pour mettre en place et entretenir un tel parcours en bord de mer où les embruns sont destructeurs d'une telle « machinerie ».

Notons enfin que le fort a accueilli près de 20 000 personnes cet été, soit 4 000 de plus que la saison estivale 2001. Les animations nouvelles ont attiré beaucoup de monde, notamment la reconstitution de la bataille de la Cordelière (8 500 personnes) ; par contre, les spectacles Son et Lumière sont en déclin de fréquentation.

## CONCLUSION

La reconversion touristique des fortifications littorales n'est pas une opération simple à réaliser même si cela peut le paraître. En effet, il existe de nombreuses contraintes et « embûches » retardant cette ouverture au public.

D'abord, le Ministère de la Défense doit décider de vendre tel ou tel bien situé sur le bord de mer et ayant servi au cours des différents conflits que la France a traversés. C'est le Service des Domaines qui se charge de vendre le bâtiment mais auparavant la Mission pour la Réalisation des Actifs Immobiliers de la Défense (MRAI) et les Travaux Maritimes devront contribuer à cette vente en recherchant d'éventuels acquéreurs.

En général, ils travaillent en concertation avec les collectivités territoriales. Les communes sont souvent très impliquées dans les projets de reconversion touristique du patrimoine militaire situé sur leur frange littorale. Cela peut engendrer des retombées financières intéressantes pour ces municipalités en milieu rural. Toutefois, elles n'ont pas toujours les moyens financiers de leurs projets. Elles font alors appel à d'autres organismes comme la communauté de communes ou le pays ou bien encore le département ou la région. Toutes ces entités peuvent également se porter acquéreur de tels ouvrages bâtis et en assurer la gestion.

A moins que le Conservatoire du Littoral ne décide d'intégrer dans ses nombreuses acquisitions le site sur lequel l'ouvrage a été implanté. Mais il faut savoir qu'il n'en sera pas le gestionnaire. En effet, cet établissement public n'a pas de politique de gestion de son patrimoine bâti. Sept ans après l'étude de Brigitte Falourd pour le Conservatoire et le CESA, la politique de gestion des ouvrages bâtis du Conservatoire n'a pas évolué malgré. Ce rôle de gestionnaire revient le plus souvent aux communes. Mais peuvent-elles alors ouvrir un tel

ouvrage au tourisme ? Cela est tout à fait concevable puisque l'essence même du Conservatoire est d'ouvrir ses sites au public.

Il y a de nombreux autres acteurs liés à la reconversion touristique. Citons notamment des organismes comme la DRAC, toutes les formes d'entités liées au tourisme comme les offices de tourisme ou les comités départementaux du tourisme. Notons aussi la présence des associations comme l'association Vauban ou la Société des Etudes pour la Protection de la Nature en Bretagne (SEPNB). Enfin, il ne faut pas oublier les éventuels propriétaires privés des ouvrages militaires littoraux. Parfois ils ouvrent leurs portes au public et souvent, ils manquent de moyens pour faire la promotion de leurs propriétés rénovées (citadelle Vauban de Belle-Île).

On a donc un système très complexe d'acteurs très différents oeuvrant dans la même voie : l'ouverture au public de fortifications militaires littorales.

Après concertation entre chacun des acteurs impliqués dans une reconversion, il existe d'autres contraintes à l'ouverture : que faut-il y montrer et comment obtenir des aides pour monter des projets d'expositions ou de circuits d'interprétation du patrimoine militaire dans un fort par exemple ? Quelles sont les contraintes de ces ouvrages situés dans des lieux parfois difficilement accessibles ou classés aux Monuments Historiques ? Chaque cas est particulier et une réponse simple est impossible. Néanmoins, il est possible de trouver des aides auprès des différentes structures qui peuvent également être les gestionnaires ou d'éventuels partenaires de la reconversion : Etat, Région et Département.

Enfin, les deux études de cas concernant le Fort de Bertheaume et la Tour Vauban de Camaret sont très différentes même si la municipalité en est le propriétaire pour chacun des exemples. Les données sur Bertheaume sont bien plus importantes car le nouveau Pays de Brest (dont le fort fait partie) accentue beaucoup sa promotion touristique sur cette « sentinelle du Bout du Monde ». De plus, il y a de nombreux articles dans les journaux locaux sur cette fortification. En outre, la commune communique énormément sur cet ouvrage et ses qualités de promontoire dans la mer.

Il n'y a pas du tout la même communication autour de Camaret comme il a été dit dans cette recherche. La Tour Vauban est l'emblème de la commune mais les moyens manquent. Il n'y a pas de grande ville comme Brest à proximité. Il faut environ une heure en automobile

pour rejoindre Brest à Camaret alors que c'est en face de Bertheaume où il faut vingt petites minutes !

Une nouvelle problématique peut commencer. Est-il nécessaire de reconverter un ouvrage militaire littoral si son aire d'attraction touristique est relativement faible et si les moyens de promotion ne peuvent exister par manque de financement ? Y a-t-il un réel intérêt à cela ? De plus, on peut se demander si l'histoire souvent violente qui est liée à ces fortifications peut être interprétée ? Peut-être que certains cherchent à donner une autre image de ces fortifications littorales en les utilisant comme des lieux de promenade où les visiteurs profitent d'une vue imprenable sans tenir forcément compte du passé du site : les nombreuses casemates, blokaus et autres ouvrages expliquent d'eux-mêmes l'histoire mouvementée qui s'y est passée.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **Ouvrages sur les fortifications**

N. FAUCHERRE, **Places fortes - bastion du pouvoir -**, Coll. Patrimoine vivant, Ed. Rempart, Paris, 1989, 115 p.

N. FAUCHERRE, P. PROST, A. CHAZETTE (ouvrage collectif sous la direction de), **Les Fortifications du littoral – La Bretagne Sud -**, Ed. Patrimoines et Médias, Chauray-Niort, 1998, 280 p.

M. LE BRIS et A. BOULAIRE (sous la direction de), **Brest au temps de l'Académie de Marine**, Abbaye de Daoulas, Centre Culturel de l'Abbaye de Daoulas, Daoulas, 2001, 158 p.

P. SAILHAN, **La Fortification : Histoire et Dictionnaire**, Ed. Tallandier, Paris, 1991, 259p.

C. WENZLER, **Architecture du bastion – L'art de Vauban -**, Coll. Architecture, Ed. Ouest France, Rennes, 2000, 32 p.

### **Belle-Île**

ASSOCIATION VAUBAN, **Vauban à Belle-Île – trois cents ans de fortification côtière en Morbihan -**, Ed. Gondi, Le Palais (56), 1990, 180 p.

J. M. FONTENEAU, **La Citadelle de Belle-Ile-en-Mer**, Ed. Ouest France, Rennes, 1995, 32p.

H. QUÉMÉNER, **Une citadelle de rêve**, in Bretagne Magazine, trimestriel n° 6, Août – septembre – octobre 1999, pp. 102 à 105

## **Bertheaume**

Commune de Plougonvelin, **Bertheaume – Zone d'activité artistique et culturelle -**, **Réalisations et projets**, janvier 1993, 30 p.

Commune de Plougonvelin (29 217), **Bertheaume – « La Marine à voile » -**, Dossier de presse, 1999, 45 p.

G. GOACHET, **Plougonvelin – Le Conquet – Saint Mathieu « en Pays d'Iroise »**, Ed. Société PAM, Brest, 1994, 96 p.

Ouest France, **Les enfants chassent le trésor du fort de Bertheaume**, article du 30 Juillet 2001

Ouest France, **Bertheaume : 350 enfants à la chasse au trésor du festival**, article du 6 Novembre 2001

Dominique LE STER, **Bertheaume la sentinelle – Plougonvelin (Finistère) -**, Saison 2002, 7 p.

Le Télégramme, **Plougonvelin achète à la Marine les forts de Bertheaume et Saint Mathieu**, article du 3 Octobre 1989

Le Télégramme, **La chasse au trésor sur l'île fortifiée fait un tabac ;** article du 5 Août 1999.

## **Camaret**

Association du Mémorial Montbarey, **Batteries, réduits, tours, forts, casemates de Camaret et Roscanvel**, Conseil Général du Finistère et Ville de Brest, Brest, 1996, 67 p.



## **Mémoires**

**B. FALOURD, Le Patrimoine bâti du Conservatoire du Littoral, Rapport de stage et Mémoire interne de 3<sup>ème</sup> année de Magistère d'aménagement, CESA, Septembre 1995.**

**I. HAPPS, Les Enjeux urbains de la reconversion des friches militaires, CESA, Mémoire de Recherche de 3<sup>ème</sup> année de Magistère d'aménagement, octobre 2001, 79 p.**

**C. PHILBÉE, Développement touristique d'une commune littorale : Roscanvel (29), par la mise en place d'un sentier côtier, Projet individuel de Magistère 1, CESA, Mai 2000, 71p.**

## **Revues Et Dictionnaires**

**Les Cahiers de l'IAURIF (Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France, Patrimoine – Tome 1 : Le Concept -, n° 129, 4<sup>ème</sup> trimestre 2000, 170 p.**

**Dictionnaire de l'Urbanisme, Définitions de Monument Historique (p. 504) et de Patrimoine (p. 556)**

**I. GROC, La Reconversion des bases militaires aux Etats-Unis, in Etudes Foncières, n° 92, Juillet – Août 2001, pp. 32 à 35**

**S. GUELTON, Les Communes face à l'Armée pour reconvertir les terrains militaires, in Etudes Foncières, n° 93, Septembre – Octobre 2001, pp. 22 à 24**

**O. MORLET, La Gestion des risques des sites et sols pollués, in Etudes Foncières, n° 93, septembre – octobre 2001, pp. 14 à 17**

**Le Presqu'îlien, Le Patrimoine militaire de la Presqu'île, n° 66, Juillet – Août 1999, 32 p.**

## **BIBLIOGRAPHIE INTERNET**

### **SITES DES MINISTÈRES ET DES ÉTABLISSEMENTS LIÉS À L'ÉTAT**

[http://www.culture.gouv.fr/bretagne/actualite/cont1/cont1\\_ac.htm](http://www.culture.gouv.fr/bretagne/actualite/cont1/cont1_ac.htm)

Le développement culturel et son actualité au Ministère de la Culture : accent mis sur les Monuments Historiques

[http://www.culture.gouv.fr/bretagne/drac/cont2\\_d.htm](http://www.culture.gouv.fr/bretagne/drac/cont2_d.htm)

Les missions des services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bretagne

<http://www.bretagne.pref.gouv.fr>

Données sur le développement culturel en Bretagne

<http://www.conservatoire-du-littoral.fr>

Tout savoir sur le Conservatoire du Littoral en Bretagne notamment, ainsi que ses compétences, ses missions...

[http://www.defense.gouv.fr/actualites/dossier/d10/amenage\\_terri.html](http://www.defense.gouv.fr/actualites/dossier/d10/amenage_terri.html)

Site pour tout savoir sur l'adaptation des forces armées et notamment en terme d'aménagement du territoire et de restructurations.

<http://www.mrai.sga.defense.gouv.fr>

Le site de la MRAI. On peut y lire La Lettre de la MRAI pour se renseigner sur les projets de reconversion et les missions de cet organisme.

<http://www.tourisme.gouv.fr>

<http://www.legifrance.gouv.fr>

## **SITE SUR LE MECENAT D'ENTREPRISE**

<http://www.admical.org> Pour comprendre ce qu'est le mécénat d'entreprise en France dans les domaines de la culture, de la solidarité et de l'environnement

## **SITES RELATIFS A VAUBAN ET AUX FORTIFICATIONS MILITAIRES**

<http://www.vauban.asso.fr>  
Le site de l'Association Vauban

<http://www.perso.wanadoo.fr/fortificationslittorales.labretagnenord/intro.html>  
Inventaire et étude des fortifications littorales du Nord Finistère et des Côtes d'Armor

[http://fortifs.org/ac/c\\_finisterre.html](http://fortifs.org/ac/c_finisterre.html)  
Les fortifications autour de Brest mais également partout en France

<http://sabreteam.free.fr>  
Biographie, précurseurs et œuvre de Vauban

[http://www.patrimoineculturel.com/fr/espace\\_visiteurs\\_theme.htm](http://www.patrimoineculturel.com/fr/espace_visiteurs_theme.htm)  
Un salon du patrimoine culturel a eu lieu les 8 et 11 novembre 2001 dont le thème était le patrimoine militaire.

<http://www.port-louis.org/citadel2.html>  
La citadelle de Port-Louis

### **Sites sur la citadelle de Brouage**

[http://www.culture.fr/culture/nllefce/fr/rep\\_ress/lm\\_17320.htm](http://www.culture.fr/culture/nllefce/fr/rep_ress/lm_17320.htm)

<http://www.bernezac.com/Brouage.htm>

[http://www.charente.maritime.org/Ile\\_Oleron/Fortifications\\_cotieres/Brouage-Jacopolis.htm](http://www.charente.maritime.org/Ile_Oleron/Fortifications_cotieres/Brouage-Jacopolis.htm)

<http://www.agriculture.gouv.fr/medi/kios/bima/bima1484/brouage.htm>

<http://perso.wanadoo.fr/officedetourismebrouage.com/histo.htm>

### **Le fort La Latte**

<http://www.castlelalatte.com>

[http://www.casteland.com/pfr/château/bretagne/cotesar/lalatte/fort\\_la\\_latte.htm](http://www.casteland.com/pfr/château/bretagne/cotesar/lalatte/fort_la_latte.htm)

### **L'architecture militaire autour d'Oléron, de l'île de Ré et de la mer des Pertuis.**

<http://perso.wanadoo.fr/groupejarc/surfer/lesforts1.htm>

<http://www.charente->

[maritime.org/Pays\\_Rochefortais/Fortifications\\_cotieres/Fortification\\_rochefortais.htm](http://www.charente-maritime.org/Pays_Rochefortais/Fortifications_cotieres/Fortification_rochefortais.htm)

### **Le Château du Taureau**

[http://www.finisteretouring.com/decouvrez/page\\_decouvrez.asp?num=29](http://www.finisteretouring.com/decouvrez/page_decouvrez.asp?num=29)

### **Découverte de la région de Morlaix en quelques photos avec la CCI de Morlaix**

[http://archives.letelegramme.com/data/2001/20010717/24\\_HEURES/article/art\\_010A080000\\_3015487.htm](http://archives.letelegramme.com/data/2001/20010717/24_HEURES/article/art_010A080000_3015487.htm)

Article datant du 17 juillet 2001 tiré du Télégramme, quotidien de Brest et Morlaix, au sujet des travaux autour du chantier du Château du Taureau.

<http://www.baiedemorlaix.com/château/chateau1.htm>

Bref historique sur le Château du Taureau

## **SITES SUR LA COMMUNE DE CAMARET ET SA TOUR VAUBAN**

<http://www.camaret-sur-mer.com/CadrePatrimoineMilitaire.htm>

Site de la municipalité de Camaret

<http://chez.com/nautismeartsculture/exposition.htm>

Site de l'association chargée de l'animation de la Tour Vauban de Camaret.

<http://chez.com/nautismeartsculture/vauban.htm>

Données générales sur la Tour Vauban.

<http://www.inet-bretagne.fr/com/camaret/default.html>

## **SITES RELATIFS AU FORT DE BERTHEAUME**

<http://www.pays-iroise.com/Tourisme/tourisme12.htm>

Le site du Pays d'Iroise, communauté de communes chargée de faire la promotion du fort de Bertheaume au sein du Pays de Brest et du reste de la France et de l'étranger.

<http://www.plougonvelin-fr.com>

Site de la municipalité de Plougonvelin, propriétaire du fort.

<http://www.tourisme.fr/office-de-tourisme/plougonvelin.htm>

<http://www.epervier.com/bretagne/bertheaume.html>

<http://www.bretagne.com/index.cfm?page=bretaagenda&EvId=3673>

Le spectacle de la Cordelière, bataille navale reconstituée l'été 2002 au fort de Bertheaume.

<http://site.voilà.fr/lesmanchots/bertheaume.htm>

Quelques photos du fort

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

### LES SCHÉMAS

---

Schéma n° 1 : Place forte du XVI <sup>ème</sup> siècle – Brouage (Charente – Maritime)	p. 14
Schéma n° 2 : La fortification selon Errard	p. 15
Schéma n° 3 : La fortification bastionnée	p. 17
Schéma n° 4 : La fortification selon Vauban	p. 22
Schéma n° 5 : Possibilités d'invasion de Brest par la mer	p. 66
Schéma n° 6 : Le port de Camaret – Situation de la Tour Vauban	p. 67
Schéma n° 7 : Batterie semi-circulaire de la Tour Vauban faisant face à la Baie de Camaret	p. 69

### LES CARTES

---

Carte n°1 : La Presqu'île de Crozon en Bretagne	p. 64
Carte n° 2: Situation de la commune de Plougonvelin et de Bertheaume dans le Finistère Nord	p. 77
Carte n° 3 : Situation du Fort de Bertheaume dans la commune de Plougonvelin	p. 78
Carte n° 4 : Accès possibles au Fort de Bertheaume	p. 94

## LES PHOTOGRAPHIES

---

<b>Photo de couverture:</b> Le Fort de Bertheaume	p. 1 et p. 98
<b>Photo n° 1:</b> Enceinte bastionnée et rues orthogonales à Brouage (Charente – Maritime)	p. 13
<b>Photo n° 2:</b> Sébastien Le Prestre, seigneur de Vauban, Maréchal de France. Portrait par Rigaud	p. 18
<b>Photo n° 3:</b> Le Fort des Capucins en Presqu'île de Roscanvel (Crozon–Finistère)	p. 30
<b>Photo n° 4:</b> Vue du Plan – Relief de Brest	p. 41
<b>Photo n° 5:</b> La Citadelle Vauban à Belle-Île domine l'entrée du port de la commune du Palais.	P. 44
<b>Photo n° 6:</b> Fortin de Port-An-Dro (1861), au Sud-Est de Belle-Ile. Propriété privée à usage d'habitation dont l'aspect général a été modifié	p. 46
<b>Photo n° 7:</b> Le Château du Taureau en Baie de Morlaix	p. 47
<b>Photo n° 8:</b> La Tour Vauban de Camaret	p. 68
<b>Photo n° 9:</b> Vue aérienne du site de Bertheaume sur la commune de Plougonvelin (Finistère)	p. 79
<b>Photo n° 10 :</b> Etat de délabrement de l'îlot fortifié et de sa passerelle	p. 83
<b>Photo n° 11, 12 et 13 :</b> Les travaux sur le Fort de Bertheaume	pp. 85 et 86
<b>Photo n° 14 :</b> Etat du fort et de la passerelle après les travaux	p. 86
<b>Photo n° 15 :</b> La passerelle avant	p. 87
<b>Photo n° 16 :</b> La passerelle après	p. 87
<b>Photo n° 17 :</b> L'escalier et le mur d'enceinte avant	p. 88
<b>Photo n° 18 :</b> L'escalier et le mur d'enceinte après	p. 88
<b>Photo n° 19 :</b> L'enceinte du fort avant	p. 89
<b>Photo n° 20 :</b> L'enceinte du fort après	p. 89
<b>Photo n° 21 :</b> Après le débroussaillage, la douve apparaît aux yeux des visiteurs de la partie continentale du fort	p. 90
<b>Photos n° 22 :</b> Le fort devient un espace accueillant après le « grand nettoyage ». Les bâtiments sont accessibles et les chemins permettent la promenade	p. 91
<b>Photo n° 23 :</b> Entrée d'une casemate restaurée	p. 92
<b>Photo n° 24 :</b> Entrée d'une soute sous roc	p. 97
<b>Photo n° 25 :</b> Spectacle sur la scène du théâtre de verdure	p. 99

<b>Photo n° 26 :</b> Les toiles de mer de Brest 92 réunies dans une casemate réaménagée	p. 100
<b>Photo n° 27 :</b> Des visiteurs avant la diffusion du diaporama à 13 mètres sous terre	p. 101
<b>Photo n° 28 :</b> Le spectacle Son et Lumière sur le fort de Bertheaume	p. 103
<b>Photo n° 29 :</b> Les lumières sur quelques détails architecturaux du fort	p. 104



# TABLE DES MATIÈRES

<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>p. 2</b>
----------------------	-------------

<b>SOMMAIRE</b>	<b>p. 3</b>
-----------------	-------------

<b>INTRODUCTION</b>	<b>p. 7</b>
---------------------	-------------

<b>I<sup>ère</sup> PARTIE : LA RECONVERSION DES OUVRAGES MILITAIRES</b>	<b>p. 10</b>
---	--------------

<b>I. LES PARTICULARITÉS DES OUVRAGES</b>	<b>p. 11</b>
---	--------------

Introduction	p. 11
--------------	-------

<b>A. Le contexte historique</b>	<b>p. 11</b>
----------------------------------	--------------

1. La Renaissance	p. 12
-------------------	-------

a. Origines de l'architecture bastionnée	p. 12
--	-------

b. L'école italienne	p. 12
----------------------	-------

2. La période classique	p. 14
-------------------------	-------

3. L'architecture militaire : un vocabulaire précis	p. 16
---	-------

<b>B. Vauban</b>	<b>p. 18</b>
------------------	--------------

1. La défense des frontières	p. 19
------------------------------	-------

2. Vauban et l'art de la défense	p. 19
----------------------------------	-------

3. Les trois systèmes de Vauban	p. 20
---------------------------------	-------

a. Le premier système	p. 20
-----------------------	-------

b. Le deuxième système	p. 21
c. Le troisième système	p. 21
4. L'adaptation de la fortification au site	p. 22

<b>C. Des ouvrages devenus inutiles</b>	<b>p. 23</b>
---	--------------

## **II. LA GESTION DE LA RECONVERSION TOURISTIQUE DES OUVRAGES MILITAIRES LITTORAUX**

<b>A. Les Ministères</b>	<b>p. 26</b>
--------------------------	--------------

1. Le Ministère de l'Environnement et le Conservatoire du Littoral	p. 26
2. Le Ministère de la Défense	p. 29
a. La MRAI	p. 31
b. Les Travaux Maritimes	p.32

<b>B. Les collectivités</b>	<b>p. 34</b>
-----------------------------	--------------

1. Les collectivités locales	p. 34
2. Le Département	p. 36
3. La Région	p. 37

<b>C. D'autres organismes</b>	<b>p. 38</b>
-------------------------------	--------------

1. Les offices de tourisme	p. 38
2. les associations : l'Association Vauban	p. 39

<b>D. Les privés</b>	<b>p. 44</b>
----------------------	--------------

1. Les propriétaires privés	p. 44
2. Les habitants	p. 46

<b>Des acteurs fort nombreux dans un système complexe</b>	<b>p. 47</b>
---	--------------

<b>III. DE L'ACQUISITION A L'ACCUEIL DU PUBLIC</b>	<b>p. 49</b>
<b>A. Les différents modes d'acquisition</b>	<b>p. 49</b>
1. La vente des biens immobiliers des Armées	p. 49
a. Informations juridiques relatives à la vente de biens militaires	p. 49
b. Bilan	p. 50
2. Le changement d'affectation entre ministères	p. 52
<b>B. La restauration</b>	<b>p. 53</b>
1. Le mécénat	p. 53
2. Les personnes privées	p. 54
3. Les aides possibles	p. 55
<b>C. De l'acquisition à l'usage touristique</b>	<b>p. 57</b>
1. L'interprétation du patrimoine : un concept utile pour une meilleure compréhension des lieux	p. 57
2. Les contraintes liées à cette gestion	p. 59
 <b>2<sup>ème</sup> PARTIE - ÉTUDE DE CAS : LES OUVRAGES MILITAIRES DE VAUBAN RECONVERTIS À UN USAGE TOURISTIQUE</b>	 <b>p. 61</b>
 Vauban et la Bretagne	 p. 62
 <b>I. LA TOUR VAUBAN DE CAMARET</b>	 <b>p. 64</b>
 <b>A. Un site géographique exceptionnel</b>	 <b>p. 64</b>
 <b>B. Une histoire riche</b>	 <b>p. 65</b>
1. Les origines de la commune	p. 65
2. Les transformations de Vauban	p. 65

<b>C. L'ouverture</b>	<b>p. 70</b>
1. L'achat	p. 70
2. Le projet d'aménagement	p. 71
<b>La Tour Vauban : une réussite ?</b>	<b>p. 74</b>
 <b>II. LE FORT DE BERTHEAUME</b>	 <b>p. 76</b>
 <b>A. Un site géographique exceptionnel</b>	 <b>p. 76</b>
 <b>B. Une histoire très riche pour un petit îlot</b>	 <b>p. 80</b>
 <b>C. La restauration</b>	 <b>p. 82</b>
1. L'achat : une volonté communale forte	p. 82
2. Restauration et stratégie de développement	p. 84
3. Un fort accessible	p. 92
 <b>D. L'ouverture</b>	 <b>p. 96</b>
1. Le fort en trois séquences	p. 96
• Les casernes	p. 96
• La promenade côtière	p. 97
• Le rocher et ses fortifications	p. 97
2. Les animations du Fort de Bertheaume	p. 98
• Le théâtre de verdure	p. 99
• L'espace muséographique	p. 100
• Le spectacle Son et Lumière : les « Noctambules »	p. 102
• Autres animations	p. 104
3. Persévérance et réussite	p. 105
 <b>Le Fort de Bertheaume : une réussite ?</b>	 <b>p. 106</b>

<b>CONCLUSION</b>	<b>p. 107</b>
-------------------	---------------

---

<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>p. 110</b>
----------------------	---------------

---

<b>BIBLIOGRAPHIE INTERNET</b>	<b>p. 113</b>
-------------------------------	---------------

---

<b>TABLE DES ILLUSTRATIONS</b>	<b>p. 117</b>
--------------------------------	---------------

---

<b>TABLE DES MATIÈRES</b>	<b>p. 120</b>
---------------------------	---------------

---

<b>ANNEXES</b>	<b>p. 125</b>
----------------	---------------

---

## **ANNEXES**

### **ANNEXE 1**

Principes adoptés en Conseil d'Administration du Conservatoire du Littoral régissant l'intérêt et la politique du Conservatoire vis-à-vis de son patrimoine bâti.

**Source : Brigitte FALOURD**

### **ANNEXE 2**

Loi n° 92 – 1341 du 23 Décembre 1992 relative à la répartition des compétences dans le domaine du tourisme.

**Source : LEGIFRANCE**

### **ANNEXE 3**

Textes relatifs à une définition du Mécénat.

**Source : <http://www.admical.org>**

### **ANNEXE 4**

**Article du Télégramme datant du 3 octobre 1989**

« Plougonvelin achète à la Marine les forts de Bertheaume et Saint Mathieu »

### **ANNEXE 5**

Bertheaume : 350 enfants à la chasse au trésor du festival (*article de Ouest France du 6 novembre 2001*)

Les enfants chassent le trésor au fort de Bertheaume (*article de Ouest France du 30 juillet 2001*)

### **ANNEXE 6**

Supports touristiques du fort de Bertheaume

## **ANNEXE 1**

### **CE QUE LE CONSERVATOIRE DU LITTORAL FAIT POUR LES OUVRAGES BÂTIS LUI APPARTENANT**

L'usage, l'entretien et l'acquisition des ouvrages bâtis du Conservatoire du Littoral sont absents des textes législatifs. Néanmoins, certains principes ont été adoptés en Conseil d'Administration.

#### **PRINCIPES ADOPTÉS EN CONSEIL D'ADMINISTRATION**

##### **Le Conseil d'Administration du 8 février 1977**

Les règles d'utilisation des parties bâties sont les suivantes : elles « pourront être aménagées en centre d'accueil ou d'hébergement mais exclusivement pour un usage collectif » (classe de mer, centre de rencontre d'associations...), mais aussi « être le support d'activités scientifiques, à condition que celles-ci ne s'accompagnent pas d'aménagements lourds et que l'ouverture au public soit maintenue. Dans ces deux hypothèses, le Conservatoire se contentera de mettre les bâtiments à la disposition des utilisateurs, par convention, les travaux d'aménagement du bâti restant à la charge de l'utilisateur ».

**Le texte présenté au Conseil d'Administration du 29 mars 1983** est toujours le texte de référence. Il définit, à partir d'exemples déjà existants, des principes d'usage, d'occupation des bâtiments et d'intervention financière du Conservatoire.

- **L'affectation des bâtiments**

Tout bâtiment sans intérêt architectural ou historique, dommageable à l'image et à l'intérêt du site ou pour lequel aucune utilisation ne peut être envisagée doit être détruit.

Sinon, les bâtiments peuvent être affectés par ordre de priorité :

- Au logement de gardien,

- A la gestion du site,

- A des collectivités, des associations ou des organismes dont les objectifs sont proches de ceux du Conservatoire. Ces objectifs peuvent concerner la protection et la découverte de la nature et du littoral, mais aussi l'accueil du public sur le site (animation et découverte du site, services et prestations tels que restauration et hébergement en rapport avec cette découverte : gîte d'étape, auberge de jeunesse...).

Le patrimoine architectural et historique doit être préservé. Il n'est pas forcément restauré à l'identique et peut simplement être conforté.

- **L'intervention financière du Conservatoire**

- **Logement de fonction du garde** : le Conservatoire assure l'aménagement complet du bâtiment qui est remis au gestionnaire pour l'entretien. Aucun loyer n'est perçu par le Conservatoire.

- **Bâtiment affecté à l'exploitant** : le Conservatoire entreprend l'ensemble des travaux relevant de la responsabilité du propriétaire. Le loyer est perçu par le gestionnaire qui se substitue au Conservatoire pour les travaux d'entretien.

- **Bâtiments utilisés par des associations ayant des objectifs de protection ou d'initiation à la nature** :

- + soit perception d'un loyer, le Conservatoire réalisant les travaux relevant du propriétaire

- + soit remise gratuite en l'état à l'association qui s'engage à réaliser les travaux, la durée de mise à disposition tenant compte de l'amortissement des travaux

- **Bâtiments utilisés par des associations ou des collectivités pour des usages divers** : application de la seconde solution évoquée ci-dessus. Cependant , le Conseil d'Administration peut se réserver, compte tenu de l'intérêt du projet par rapport aux objectifs du Conservatoire, d'apporter un concours financier.

Ces dispositions générales n'excluent évidemment pas le recours de subventions ou concours financiers de l'Etat, des régions, des départements ou des communes.

- **Patrimoine architectural** : recherche de concours financiers, éventuellement participation symbolique du Conservatoire et entretien assuré par le gestionnaire.



- **Conditions générales d'occupation et contraintes**

- Les utilisateurs ne peuvent agrandir ni modifier les bâtiments. Les accès ne doivent pas être clôturés et les abords privatisés sauf cas nécessaires préalablement définis avec le Conservatoire.

- L'occupation des bâtiments ne doit pas avoir de conséquence négative sur la protection du domaine naturel.

- Dès que l'occupation ne se justifie plus pour le Conservatoire, les locaux doivent être libérés et restitués au Conservatoire.

## **AUTRES RÉFLEXIONS SUR LE PATRIMOINE BATI DU CONSERVATOIRE**

A ces principes du Conseil d'Administration, il faut ajouter les réflexions d'Emmanuel Lopez qui a été directeur adjoint au Conservatoire.

- « Lorsque le bâti ne présente pas d'intérêt architectural ou ethnologique ou a fortiori lorsqu'il dégrade le site, la démolition découle directement de la mission de restauration et d'ouverture de l'espace naturel... ».

- La construction de locaux neufs pour un usage lié aux objectifs du Conservatoire ne doit pas être exclue dans son principe. « Mieux vaut édifier une construction neuve, avec un souci exemplaire d'insertion dans le site et de qualité architecturale, que restaurer des locaux médiocres et mal situés, sous le prétexte qu'ils existent. »

- Le Conservatoire reste dans l'esprit de la loi en favorisant, « outre les usages directement liés à sa mission (gestion, information), des usages scientifiques, culturels ou sociaux que le libre jeu du marché écarte le plus souvent des espaces convoités du littoral ».

- Des gestionnaires privés pour un usage public peuvent être envisagés (commerce, restaurant, hôtel...) mais sous certaines conditions. La qualité architecturale de la restauration ou de la transformation du bâtiment doit notamment être exemplaire et « la forme juridique de l'autorisation donnée ne doit pas conférer une quasi propriété comme c'est le cas avec le bail commercial ».

## **ANNEXE 2**

**Loi n° 92-1341 du 23 décembre 1992**

### **LA RÉPARTITION DES COMPÉTENCES DANS LE DOMAINE DU TOURISME**

#### **ARTICLE 1**

L'Etat, les régions, les départements et les communes sont compétents dans le domaine du tourisme et exercent ces compétences en coopération de façon coordonnée.

#### **ARTICLE 2**

**Modifié par Loi 2002-276- 2002-02-27 art. 103 J.O. 28 février 2002**

L'Etat définit et met en œuvre la politique nationale du tourisme.

Sans préjudice des articles L. 141-1 à 142-4 du code des communes relatifs aux stations classées, il détermine et met en œuvre les procédures d'agrément et de classement des équipements, organismes et activités touristiques selon les modalités fixées par décret.

Il définit et conduit les opérations de promotion touristique nationale en liaison avec les collectivités territoriales et les partenaires concernés.

Il fixe les règles et les orientations de la coopération internationale dans le domaine du tourisme et en assure la mise en œuvre, notamment au sein des organisations internationales compétentes.

L'Etat favorise la coordination des initiatives publiques et privées dans le domaine du tourisme. Il apporte son concours aux actions de développement touristique engagées par les collectivités territoriales, notamment par la signature de contrats de plan avec les régions dans les conditions fixées par la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification.

### **ARTICLE 3**

Les collectivités territoriales sont associées à la mise en œuvre de la politique nationale du tourisme. Elles conduisent, dans le cadre de leurs compétences propres et de façon coordonnée, des politiques dans le domaine du tourisme.

### **ARTICLE 4**

**Modifié par Loi 2002-276 2002-02-27 art. 103 J.O. 23 février 2002**

Dans le cadre de ses compétences en matière de planification et après consultation des collectivités territoriales et organismes visés à l'article 15 de la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 précitée, la région définit les objectifs à moyen terme du développement touristique régional.

Le schéma régional de développement du tourisme et des loisirs prévu à l'article 3 de la loi n° 87-10 du 3 janvier 1987 relative à l'organisation régionale du tourisme fixe les modalités et les conditions de mise en œuvre des objectifs ainsi définis par le plan régional, notamment au plan financier.

Des conventions entre les collectivités territoriales concernées définissent, d'une part, les actions contribuant à l'exécution des objectifs fixés par le plan régional et, d'autre part, les modalités de mise en œuvre du schéma mentionné à l'alinéa précédent.

Le conseil régional assure le recueil, le traitement et la diffusion des données relatives à l'activité touristique dans la région.

Il coordonne dans la région, les initiatives publiques et privées dans les domaines du développement, de la promotion et de l'information touristiques.

## **ARTICLE 5**

Dans chaque département, le conseil général établit, en tant que de besoin, un schéma d'aménagement touristique départemental. Ce schéma prend en compte les orientations définies par le schéma régional de développement du tourisme et des loisirs.

## **ARTICLE 6**

Le comité départemental du tourisme, créé à l'initiative du conseil général, prépare et met en œuvre la politique touristique du département.

## **ARTICLE 7**

Le conseil général fixe la nature juridique et la composition du comité départemental du tourisme.

Il comprend notamment des délégués du conseil général ainsi que des membres représentant :

- Les organismes consulaires ;
- Les offices de tourisme ;
- Les professions du tourisme et des loisirs ;
- Les associations de tourisme et de loisirs ;
- Les communes touristiques ou leurs groupements ;
- Un représentant du comité régional du tourisme.

## **ARTICLE 8**

Le comité départemental du tourisme contribue à assurer, au niveau du département, l'élaboration, la promotion et la commercialisation de produits touristiques, en collaboration avec les professionnels et les organismes concernés par le tourisme à l'échelon départemental et intercommunal ainsi qu'avec toute structure locale établie à cet effet.

Les actions de promotion sur les marchés étrangers s'effectuent de façon coordonnée par le comité régional du tourisme et par le comité départemental du tourisme.

## **ARTICLE 9**

Les ressources du comité départemental du tourisme peuvent comprendre notamment :

- Des subventions et contributions de toute nature de l'Etat, de la région, du département, des communes et de leurs groupements ;
- Des participations de tous autres organismes intéressés ainsi que des personnes privées ;
- Des redevances pour des services rendus ;
- Des dons et legs.

Le comité départemental du tourisme soumet annuellement son rapport financier au conseil général siégeant en séance plénière.

## **ARTICLE 10**

**I.** Sans préjudice des articles L. 142-5 à L. 142-12 du code des communes relatifs aux offices de tourisme dans les stations classées, le conseil municipal peut, par délibération, décider la création d'un organisme dénommé office de tourisme qui assure les missions d'accueil et d'information des touristes ainsi que de promotion touristique de la commune en cohérence avec le comité départemental et le comité régional du tourisme. L'office de tourisme contribue à assurer la coordination des interventions des divers partenaires du développement touristique local.

Il peut être également consulté sur des projets d'équipements collectifs touristiques.

Il peut être autorisé à commercialiser des prestations de services touristiques dans les conditions prévues par la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours.

**II.** La nature juridique de cet organisme ainsi que les modalités de son organisation sont déterminées par le conseil municipal.

L'instance délibérante de l'office de tourisme de l'office de tourisme comprend notamment des délégués du conseil municipal ainsi que des membres représentant les activités, professions et organismes intéressés au tourisme dans la commune.

**III.** Le conseil municipal peut confier à l'office de tourisme tout ou partie de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du tourisme dans la commune et des programmes locaux de développement touristique, notamment dans les domaines de l'élaboration des produits touristiques, de l'exploitation d'installations touristiques et de loisirs, des études, de l'animation des loisirs, de l'organisation de fêtes et de manifestations artistiques.

**IV.** Sauf délibération contraire du conseil municipal concerné, les organismes de tourisme locaux existants sont réputés exercer leur activité conformément à la présente loi dès lors qu'ils satisfont les conditions fixées au deuxième alinéa du II du présent article et exercent les missions prévues au premier alinéa du I du présent article.

**V.** Les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes visés à l'article L.166-1 du code des communes peuvent, dans la limite de leurs compétences, décider la création d'un office de tourisme intercommunal dont les attributions et les règles de fonctionnement sont identiques à celles définies aux paragraphes précédents pour les offices de tourisme municipaux.

**VI.** L'office de tourisme soumet annuellement son rapport financier au conseil municipal ou à l'organe délibérant du groupement de communes.

## **ANNEXE 3**

### **LE MÉCÉNAT : DÉFINITION**

Le terme de « mécénat » est employé dans une acceptation très large mais la loi opère une distinction entre le mécénat et le parrainage.

Des outils de gestion juridique et fiscale existent.

La France dispose d'une loi « **sur le développement du mécénat** » promulguée le 23 juillet 1987, qui, à ce jour, constitue le cadre général, juridique et fiscal dans lequel le mécénat évolue.

Cette loi a été complétée par la loi du 4 juillet 1990 qui porte sur la création des fondations d'entreprise. Depuis le décret d'application du 30 septembre 1991, soixante fondations ont vu le jour. Plusieurs autres sont en préparation.

Enfin, l'instruction fiscale du 26 avril 2000 est venue préciser la distinction du mécénat et du parrainage. La terminologie utilisée est celle prévue par l'arrêté du 6 janvier 1989 « relatif à la terminologie économique et financière ». Ce texte définit :

- **Le mécénat** comme étant le soutien matériel apporté sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général.
- **Le parrainage** comme étant le soutien matériel apporté à une manifestation , à une personne, à un produit ou à une organisation en vue d'en retirer un bénéfice direct.

Cet arrêté impose désormais l'utilisation des termes « parrainage », « patronage » ou « mécénat ».

Source : <http://www.admical.org>

## **ANNEXE 4**

**Plougonvelin achète à la Marine les forts de Bertheaume et Saint Mathieu**

**La fin d'une époque pour le Fort de Bertheaume**



Dans le cadre du festival pour enfants « Bonjour le Merveilleux », le fort de Bertheaume a organisé une chasse au trésor dite « de Malloiveen » consacrée aux expositions consacrées aux sorcières et autres personnages magiques et à la sorcellerie, en Europe notamment. Une pièce de théâtre mettant en scène un elfe des forêts d'Arrée était également proposée au jeune public. 50 enfants avaient répondu à l'invitation.

Initialisée dans le cadre du festival pour enfants « Bonjour le Merveilleux », cette chasse au trésor doublée de la présentation d'un nouveau spectacle de marionnettes à fils a attiré autant de candidats que les meilleures journées de la saison estivale. En effet, pas moins de 350 enfants et une centaine d'adultes ont franchi la passerelle du fort de Bertheaume pour visiter les différentes expositions consacrées à la magie et à la sorcellerie. Celles-ci ont servi de support au questionnaire de la chasse au trésor. Ainsi, chaque enfant devait compléter un document comportant pas moins de 20 questions avant d'obtenir un cadeau après correction. Chaque participant était récompensé suivant le résultat. Ce fut également l'occasion de



Les enfants étaient très attirés au déroulement du spectacle de marionnettes à fils « Wally ».

découvrir un nouveau spectacle de marionnettes à fils consacré aux légendes des forêts de Bretagne où se côtoient elfes, korrigans... Les aventures de l'elfe Wally, à la recherche de la porte

« Arc-en-ciel » pour rencontrer les hommes et sauver leur monde ont retenu l'attention de ce jeune public. Le nombre d'enfants déguisés et grimés sur le site de Bertheaume prêts pour déjouer aux

portes des habitations pour une quête de confiserie de plus en plus fructueuse, augurait de l'engouement populaire pour cette nouvelle fête, autant chez les adultes que les enfants.

ougonvelin

OF 30/07/2001

Ouest France  
30/07/2001

## Les enfants chassent le trésor au fort de Bertheaume

Fort de Bertheaume accueille deux expositions, un théâtre verdure pour les spectacles érudite, chaque vendredi samedi à partir de 22 h 30, spectacle « son et lumière ». Plus, le mercredi est dédié à « des enfants » avec une chasse aux trésors dotée de cadeaux. Certains jours, plus de trois cents concurrents ont enregistré.

L'histoire du vaisseau d'Anne de Bretagne La Marie Cordelière, la vie militaire de Hervé de Moignac dit « Frimauguet », son rattachement lors du naufrage la vie d'œuvre de Vauban, les différents lieux qui ont été mis en place pour rendre sur l'île fortifiée sans oublier le film d'accueil retraçant l'histoire du site des expositions de peinture ont trouvé place dans les différentes casemates du fort de Bertheaume.

Le vendredi et samedi soir, l'animation commentée d'une heure quinze environ sur le théâtre de la nuit accueille pas de spectacle à travers les ruines de l'île fortifiée est proposée pour découvrir la lecture des lieux et son histoire à travers les siècles. Le spectacle « son et lumière » récemment créé ne peut laisser indifférent le jeune public alors que la nuit est animée notamment par les jeux de magie créés par François-Régis Va-



C'est l'heure du verdict et de la récompense pour ces candidats à la chasse au trésor dans le fort de Bertheaume.

Chasse au trésor  
le mercredi

En cet été, les enfants ont une

journée qui leur est consacrée. Dès 14 h, ils peuvent se lancer à la chasse au trésor du fort de Bertheaume munis du questionnaire remis à l'accueil. Celui-ci est modifié chaque semaine. Il n'est nul besoin de connaître l'histoire du fort d'être très érudit en différents domaines. Ils doivent tout simplement être attentifs aux différentes expositions en place et à l'aménagement des lieux qu'ils visitent. Après avoir répondu à toutes les questions, arrive l'heure du ver-

dict après la correction déterminant le cadeau que chaque enfant recevra. Il n'y a aucun perdant à Bertheaume. Cet été, les bénévoles et les hôtesses ont enregistré une journée durant laquelle plus de 300 enfants de moins de 12 ans avaient franchi les portes du fort de Bertheaume. Le lieu commence certainement à être connu.

Chasse au trésor : Chaque mercredi du mois d'août à partir de 14 h au fort de Bertheaume. Tarifs :

22 F, adulte ; 12 F, 12 à 18 ans ; gratuit aux moins de 12 ans.

9 Spectacle pour enfants  
au Trez-Hir

L'office du tourisme a invité la compagnie de clowns musiciens « Les Hottes » à présenter son spectacle dans le cadre du festival estival réservé chaque lundi aux enfants et intitulé « Place aux Mômes ». Ce lundi 30 à 13 h au Forum du Trez-Hir. Entrée gratuite.

## **ANNEXE 6**

### **Les supports de promotion touristique de Bertheaume**

## **ANNEXE 5**

**Bertheaume : 350 enfants à la chasse au trésor du festival**  
(article de Ouest France du 6 novembre 2001)

**Les enfants chassent le trésor au Fort de Bertheaume**  
(article de Ouest France du 30 juillet 2001)



Un peu d'histoire

Battue par les vents et marées, cette île à la beauté rude, domine du haut de ses 38 mètres l'entrée du Goulet de Brest.

Protégée par la mer mais accessible à marée basse, l'île fut le refuge des hommes dès la préhistoire.

Très convoitée de par sa position stratégique, les Ducs de Bretagne y établirent le "château du Perzel" au XVème siècle.

Mais c'est au XVIIIème siècle que cet îlot rocheux acquiert ses lettres de noblesse lorsque l'ingénieur du Roi propose de fortifier l'île sur les ruines existantes. Vauban fait établir une batterie qui contribuera à repousser les Anglais.

A la fin du XIXème siècle, l'îlot sera délaissé et une batterie plus puissante sera installée à terre en retrait de l'île. L'ultime armement sera réalisé par les allemands qui y placent des canons de 75 mm et de 20 mm ainsi que des mitrailleuses disséminées autour du Fort. Sévèrement bombardés, ils se rendront aux troupes américaines en septembre 1944.

Laisse à l'abandon pendant 45 ans, Bertheaume renaitra de ce passé tumultueux en 1992. Après des travaux de restauration dignes d'Hercule (matériaux acheminés à bras d'hommes), le Fort sera de nouveau accessible au public.

Aujourd'hui ce site, fidèlement restauré, vous invite à découvrir son passé à travers de nombreuses expositions et animations.



**BERTHEAUME**  
29217 PLOUGONVELIN  
(Pays de Brest)

Tél. 02 98 48 26 41/02 98 48 30 18  
Fax. 02 98 48 25 94

e-mail : omt.plougonvelin@wanadoo.fr  
site web : www.plougonvelin.fr.st

**OUVERT D'AVRIL À OCTOBRE**

Printemps - automne

De 14h à 18h\*

Fermeture le lundi

Saison estivale

De 10h à 19h\*

\* Fermeture des caisses 1h avant la fermeture du site

**TARIFS**

Journée :

Adultes : 22 F (3,35 €)

Jeunes 12-18 ans : 12 F (1,83 €)

Les Noctambules :

Adultes : 44 F (6,70 €)

Jeunes 12-18 ans : 25 F (3,81 €)



**Pays d'Iroise**  
Finistère  
Bretagne

**BRETAGNE**  
NOUVELLE VAGUE



Conception Graphique : enrique - Silicom ADC RCS Brest Tél. 02 98 44 42 44 - Crédit photos : S. Cohen - A.P. Sanford - J.Y. Vann - A.S.P.B





## Un site exceptionnel

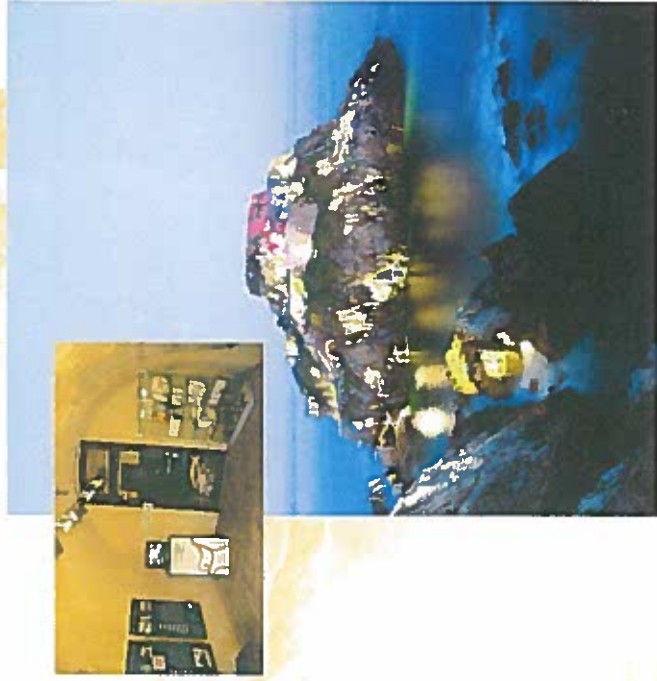
Un îlot fortifié accessible par une passerelle, une batterie basse aménagée en lieu d'expositions, un théâtre de plein air, un espace restauration.



Du haut du fort, découvrez la Pointe Bretagne : le Menez-Hom, la Presqu'île de Crozon, les Tas de Pois, la Pointe du Raz...



Dans les casemates et poudrières du XIXème des expositions thématiques temporaires éveillent la curiosité du visiteur.



## De découvertes en émotions

Tout au long des saisons le site de Bertheaume propose des animations à destination de tous.  
Des soirées thématiques avec goûters, visites guidées, spectacles nocturnes...

Des journées pour le jeune public, une chasse au trésor, un spectacle de marionnettes créé pour le site de Bertheaume.  
Des soirées Tradition : initiation à la danse bretonne, avec repas Kig Ar Farz et Fest-Noz...

Des soirées Contes et Légendes où le conteur emporte son public dans les histoires d'antan...

"Les Noctambules" de Bertheaume : une balade nocturne en son et lumière.

Et lors de fêtes et soirées illuminées aux beaux jours, le Théâtre de Verdure s'emplit d'artistes et de musiciens.

**On dit alors que les soirs où la lune est haute et que les étoiles scintillent, l'émotion est à son comble.**



## Petite histoire des moyens d'accès

La quasi invulnérabilité de Bertheaume tient surtout à la topographie escarpée du lieu. Pour atteindre l'îlot fortifié, sans créer de brèches dans ses défenses, il aura fallu déployer, tout au long des siècles, des trésors d'ingéniosité dont témoigne le musée et ses machines insensées tout droit sorties de romans de Jules Verne.

Parmi elles, le bateau volant mis en service au XVIIIème siècle. Une nacelle suspendue dans les airs, guidée par un va-et-vient, qui laisse ses nombreux utilisateurs dans une "inquiétude cruelle". Elle est remplacée en 1835 par une fragile passerelle de cordage, tout aussi périlleuse, puis par un passage à gué, désigné sous le nom de "radier" et prolongé d'un escalier taillé à même le roc.

*Aujourd'hui, une passerelle métallique permet l'accès à l'île... en toute simplicité.*



Casemate poudrière (ou magasin à poudre) construite entre 1870 et 1887 - premières fabrications de la poudre B, explosif chimique brisant, par la poudrerie de Pont de Buis (Finistère). Avant 1887, toutes les armes étaient chargées en poudre noire, très instable, dont l'explosion était soufflée et non brisante. Pour remédier au risque de destruction de la poudrerie par souffle, on bâtit des murs très épais (environ 3.80 m ici), on réduisit le contact de la circulation des hommes par un couloir externe à la salle et un sas d'entrée. Le plancher est en bois pour absorber l'humidité.

## 2 - Soute à munitions sous roc

La découverte de l'explosif brisant en 1887 oblige à d'importer la précaution de stockage. On bétonne et on entasse les magasins à explosifs. Ce sont des ouvrages techniquement remarquables. L'escalier qui permet l'accès à la salle à 13 mètres sous terre est venu remplacer en 1998 un monte-charge.

En bas des marches, vous remarquerez le souterrain. Il débouche à quelques centaines de mètres plus bas au niveau de la plage de Bertheaume.

La superbe éramillière située à la sortie de la salle permettait de remonter les obus et munitions.

## 3 - Abri logement casematé

Il est destiné à héberger les hommes pendant les combats et les tirs ennemis. Des fenêtres sont ménagées pour l'aération. Construites dans la première moitié du XIX, elles sont renforcées dans la seconde moitié pour résister à des projectiles plus intenses.

## 4 - Abri logement casematé

## 5 - Abri logement casematé

## 6 - Abri de sûreté en béton (construit en 1890)

Ces abris remplacent les deux logements casematés rectangulaires. De construction française, ils sont destinés à abriter les hommes lors des bombardements de projectiles nouveaux de la fin du XIX.

casemate ne sert plus qu'à ranger le matériel non explosif, les poudres modernes étant à l'abri dans la soute sous roc.

## 8 - Théâtre de verdure

Re profilé en 1998, le théâtre de verdure peut aujourd'hui accueillir jusqu'à 5 000 spectateurs avec pour toile de fond l'océan.

## 9 - Maison du gardien

Construite entre 1744 et 1791, elle sera détruite pendant la seconde guerre mondiale et reconstruite en partie en 1990.

## 10 - Le Fort

Il est probable qu'au XIV<sup>ème</sup> siècle, il y avait sur ce site défensif remarquable qu'est l'îlot, un château, mais la première mention écrite qui nous est parvenue est celle d'un Acte du 8 mars 1474 dans lequel est cité le Château de Perzell.

En 1667, un Ingénieur des Fortifications du Roi, Sainte Colombe, fit un mémoire sur la protection des approches de Brest et préconisa de fortifier l'île de Bertheaume en y mettant du canon « qui verra de revers les vaisseaux ennemis ».

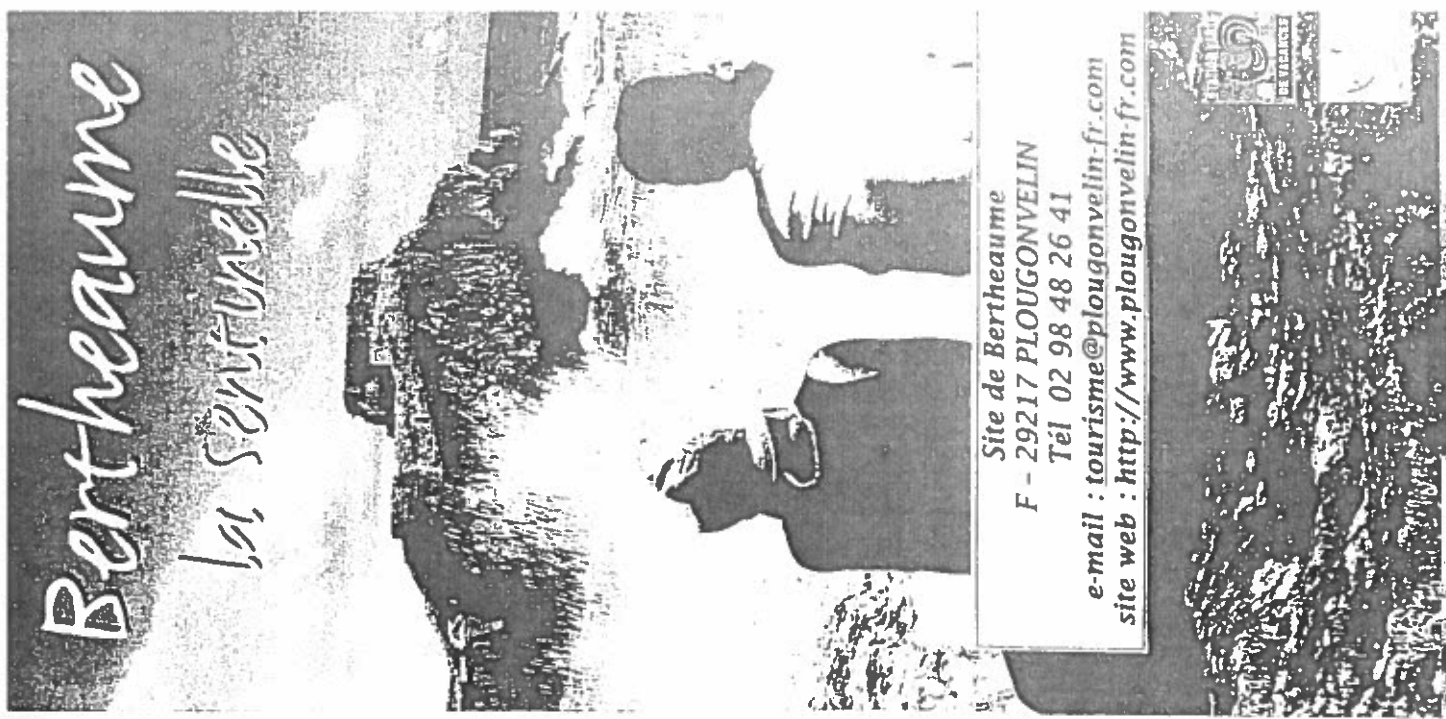
En 1690, Vauban arrêta que sur le rocher qu'occupait autrefois, dit-on, le Château de Bertheaume, on établirait une batterie de 4 pièces de 16 à 18 livres de balles et une tour.

En 1694, année où l'on reconstruisit les premiers parapets maçonnés, la forteresse subit son baptême du feu : l'armement était opérationnel le 17 juin 1694 empêchant la flotte anglaise mouillée devant le Toulguet, qui devait débarquer le lendemain à Camaret, de s'approcher de terre par un tir de bombes à mortier.

Dès le milieu du XVIII<sup>ème</sup>, on construisit des casernes, un mur d'enceinte, des magasins, des poudreries, et en bas, vers le Trez-Hir, une batterie basse. Il fut également édifiée alors une maison du gardien sur le 1<sup>er</sup> îlot. Des lors, la forteresse fut peu modifiée : on peut noter au milieu du XIX<sup>ème</sup> la construction d'un passage couvert pour accéder au bastion central.

Après la guerre de 1870, la capacité de destruction des projectiles de l'artillerie provoque l'évolution architecturale des fortifications (arrivée du canon rayé et des poudres brisantes) : aux frontières à partir de 1874 le Général Siré de Rivières perfectionne les anciennes fortifications de Vauban.

Le Fort est abandonné, il n'y reste qu'un observatoire d'artillerie, les casernes de l'île sont rasées.



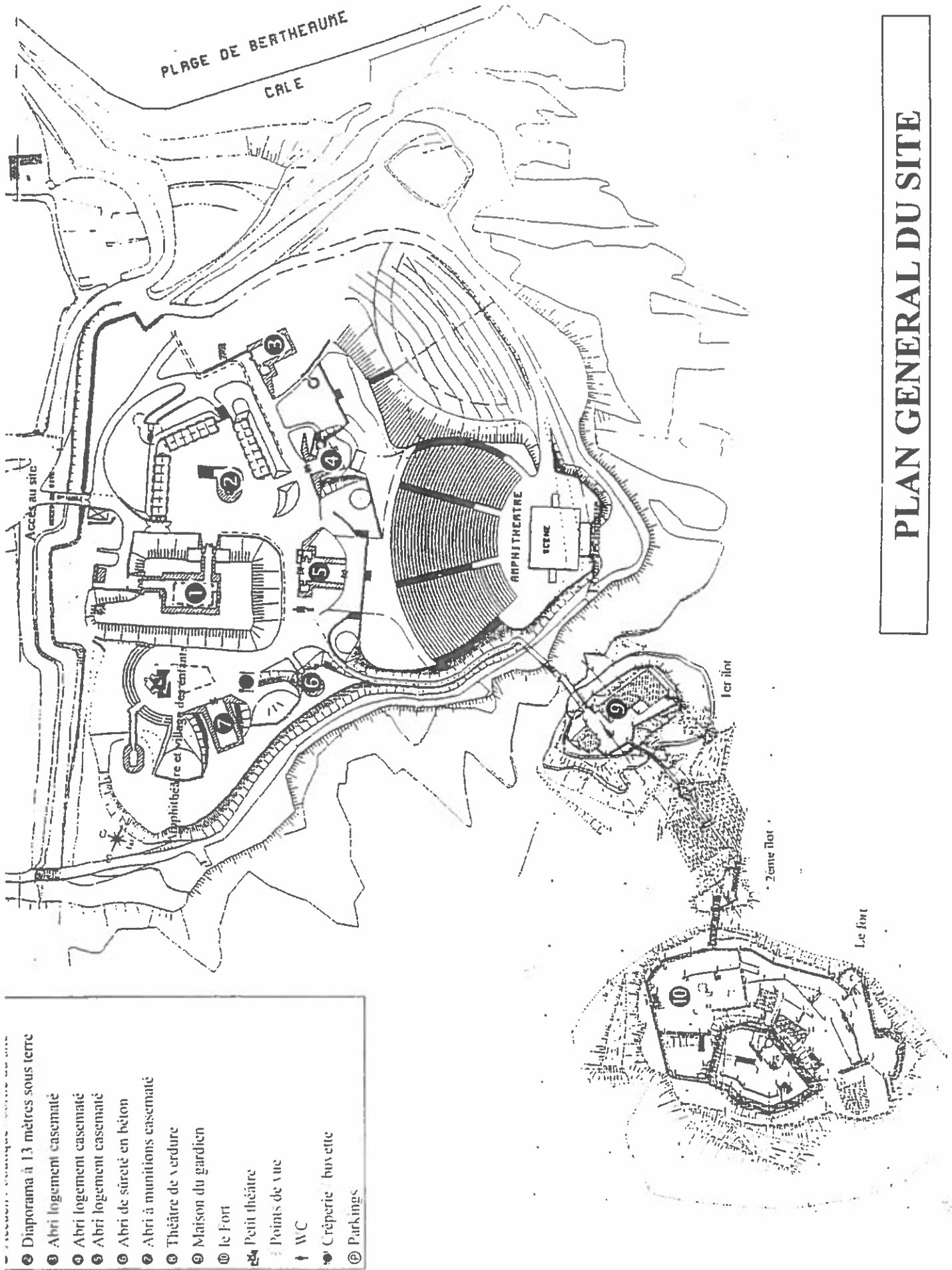
Site de Bertheaume

F - 29217 PLOUGONVELIN

Tél 02 98 48 26 41

e-mail : [tourisme@plougonvelin-fr.com](mailto:tourisme@plougonvelin-fr.com)

site web : <http://www.plougonvelin-fr.com>



## PLAN GENERAL DU SITE